100422510
AR/CRC/

**L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX,**
**LE QUATRE JANVIER**

**A PEZENAS (Hérault), en l'étude du notaire soussigné,**

**Maître Arnaud RASIGADE, notaire associé dans une société civile professionnelle « Arnaud RASIGADE, Sébastien GONTHIER, Notaires associés, société civile professionnelle titulaire d'un Office Notarial » à PEZENAS (Hérault), 14, avenue du 8 mai 1945,**

**A reçu le présent acte de vente à la requête des parties ci-après identifiées.**

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

**La première partie dite "partie normalisée"** constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous impôts, droits et taxes.

**La seconde partie dite "partie développée"** comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

## PARTIE NORMALISEE

## IDENTIFICATION DES PARTIES

### VENDEUR

La Société dénommée **bel avenir**, Société civile immobilière au capital de 2,00 €, dont le siège est à MEZE (34140), 871 chemin des Costes, identifiée au SIREN sous le numéro 854064359 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

### ACQUEREUR

La Société dénommée **SAS HECTARE**, Société par actions simplifiée au capital de 35.100.000,00 €, dont le siège est à CLAPIERS (34830), clos des Chanterelles Rue du Romarin - BP 18, identifiée au SIREN sous le numéro

351338660 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

## QUOTITES ACQUISES

La société dénommée SAS HECTARE acquiert la pleine propriété du **BIEN** objet de la vente.

## PRESENCE - REPRESENTATION

- La Société dénommée bel avenir est représentée à l'acte par Messieurs Marc-Antoine et Alexandre DUBOIS, ses deux seuls associés, agissant conformément à l'article 17-2 des statuts.

- La Société dénommée SAS HECTARE est représentée à l'acte par Caroline COSTES-RIC, notaire assistant, demeurant professionnellement à PEZENAS (34120) - 14 Avenue du 8 mai 1945, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Robin PORTALES, Directeur Général de la société, en date du 30 décembre 2021, dont copie est ci-annexée .

## DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises,
- qu'elles ne sont concernées par aucune demande en nullité ou dissolution,
- que les éléments caractéristiques énoncés ci-dessus les concernant tels que : capital, siège, numéro d'immatriculation, dénomination, sont exacts.

L'**ACQUEREUR** déclare ne pas être, soit à titre personnel, soit en tant qu'associé ou mandataire social, soumis à l'interdiction d'acquérir prévue par l'article 225-26 du Code pénal.

## DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

**Concernant la société bel avenir**

- Extrait K bis.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

**Concernant la société SAS HECTARE**

- Extrait K bis.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

L'ensemble de ces pièces est annexé.

## TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les vendeurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.

- Le mot "**ACQUEREUR**" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les acquéreurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.

- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**.

- Les mots "**BIEN**" ou "**BIENS**" ou "**IMMEUBLE**" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.

- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**mobilier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et transmis avec ceux-ci.

- Le mot "annexe" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte et disposent du même caractère authentique. Il est précisé que les pièces mentionnées comme étant annexées sont des copies numérisées.

## NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend pour sa totalité en pleine propriété à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** dont la désignation suit.

## IDENTIFICATION DU BIEN

### DESIGNATION

A MEZE (HÉRAULT) 34140 Chemin des Costes,
Des terrains à bâtir .
Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---|---|---|---|
| CA | 182 | chemin des costes | 00 ha 06 a 23 ca |
| CA | 183 | chemin des costes | 00 ha 03 a 87 ca |
| CA | 184 | chemin des costes | 00 ha 02 a 50 ca |
| CA | 185 | chemin des costes | 00 ha 02 a 70 ca |
| CA | 186 | chemin des costes | 00 ha 03 a 02 ca |
| CA | 187 | chemin des costes | 00 ha 04 a 23 ca |
| CA | 188 | chemin des costes | 00 ha 04 a 28 ca |
| CA | 189 | chemin des costes | 00 ha 04 a 00 ca |
| CA | 191 | chemin des costes | 00 ha 08 a 56 ca |

Total surface : 00 ha 39 a 39 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

### Division cadastrale

La parcelle originairement cadastrée section CA numéro 108 lieudit Chemin des Costes pour une contenance de quarante-cinq ares vingt-huit centiares (00ha 45a 28ca) a fait l'objet d'une division en plusieurs parcelles de moindre importance.

De cette division sont issues les parcelles suivantes :

- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 182 désignée sous le terme lot 7, au plan annexé.

- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 183 désignée sous le terme lot 8, au plan annexé.

- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 184 désignée sous le terme lot 9, au plan annexé.

- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 185 désignée sous le terme lot 10, au plan annexé.

- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 186 désignée sous le terme lot 11, au plan annexé.

- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 187 désignée sous le terme lot 12, au plan annexé.

- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 188 désignée sous le terme lot 13, au plan annexé.

- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 189 désignée sous le terme lot 14, au plan annexé.

- La parcelle vendue cadastrée section CA numéro 191 désignée sous le terme lot Voie 3, au plan annexé.

- Le **VENDEUR** conserve la propriété de :

    · La parcelle désormais cadastrée section CA numéro 190 lieudit Chemin des Costes pour une contenance de cinq ares quatre-vingt-neuf centiares (00ha 05a 89ca), désigné sous par ses références cadastrales au plan ci-annexé.

Cette division résulte d'un document modificatif du parcellaire dressé par le Cabinet MARMU géomètre expert à situé à MEZE (34140) - 42 Rue Victor Hugo, le 2 avril 2020 sous le numéro 2925 S.

Une copie de ce document est annexée.

Ce document est annexé à l'extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre, dont le notaire soussigné requiert la publication de l'ensemble des divisions parcellaires relatées sur l'extrait de plan, y compris celles éventuellement non visées par l'opération immobilière objet des présentes, auprès du service de la publicité foncière compétent, simultanément aux présentes.

## OBLIGATION D'INFORMATION SUR LES LIMITES DU TERRAIN

L'ACQUEREUR déclare avoir l'intention de réaliser un lotissement à usage d'habitation sur le terrain vendu.

Le VENDEUR précise qu'aucun bornage n'a été effectué, le terrain dont il s'agit n'étant ni un lot de lotissement, ni issu d'une division à l'intérieur d'une zone d'aménagement concertée ou issu d'un remembrement réalisé par une association foncière urbaine.

Le descriptif du terrain ne résulte donc pas d'un bornage.

L'ACQUEREUR déclare avoir parfaite connaissance de cette situation et vouloir acquérir le bien en l'état en faisant son affaire personnelle de l'absence de bornage.

Les limites du terrain ne résultent donc pas d'un bornage mais du descriptif du terrain sus énoncé et du ou des plans visés aux présentes.

## ABSENCE DE MEUBLES ET OBJETS MOBILIERS

Les parties déclarent que la vente ne comprend ni meubles ni objets mobiliers.

## EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte reçu par Maître Arnaud RASIGADE, notaire à PEZENAS le 26 novembre 2021 en cours de publication au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2.

## CONSTITUTION DE SERVITUDE

### NATURE DE LA SERVITUDE

### - 1 - Servitude de passage et de divers réseaux

### DESIGNATIONS DES BIENS

### Fonds servant

**Propriétaire :**
SAS HECTARE

**Désignation :**
A MEZE (HÉRAULT) 34140, Chemin des Costes.
Des terrains à bâtir
Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---|---|---|---|
| CA | 182 | chemin des costes | 00 ha 06 a 23 ca |
| CA | 183 | chemin des costes | 00 ha 03 a 87 ca |
| CA | 184 | chemin des costes | 00 ha 02 a 50 ca |
| CA | 185 | chemin des costes | 00 ha 02 a 70 ca |
| CA | 186 | chemin des costes | 00 ha 03 a 02 ca |
| CA | 187 | chemin des costes | 00 ha 04 a 23 ca |
| CA | 188 | chemin des costes | 00 ha 04 a 28 ca |
| CA | 189 | chemin des costes | 00 ha 04 a 00 ca |
| CA | 191 | chemin des costes | 00 ha 08 a 56 ca |

Total surface : 00 ha 39 a 39 ca

**Effet relatif**
Acquisition objet des présentes et qui sera publiée en même temps que les présentes auprès du service de la publicité foncière compétent.

### Fonds dominant

**Propriétaire :**
Le fonds dominant appartient à bel avenir en pleine propriété.

**Désignation :**
A MEZE (HÉRAULT) 34140 Chemin des Costes,
Une maison à usage d'habitation en mauvais état et terrain attenant.
Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| CA | 190 | chemin des costes | 00 ha 05 a 89 ca |

**Effet relatif**

Acquisition suivant acte reçu par Maître Arnaud RASIGADE, notaire à PEZENAS le 26 novembre 2021 en cours de publication au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2.

**INDEMNITE**

Cette constitution de servitude est consentie sans aucune indemnité distincte du prix.

**MODALITES D'EXERCICE DE LA SERVITUDE**

- 1 - A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage en tout temps et heures et avec tous véhicules.

Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

Ce droit de passage s'exercera exclusivement sur la voirie du lotissement à créer, conformément au plan annexé aux présentes.

Il devra être libre à toute heure du jour et de la nuit, ne devra jamais être encombré et aucun véhicule ne devra y stationner.

Il ne pourra être ni obstrué ni fermé par un portail d'accès, sauf dans ce dernier cas accord entre les parties.

Le propriétaire du fonds dominant entretiendra le passage dans les mêmes conditions que les colotis du futur lotissement, savoir une répartition par logements, de manière qu'il soit normalement carrossable en tout temps par un véhicule particulier.

Le défaut ou le manque d'entretien le rendra responsable de tous dommages intervenus sur les véhicules et les personnes et matières transportées, dans la mesure où ces véhicules sont d'un gabarit approprié pour emprunter un tel passage.

L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds ou par une circulation inappropriée à l'assiette dudit passage.

- 2- A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage perpétuel en tréfonds de tous réseaux et canalisations. Ce droit de passage profitera aux propriétaires successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

Ce droit de passage s'exercera exclusivement sur la voirie du lotissement à créer, conformément au plan annexé aux présentes.

Le propriétaire du fonds dominant fera exécuter les travaux nécessaires à ses frais exclusifs par les services compétents selon les règles de l'art, et remettra le fonds servant dans son état primitif dès leur achèvement.

Le propriétaire du fonds dominant assurera l'entretien de ces gaines et canalisations par les seuls services compétents dans les mêmes conditions que les colotis du futur lotissement, savoir une répartition par logements, ainsi que leur remise en état si nécessaire.

L'utilisation de ce passage en tréfonds et les travaux tant d'installation que d'entretien ne devront pas apporter de nuisances ni de moins-values au fonds servant.

**PUBLICITE FONCIERE**

Cette convention sera publiée au service de la publicité foncière compétent aux fins d'information (Décret n°55-22 du 4 janvier 1955 article 37 1 2°).

**CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE**

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, la présente constitution de servitude est évaluée à cent euros (100,00 eur).

## - 2 - Servitude de passage de divers réseaux

**DESIGNATIONS DES BIENS**

### Fonds servant

**Propriétaire :**
SAS HECTARE

**Désignation :**
A MEZE (HÉRAULT) 34140, Chemin des Costes.
Un terrain constructible à usage d'habitation, viabilisable, libre de tout encombrement
Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---|---|---|---|
| CA | 189 | chemin des costes | 00 ha 04 a 00 ca |

**MODALITES D'EXERCICE DE LA SERVITUDE**

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations tant d'alimentation en eau que d'évacuation des eaux usées, et de toutes lignes souterraines.

Ce droit de passage profitera aux propriétaires successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

Ce droit de passage s'exercera exclusivement sur l'emprise figurée en teinte jaune au plan ci-joint approuvé par les parties.

Le propriétaire du fonds dominant fera exécuter les travaux nécessaires à ses frais exclusifs par les services compétents selon les règles de l'art, et remettra le fonds servant dans son état primitif dès leur achèvement.

Le propriétaire du fonds dominant assurera l'entretien de ces gaines et canalisations par les seuls services compétents dans les mêmes conditions que les colotis du futur lotissement, savoir une répartition par logement, ainsi que leur remise en état si nécessaire.

L'utilisation de ce passage en tréfonds et les travaux tant d'installation que d'entretien ne devront pas apporter de nuisances ni de moins-values au fonds servant.

**PUBLICITE FONCIERE**

Cette convention sera publiée au service de la publicité foncière compétent aux fins d'information (Décret n°55-22 du 4 janvier 1955 article 37 1 2°).

**CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE**

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, la présente constitution de servitude est évaluée à cent euros (100,00 eur).

**EVALUATION**

La présente convention d'exercice d'une servitude légale est évaluée à la somme de DEUX CENTS EUROS (200,00 EUR).

**TAXE DE PUBLICITE FONCIERE**

Cette convention notariée relative à l'exercice d'une servitude légale sera publiée au service de la publicité foncière compétent aux fins d'information (décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 article 37 1 2°).

Elle sera soumise à l'imposition fixe de 125 euros prévue à l'article 679 4° du Code général des impôts.

Toutefois, il sera fait application de l'article 672 du Code général des impôts, cet acte comportant plusieurs dispositions indépendantes donnant ouverture les unes à une imposition proportionnelle, les autres à une imposition fixe, il n'est rien perçu sur ces dernières dispositions, sauf application de l'imposition fixe la plus élevée comme minimum de perception, si le montant de l'imposition proportionnelle exigible est inférieur.

**CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE**

La contribution de sécurité immobilière sera perçue au taux de 0,10 % avec un minimum de perception de 15 euros (articles 881 K et 881 M b du Code général des impôts).

**CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT**

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

**PROPRIETE JOUISSANCE**

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques.

**P R I X**

La présente vente est conclue moyennant le prix de **DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE EUROS (270.000,00 EUR)**,

S'appliquant, savoir :

- à concurrence de QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (99.450,00 EUR) aux parcelles cadastrées section CA numéros 182, 188 et 189,

- et à concurrence de CENT SOIXANTE-DIX MILLE CINQ CENT CINQUANTE EUROS (170.550,00 EUR) aux parcelles cadastrées section CA numéros 183, 184, 185, 186, 187 et 191

## PAIEMENT DU PRIX

L'**ACQUEREUR** a payé le prix de vente, d'un commun accord avec le **VENDEUR**, conformément aux dispositions des articles 1347 et suivants du Code civil, par compensation avec le montant en principal et intérêts d'une même somme d'argent, actuellement certaine, liquide et exigible, que le **VENDEUR** se trouve devoir à l'**ACQUEREUR** par suite du prêt qu'il lui a octroyé suivant acte reçu par le notaire soussigné le 26 novembre 2021.

Ainsi que le **VENDEUR** le reconnaît et lui en consent quittance sans réserve.

## DONT QUITTANCE

Par suite, la créance sus-relatée de l'**ACQUEREUR** contre le **VENDEUR** se trouve éteinte. L'**ACQUEREUR** s'engage, en outre, à procéder à ses frais, sans délai, à la mainlevée de toute inscription ayant pu être prise en garantie de cette créance, s'il en est révélé.

## PUBLICATION

L'acte sera publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2.

## DECLARATIONS FISCALES

### IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **VENDEUR** :

Acquisition suivant acte reçu par Maître Arnaud RASIGADE, notaire à PEZENAS le 26 novembre 2021 pour une valeur de deux cent soixante-dix mille euros (270.000,00 eur), en cours de publication au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2.

Le représentant de la société venderesse déclare sous sa responsabilité :

- qu'elle est fiscalement translucide,
- qu'elle dépend pour ses déclarations de résultats du centre des finances publiques de : SETE (34200) 274 Avenue du Maréchal Juin,
- qu'il a connaissance que s'il y a impôt sur la plus-value, la déclaration doit être déposée lors de la publication de la vente au fichier immobilier accompagnée du montant de l'impôt exigible.

L'impôt sur la plus-value, s'il existe, sera payé par la société venderesse et non par les associés qui resteront toutefois les redevables réels de l'impôt sur le revenu afférent à la plus-value.

Les associés, avec pour chacun d'eux, les droits sociaux suivants :

- Monsieur Marc-Antoine DUBOIS, titulaire de 1 part sociale numérotée de 1.
- Monsieur Alexandre DUBOIS, titulaire de 1 part sociale numérotée de 2.

Tous les associés sont soumis au régime des plus-values immobilières des particuliers.

Le **VENDEUR** donne dès à présent pouvoir au notaire à l'effet de prélever sur les fonds disponibles pour son compte à la comptabilité du notaire soussigné le montant exigible de l'impôt sur la plus-value déterminé sur l'imprimé 2048-IMM-SD pour le verser au trésor public.

Il reconnaît en outre avoir été averti par le notaire des différents cas d'exonération en la matière et des conditions pour en bénéficier.

**DOMICILE FISCAL**

Pour le contrôle de l'impôt, le **VENDEUR** déclare que la société a effectivement son siège à l'adresse susvisée, qu'il s'engage à signaler tout changement d'adresse, et que :

- Monsieur Marc-Antoine DUBOIS, demeure à MEZE (34140) - 871 Chemin des Costes et dépend du centre des finances publiques de SETE (34200) - 274 Avenue du Maréchal Juin.

- Monsieur Alexandre DUBOIS, demeure à MEZE (34140) - 871 Chemin des Costes et dépend du centre des finances publiques de SETE (34200) - 274 Avenue du Maréchal Juin.

**OBLIGATION DECLARATIVE**

Le montant net imposable de la plus-value immobilière visée aux articles 150 U à 150 UD du Code général des impôts doit être porté dans la déclaration de revenus numéro 2042.

Tout manquement à cette obligation déclarative donne lieu à l'application d'une amende égale à 5 % des sommes non déclarées, sans que l'amende encourue puisse être inférieure à 150 euros ni supérieure à 1.500 euros.

**TAXE SUR LA CESSION DE TERRAIN DEVENU CONSTRUCTIBLE**

**Taxe prévue par l'article 1529 du Code général des impôts**

Conformément aux dispositions de l'article 1529 du Code général des impôts, une délibération du conseil municipal de la commune de plus de trois mois, notifiée aux services fiscaux, peut instaurer une taxe de 10 % sur les deux tiers du prix de cession, taxe due par le **VENDEUR** comme s'agissant de la première cession d'un terrain après son classement, intervenu il y a moins de dix-huit ans, en terrain constructible.

Cette taxe n'est pas due, la commune n'ayant pas instauré cette taxe aux termes d'une délibération de plus de trois mois.

**Taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts**

Le terrain ayant fait l'objet d'un classement en zone constructible antérieur au 14 janvier 2010, la taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts n'est pas exigible.

**IMPOT SUR LA MUTATION**

Le **VENDEUR** n'est pas une personne assujettie au sens de l'article 256 du Code général des impôts.

L'**ACQUEREUR** demande à bénéficier du régime spécial des achats effectués en vue de la revente en application des articles 1115 et 1020 du Code général des impôts.

Il déclare à cet effet :

- Etre une personne assujettie au sens de l'article 256-A du Code général des impôts.

- Qu'il s'engage à revendre le bien acquis dans le délai maximum de cinq ans de ce jour.

- Qu'en sa qualité d'assujetti habituel, il effectue le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée sur imprimés CA3. Cette taxe est acquittée auprès du service des impôts des entreprises de MONTPELLIER SUD EST 34266 CEDEX 02, Hôtel des impôts du Millénaires – 156 rue Alfred-Nobel où le redevable est identifié sous le numéro FR24351338660.

- Que son numéro SIREN est le 35133866000027.

Etant précisé que l'**ACQUEREUR** d'un bien qui a pris l'engagement de revendre peut y substituer, avant son échéance, un engagement de construire tel que prévu au II du A de l'article 1594-0 G du Code général des impôts. Cet engagement prend effet à compter de la date à laquelle il est souscrit auprès de l'administration et vaut accomplissement de l'engagement de revendre. La substitution doit faire l'objet d'une demande auprès du service des impôts effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception d'une déclaration faisant référence à la date de l'engagement de revendre auquel se substitue le nouvel engagement. La déclaration précise l'objet et la consistance des travaux prévus par cet engagement ainsi que le montant des droits dont l'exonération est subordonnée à leur exécution.

L'assiette des droits est de DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE EUROS (270.000,00 EUR).

**DETERMINATION DES DROITS**

| | | | Mt à payer |
|---|---|---|---|
| *Taxe départementale*<br>270 000,00 | x 0,70 % | = | 1 890,00 |
| *Frais d'assiette*<br>1 890,00 | x 2,14 % | = | 40,00 |
| | | **TOTAL** | **1 930,00** |

**CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE**

En fonction des diverses dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la base taxable de la contribution de sécurité immobilière représentant la taxe au profit de l'Etat telle que fixée par l'article 879 du Code général des impôts s'élève à la somme de DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE DEUX CENTS EUROS (270.200,00 EUR) répartie comme suit :

| Type de contribution | Assiette (€) | Taux | Montant (€) |
|---|---|---|---|
| Contribution proportionnelle taux plein sur la vente | 270.000,00 | 0,10% | 270,00 |
| Contribution proportionnelle minimale sur la servitude 1 | 100,00 | 0,10% | 15 |
| Contribution proportionnelle minimale sur la servitude 2 | 100,00 | 0,10% | 15 |
| **Contribution totale** | | | **300,00** |

**FIN DE PARTIE NORMALISÉE**

## PARTIE DEVELOPPEE

## EXPOSE

### PROJET D'AMENAGEMENT

L'ACQUEREUR envisage de réaliser sur le bien objet des présentes ainsi que sur les parcelles cadastrées Section CA numéro 126 et section C numéro 128, un projet d'aménagement ayant pour objet la création d'un lotissement de 13 lots de terrain à bâtir destiné à l'habitation et 1 macrolot de 6 logements sociaux, ci-après dénommé « Projet d'Aménagement », à ses frais.

L'ACQUEREUR déclare à ce sujet avoir obtenu un Permis d'Aménager en date du 12 septembre 2019 délivré par le maire de la Commune de MEZE sous le numéro PA 034 157 19 V0004, dont copie est ci-annexée et un permis d'aménager modificatif tacite sous le numéro PA 034 157 19 V0004 M01 permettant la réalisation du lotissement en deux tranches.

### REALISATION DE CONDITIONS SUSPENSIVES

L'**ACQUEREUR** déclare que :

- La condition suspensive suivante, prévue aux termes de l'avant-contrat sous seings privés signé entre les parties le 18 octobre 2019 :

*« Que l'ACQUEREUR établisse à ses frais un bornage par tout géomètre-expert de son choix et qui sera visé dans l'acte constatant la réalisation authentique de la vente afin de fixer les limites dudit terrain. »*

Est défaillie de son fait et qu'il renonce purement et simplement à son bénéfice, requérant le notaire soussigné de régulariser les présentes sans attendre

- par ailleurs, les autres conditions suspensives stipulées à son profit, aux termes dudit acte, sont réalisées et requiert le notaire soussigné de régulariser les présentes.

### ABSENCE DE FACULTE DE RETRACTATION

Les dispositions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation instituant une faculté de rétractation au profit de l'**ACQUEREUR** sont inapplicables aux présentes, celui-ci étant en l'espèce une personne morale agissant dans le cadre de son objet social.

## CONDITIONS ET DECLARATIONS GENERALES

### GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'EVICTION

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que la consistance du **BIEN** n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a pas effectué de travaux de remblaiement, et qu'à sa connaissance il n'en a jamais été effectué,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,

- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

**GARANTIE DE JOUISSANCE**

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

**GARANTIE HYPOTHECAIRE**

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

Un état hypothécaire délivré le délivré le 21 novembre 2019 et certifié à la date du 25 octobre 2019 et prorogé les 12 mars 2009, 6 mai 2020, 2 septembre 2020, 26 octobre 2020, 27 mai 2021, 14 septembre 2021, 4 novembre 2021 et 18 novembre 2021 révèle, du chef du propriétaire précédent :

- Une inscription d'hypothèque judiciaire provisoire prise au profit de la Société Marseillaise de Crédit, pour sûreté de la somme en principal de deux cent quarante-trois mille euros (243.000,00 eur), inscrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER II, le 27 décembre 2010, volume 2010V, n°6793, avec effet jusqu'au 26 décembre 2013.
Renouvelée le 12 novembre 2013 volume 2013V n°4916 avec effet jusqu'au 11 novembre 2016.
Devenue définitive le 21 mai 2014 volume 2014V n°2352 avec effet jusqu'au 13 mai 2024.

- Une inscription d'hypothèque judiciaire provisoire prise au profit de la Gare Routière Marseillaise, pour sûreté de la somme en principal de deux cent mille euros (200.000,00 eur), inscrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER II, le 15 mars 2013, volume 2013V, n°1220, avec effet jusqu'au 4 mars 2016.
Renouvelée le 26 février 2016 volume 2016V n°1101 avec effet jusqu'au 25 février 2019, depuis périmée.

- Une inscription d'hypothèque judiciaire provisoire prise au profit de Maître STREBLER mandataire judiciaire, pour sûreté de la somme en principal de cent cinquante mille euros (150.000,00 eur), inscrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER II, le 10 octobre 2014, volume 2014V, n°4643, avec effet jusqu'au 9 octobre 2017.
Devenue définitive le 24 mars 2015 volume 2015V n°1205 avec effet jusqu'au 20 mars 2025.

- Une inscription d'hypothèque judiciaire prise au profit de la Société Générale, pour sûreté de la somme en principal de cent cinquante-trois mille vingt-trois euros et soixante-quinze centimes (153.023,75 eur), inscrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER II, le 29 mai 2015, volume 2015V, n°2215, avec effet jusqu'au 28 mai 2025.

- Une inscription d'hypothèque judiciaire prise au profit de la Société Générale, pour sûreté de la somme en principal de dix-huit mille trois cent quarante-quatre euros et trente-deux centimes (18.344,32 eur), inscrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER II, le 29 mai 2015, volume 2015V, n°2216, avec effet jusqu'au 28 mai 2025.

- Une inscription d'hypothèque légale prise au profit du Trésor Public SIP SETE, pour sûreté de la somme en principal de douze mille sept cent soixante-douze euros (12.772,00 eur) inscrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER II, le 2 septembre 2016, volume 2016V, n°4358, avec effet jusqu'au 1er septembre 2026.

- Une inscription d'hypothèque judiciaire provisoire prise au profit du Crédit Logement, pour sûreté de la somme en principal de trois cent soixante-quatre mille euros (364.000,00 eur), inscrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER II, le 6 septembre 2016, volume 2016V, n°4427, avec effet jusqu'au 5 septembre 2019.
Devenue définitive le 1er août 2017 volume 2017V n°4463 avec effet jusqu'au 29 juillet 2027.

- Un commandement valant saisie à la demande de Maître STREBLER mandataire judiciaire inscrit au service de la publicité foncière de MONTPELLIER II, le 29 septembre 2016, volume 2016S n°78, avec effet jusqu'au 9 octobre 2017.
L'assignation à comparaître a été inscrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER II, le 2 décembre 2016 volume 2016D numéro 22687.
Le commandement de saisie a été dénoncé aux créanciers en marge de saisie le 2 décembre 2016 volume 2016D numéros 22688 et 22689.
Suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER du 20 mars 2017, inscrit le 4 janvier 2018 volume 2018D n°212, la procédure de saisie a été suspendue.
Suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER du 25 mai 2020, inscrit le 9 juin 2020 volume 2020D n°10412, les effets du commandement de saisie ont été prorogés pour deux ans.
Suivant jugement du Tribunal Judiciaire de MONTPELLIER du 8 février 2021, inscrit le 14 juin 2021 volume 2021D n°13765, la procédure de saisie a été suspendue pour une durée maximale de deux ans.

Mainlevée du commandement de saisie et de sa prorogation a été donnée suivant acte reçu par Maître Arnaud RASIGADE notaire à PEZENAS le 26 novembre 2021 en cours de publication au service de la publicité foncière de BEZIERS II.

L'ensemble des créanciers susnommés a donné au notaire soussigné son accord de mainlevée avec ou sans paiement des inscriptions hypothécaires susvisées.

Il a été dressé par le notaire soussigné un acte de distribution de deniers par contribution, amiable, contenant mainlevée des inscriptions susvisées, le 30 décembre 2021, préalablement aux présentes.

Un état sur formalité certifié à la date du 6 décembre, délivré en suite de l'acquisition du bien objet des présentes par la société bel avenir susnommée, révèle, du chef du vendeur aux présentes :
Un privilège de prêteur de deniers au profit de la société SAS HECTARE en cours d'inscription au service de la publicité foncière de BEZIERS II.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

**SERVITUDES**

L'**ACQUEREUR** profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

À la connaissance du **VENDEUR**, outre les servitudes pouvant résulter le cas échéant de l'acte, de la situation naturelle des lieux et environnementale du **BIEN**, de la loi et de l'urbanisme, il n'en existe pas d'autres que celles relatées ci-après :

**RAPPEL DE SERVITUDES :**

Il est ici précisé qu'il existe une servitude de passage et de réseaux au profit des parcelles anciennement cadastrées section CA numéro 21, 22, 23, 102, sur les immeubles cadastrés section CA numéro 31 et 57. Ladite servitude permettant l'accès aux parcelles anciennement cadastrées section CA numéro 21, 22, 23, 102, ainsi que pour permettre de desservir et raccorder lesdites parcelles à tous réseaux, secs et humides, apparents ou souterrains. Ladite servitude ayant fait l'objet d'une modification suivant acte reçu par Maître MERLE Notaire à MEZE, le 30 Avril 2004.

Pour la compréhension de la modification, la servitude initiale et ladite modification sont ci-après littéralement retranscrites :

*" CONSTITUTION DE SERVITUDE*

*Pour permettre à l'ACQUEREUR aux présentes l'accès à la partie de la propriété acquise aux termes des présentes ainsi que pour lui permettre de la desservir et raccorder à tous réseaux, secs, et humides, apparents ou souterrains, Monsieur et Madame Michel SAMAZAN, susnommés et comparants aux présentes, actuels propriétaires de la parcelle sise concèdent à la société JLRM qui accepte, via ses trois associés susnommés et comparant aux présentes, une servitude réelle et perpétuelle de passage et de réseaux qui grèvera son fonds et bénéficiera aux fonds de la société JLRM dans les conditions d'exercice qui seront déterminées ci-après.*

*Désignation des biens concernés*

*I. FONDS DOMINANT, propriété de la société SCI JLRM par suite de la vente objet des présentes :*

*Parcelles sus désignées cadastrées section CA n°21, 22, 23, 102.*

*II. FONDS SERVANT, propriété de Monsieur et Madame Michel SAMAZAN. Parcelles cadastrées Commune de MEZE (Hérault,), lieudit "Chemin des Costes". section CA numéro 31, pour une contenance de 15 ares 34 centiares et 5 7 pour une contenance de 50 centiares, tels que figurant sur le plan de cadastre ci annexé après mention.*

*Références de publicité foncière :*

*Le propriétaire du fonds dominant tient son droit de propriété en vertu de la présente vente et de l'arpentage y inclus de la parcelle anciennement cadastrée section CA 24 ainsi qu'il a été dit ci dessus, dont une expédition sera publiée au 2ème bureau des hypothèques de la ville de MONTPELLIER et le propriétaire du fonds servant possède celui ci en vertu d'un acte d'acquisition reçu par Me Régis MERLE Notaire à MEZE le 23 décembre 1992, publié au 2ème bureau des hypothèques de MONTPELLIER le 21 janvier 1993 volume 1993P Numéro 813.*

*Etant ici précisé :*

*- que les parcelles cadastrées CA 31 et 57 constituant le FONDS SERVANT proviennent de la parcelle anciennement cadastrée section M numéro 2814, Lieudit Las Costes pour une contenance de 06 ha 32 ares 76 centiares,*

*Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal de remaniement du cadastre déposé au 2e bureau des hypothèques de la ville de MONTPELLIER le 15 septembre 2003, en cours de publication.*

*- que ladite parcelle anciennement cadastrée section M numéro 2814 est elle même issue de la parcelle anciennement cadastrée section M numéro 2513.*

*Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal de remaniement du cadastre n° 2291P du 27 mars 2003, publié au 2e bureau des hypothèques de la ville de MONTPELLIER, le 3 avril 2003 volume 2003P numéro 4265*

*- que ladite parcelle anciennement cadastrée section M numéro 2513 est elle même issue des parcelles anciennement cadastrées section M numéros 230 pour 71 ares 40 centiares et 232 pour 06 ares 05 centiares.*

*Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal de remaniement du cadastre n° 2017 M du 5 avril 2002 publié au 2e bureau des hypothèques de la Ville de MONTPELLIER le 9 avril 2002 volume 2002P n°4676.*

*Indemnité*

*La présente constitution de servitude est consentie et acceptée sans indemnité de part et d'autre.*

*Pour le salaire du conservateur des hypothèques, la présente servitude est évaluée à 150€*

*CHARGES ET CONDITIONS DE LA SERVITUDE CONSTITUEE AUX TERMES DES PRESENTES*

*La présente constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les contions et modalités d'exercice suivantes, savoir :*

*I) Le droit de passage concédé par le présent acte à titre de servitude réelle et perpétuelle s'exercera à l'endroit de moins dommageable pour le fonds servant c'est à dire exclusivement sur une bande de terrain de SIX METRES de largeur prise le long de la ligne séparant ledit fonds cadastré section CA 31 et CA 57 depuis la voie communale n' 23 dite des Costes et celui contigu, repris au cadastre sous le numéro 30 de la section CA et appartenant actuellement en usufruit au VENDEUR aux présentes, et en nue propriété à Mademoiselle Eve et Monsieur Luca SAMAZAN, enfants de Monsieur et Madame Michel SAMAZAN.*

*Cette bande de terrain aura une largeur de 6 mètres et débouchera directement sur le FONDS DOMINANT sus désigné acquis aux présentes avec un plus grand corps par la société SCI JLRM.*

*Telle que cette bande de terrain figure en teinte rose sur le plan (le cadastre demeuré ci annexé après mention.*

*Le droit de faire passer tous réseaux, secs et humides, en apparent ou en sous sol. concédé à la société JLRM seront réalisés en dessus ou en dessous de cette même assiette de 6 mètres sus indiquée, le tout aux normes et localisations imposées par les règles administratives et autres.*

*2) Le droit de passage pourra être exercé en tout temps et à toute heure, sans aucune restriction, par les associés de la société JLRM, ses ayant droits, ses employés, ses invités et visiteurs, puis ultérieurement et dans les mêmes conditions par les propriétaires successif du fonds dominant, pour se rendre à celui ci et en revenir à pieds, avec ou sans animaux, avec ou sans véhicules, à moteur ou non, sans aucune limitation , et pour tous les besoins actuels et futurs d'habitation et d'exploitation, quels qu'ils soient, dudit fonds.*

*Il en sera de même en ce qui concerne le passage des réseaux susvisés, étant ici entendu que ces réseaux seront installés aux frais du bénéficiaire, à charge pour lui de remettre les choses en l'état à ses frais en cas de dégradations.*

*3) Le propriétaire du fonds dominant devra entretenir continuellement et à ses frais en bon état de viabilité l'ensemble de l'assiette du droit de passage,*

*Il en sera de même en ce qui concerne l'entretien des réseaux.*

*4) Tous les frais d'établissement du passage, y compris les revêtements ou empiètements nécessaires, de son entretien ou de sa réparation ainsi que ceux de même nature relatif aux portails existant dans les clôtures sont à la charge exclusive de la société SCI JLRM, ACQUEREUR aux présentes avec un plus grand corps du fonds dominant qui s' y oblige expressément et seront ultérieurement à la charge exclusive des propriétaires successifs dudit fonds.*

*Il en sera de même en ce qui concerne les frais d'aménagement des réseaux, Mr et Mme Michel SAMAZAN s'engage à effectuer les travaux nécessaires pour la création du droit de passage objet des présentes. "*

*Ceci exposé, et afin de minimiser l'assiette de la servitude sus énoncée sur les parcelles cadastrées CA numéros 31 et 57 présentement acquises par*

*Monsieur et Madame VERDIER, afin de permettre à Monsieur et Madame VERDIER une éventuelle viabilité future desdites parcelles et afin d'accéder aux dites parcelles, tout en préservant une servitude de passage et de réseaux de SIX METRES de large, il est expressément convenu entre les parties ce qui suit :*

*1 Modification de servitude*

*La servitude sus énoncée, créée aux termes de l'acte reçu par Maître ROUSSEL, notaire à POUSSAN le 7 novembre 2003, est modifiée en ce sens que l'assiette ne sera plus de SIX METRES (6 mètres) mais de QUATRE METRES (4 mètres), de largeur prise le long de la ligne séparant le fonds cadastré section CA 31 et CA 57 depuis la voie communale n' 23 dite des Costes et celui contigu, repris au cadastre section CA numéro 30, ce qui est expressément accepté par les trois seuls associés de la SCI JLRM, intervenants aux présentes,*

*Telle que la nouvelle assiette de la servitude figure en teinte bleu sur le plan ci annexé.*

*Le reste sans changement.*

*Désignation des biens concernés*

*I. FONDS DOMINANT, propriété de la société SCI JLRM, sises Commune de MEZE*

*(Hérault), lieudit "Chemin des Costes", cadastrées section CA 21, 22, 23, 102.*

*II. FONDS SERVANT, propriété de Monsieur et Madame Eric VERDIER, aux termes des présentes, sises Commune de MEZE (Hérault), lieudit "Chemin des Costes", section CA numéro 31 et 57.*

*Références de publicité foncière :*

*Le propriétaire du fonds dominant tient son droit de propriété en vertu de la vente intervenue aux termes d'un acte reçu par Maître Sophie ROUSSEL, notaire associé à POUSSAN (Hérault), le 7 novembre 2003, en cours de publication aux deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIER.*

*Le propriétaire du fonds servant possède celui ci un vertu des présentes.*

*Cette servitude sera constituée à titre gratuit.*

*Néanmoins, pour le calcul du salaire du conservateur ladite servitude est évaluée à CENT CINQUANTE EUROS (I 50,00 E).*

*II Constitution de servitude*

*Pour permettre à Monsieur et Madame Eric VERDIER, propriétaires des parcelles CA 31 et 57, et à la SCI JLRM, propriétaire des parcelles CA 21, 22, 23, 102, l'accès à partie de leurs propriété ainsi que pour leur permettre de les desservir et raccorder à tous réseaux, secs, et humides, apparents ou souterrains,*

*Monsieur Jean SAMAZAN et Madame Aline DARE, son épouse, usufruitiers de la parcelle cadastrée section CA numéro 30, et Mademoiselle Eve SAMAZAN et Monsieur Luca SAMAZAN, nus propriétaires de ladite parcelle, concèdent à Monsieur et Madame Eric VERDIER et à la SCI JLRM, ce qu'ils acceptent, une servitude réelle et perpétuelle de passage et de réseaux qui grèvera leur fonds et bénéficiera aux fonds de Monsieur et Madame Eric VERDIER et de la société JLRM.*

*Le droit de passage concédé par le présent acte à titre de servitude réelle et perpétuelle s'exercera à l'endroit de moins dommageable pour le fonds servant, c'est à dire exclusivement sur une bande de terrain de DEUX METRES de largeur prise le long de la ligne séparant ledit fonds cadastré section CA 30 depuis la voie communale n" 23 dite des Costes et celui contigu, repris au cadastre sous le numéro 31 et 57 de la section CA et appartenant actuellement à Monsieur et Madame Eric VERDIER. Cette bande de terrain aura une largeur de 2 mètres et débouchera directement sur le fonds de la SCI JLRM, cadastré section CA numéros 21, 22, 23 et 102, où elle s'élargie à cet endroit là.*

*Telle que cette bande de terrain figure en teinte jaune sur le plan de cadastre demeurant ci annexé après mention.*

*Le droit de faire passer tous réseaux, secs et humides, en apparent ou en sous-sol, concédé à la Monsieur et Madame Eric VERDIER et à la société JLRM seront réalisés en dessus ou en dessous de cette même assiette de 2 mètres sus indiquée, le tout aux normes et localisations imposées par les règles administratives et autres. Il est ici précisé qu'aux termes de la donation partage du 23 décembre 1997 par les Epoux SAMAZAN/DA RE, et de la donation du 6 décembre 2000 par Monsieur Michel SAMAZAN, les donateurs*

*se sont expressément réservé un droit de retour. Les Epoux SAMAZAN/DA RE et Monsieur Michel SAMAZAN déclarent consentir à la présente servitude et à renoncer purement et simplement à ce droit de retour sur l'assiette de ladite servitude.*

*Désignation des biens concernés*

*I. FONDS DOMINANTS*

*Propriété de Monsieur et Madame Fric VERDIER par suite de la vente objet des présentes, sises Commune de MEZE (Hérault), lieudit "Chemin des Costes", section CA numéro 31 et 57.*

*Propriété de la société SCI JLRM, sises Commune de MEZE (Hérault), lieudit "Chemin des Costes", cadastrées section CA 21, 22, 23, 102.*

*II. FONDS SERVANT, propriété de Monsieur et Madame Jean SAMAZAN, et de Mademoiselle Eve SAMAZAN et Monsieur Luca SAMAZAN, sise Commune de MEZE (Hérault), lieudit "Chemin des Costes", section CA numéro 30.*

*Références de publicité foncière :*

*Les propriétaires des fonds dominants tiennent leur droit de propriété, savoir :en ce qui concerne les parcelle de Monsieur et Madame Eric VERDIER par suite de la vente objet des présentes,*

*en ce qui concerne les parcelles de la SCI JLRM, en vertu de la vente intervenue aux termes d'un acte reçu par Maître Sophie ROUSSEL , notaire associé à POUSSAN (Hérault), le 7 novembre 2003, en cours de publication aux deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIER.*

*Le propriétaire du fonds servant possède celui ci en vertu, des actes suivants: ACQUISITION par les Epoux SAMAZAN/DA RE suivant acte reçu par Maître Alain BASTIDE d'IZARD, notaire associé à MEZE le 8 février 1995, publié au deuxième bureau des hypothèque , de MONTPELLIER le 2 mars 1995 volume 1995P numéro 2480,*

*DONATION PARTAGE en nue propriété uniquement par les Epoux SAMAZAN/DARE au profit de leurs enfants, Monsieur Jean Jacques SAMAZAN et Monsieur Michel SAMAZAN, suivant acte reçu par Maître Régis MERLE notaire à MEZE le 23 décembre 1997 publié au deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIER le 22 janvier 1998 volume 1998P numéro 869,*

*DONATION de la nue propriété par Monsieur Michel SAMAZAN au profit de ses enfants, Monsieur Luca SAMAZAN et Mademoiselle Eve SAMAZAN, suivant acte reçu par Maître Régis MERLE, Notaire à MEZE, le 6 décembre 2000, publié au deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIER le 28 décembre 2000 volume 2000 P numéro 17656.*

*Cette servitude sera constituée à titre gratuit et les frais de constitution seront à la charge de Monsieur* ***VERDIER.***

*Néanmoins, pour le calcul du salaire du conservateur ladite servitude est évaluée à CENT CINQUANTE EUROS (150,00 E).*

*III. Constitution de servitude*

*Pour permettre aux Epoux SAMAZAN/DARE et à Monsieur Luca et Mademoiselle Eve SAMAZAN, propriétaires de la parcelle cadastrée section A numéro 30, l'accès à partie de leur propriété ainsi que pour leur permettre de les desservir et raccorder à tous réseaux, secs, et humides, apparents ou souterrains,*

*Monsieur et Madame Eric VERDIER concèdent aux propriétaires de la parcelle CA 30, ce qu'ils acceptent, une servitude réelle et perpétuelle de passage et de réseaux qui grèvera leur fonds cadastrée section CA numéros 31 et 57, et bénéficiera au fonds CA 30.*

*Le droit de passage concédé par le présent acte à titre de servitude réelle et perpétuelle s'exercera à l'endroit de moins dommageable pour le fonds servant, c'est à dire exclusivement sur une bande de terrain de QUATRE METRES de largeur prise le long de la ligne séparant ledit fonds cadastré section CA 31 et 57 depuis la voie communale n' 23 dite des Costes et celui contigu, repris au cadastre sous le numéro 30 et appartenant actuellement à Monsieur et Madame Jeanie SAMAZAN, Monsieur Luca SAMAZAN et Mademoiselle Eve SAMAZAN.*

*Cette bande de terrain aura une largeur de 4 mètres et débouchera directement sur le fonds de la SCI JLRM, cadastré section CA numéros 21 e 22, 23 et 102.*

*Telle que cette bande de terrain figure en teinte bleu sur le plan de cadastre demeuré ci annexé après mention.*

*Le droit de faire passer tous réseaux, secs et humides, en apparent ou en sous sol, concédé à Monsieur et Madame Jean SAMAZAN, Monsieur Luca SAMAZAN et Mademoiselle Eve SAMAZAN, seront réalisés en dessus ou en dessous de cette même assiette de 2 mètres sus indiquée, le tout aux normes et localisations imposées par les règles administratives et autres.*

*Désignation des biens concernés :*

*I. FONDS DOMINANT, propriété de Monsieur et Madame Jean SAMAZAN, et de Mademoiselle Eve SAMAZAN et Monsieur Luca SAMAZAN, sise Commune de MEZE (Hérault), lieudit "Chemin des Costes", section CA numéro 30.*

*II. FONDS SERVANT, propriété de Monsieur et Madame Eric VERDIER par suite de la vente objet des présentes, sises Commune de MEZE (Hérault), lieudit "Chemin des Costes", section CA numéro 31 et 57.*

*Références de publicité foncière:*

*Les propriétaires du fonds dominant possèdent celui ci en vertu, des actes suivants:*

*ACQUISITION par les Epoux SAMAZAN/DA RE suivant acte reçu par Maître Alain BASTIDE d'IZARD, notaire associé à MEZE le 8 février 1995, publié au deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIER le 2 mars 1995 volume 1995P numéro 2480,*

*DONATION PARTAGE en nue propriété uniquement par les Epoux SAMAZAN/DA RE au profit de leurs enfants, Monsieur Jean Jacques SAMAZAN et Monsieur Michel SAMAZAN, suivant acte reçu par Maître Régis MERLE notaire à MEZE le 23 décembre 1997 publié au deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIER le 22 janvier 1998 volume 1998P numéro 869,*

*DONATION de la nue propriété par Monsieur Michel SAMAZAN au profit de ses enfants, Monsieur Luca SAMAZAN et Mademoiselle Eve SAMAZAN, suivant acte reçu par Maître Régis MERLE, Notaire à MEZE, le 6 décembre 2000, publié au deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIUR le 28 décembre 2000 volume 2000 P numéro 17656.*

*Le propriétaire du fonds servant tient son droit de propriété, par suite de la vente objet des présentes.*

*Cette servitude sera constituée à titre gratuit et les frais de constitution seront à la charge de Monsieur VERDIER.*

*Néanmoins, pour le calcul du salaire du conservateur ladite servitude est évaluée à 150,00E.*

*CHARGES ET CONDITIONS DES SERVITUDES CONSTITUEES AUX TERMES DES PRESENTES*

*Les présentes constitutions de servitudes ont lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les contions et modalités d'exercice suivantes, savoir:*

*I) Le droit de passage pourra être exercé en tout temps et à toute heure, sans aucune restriction, par à Monsieur et Madame Jean SAMAZAN, Monsieur Luca SAMAZAN et Mademoiselle Eve SAMAZAN, Monsieur et Madame Eric VERDIER, les associés de la SCI JLRM, leurs ayant droits, leurs employés, leurs invités et visiteurs, puis ultérieurement et dans les mêmes conditions par les propriétaires successifs du fonds dominant, pour se rendre à celui ci et en revenir à pieds, avec ou sans animaux, avec ou sans véhicules, à moteur ou non, sans aucune limitation, et pour tous les besoins actuels et futurs d'habitation et d'exploitation, quels qu'ils soient, dudit fonds. Il en sera de même en ce qui concerne le passage des réseaux susvisés, étant ici entendu que ces réseaux seront installés aux frais du bénéficiaire, à charge pour lui de remettre les choses en l'état à ses frais en cas de dégradations.*

*2) En cas de division du ou des fonds servants, les servitudes présentement créées s'étendront aux parcelles issues de cette division.*

*3) La SCI JLRM, propriétaire du fonds cadastré CA numéros 21, 22, 23, et 102, Monsieur et Madame Jean SAMAZAN, Monsieur Luca SAMAZAN et Mademoiselle Eve SAMAZAN, propriétaires de la parcelle cadastrée CA numéro 30, et Monsieur et Madame Eric VERDIER, propriétaires des parcelles cadastrées CA numéros 31 et 57, devront entretenir continuellement et à leurs frais en bon état de viabilité l'ensemble de l'assiette du droit de passage.*

*Il en sera de même en ce qui concerne l'entretien des réseaux.*

*4) Tous les frais d'entretien ou de réparation du passage sont à la charge des bénéficiaires de la servitude, qui s'y obligent expressément et seront ultérieurement à la charge exclusive des propriétaires successifs desdits fonds.*

*Il en sera de même en ce qui concerne les frais d'aménagement des réseaux. »*

Aux termes de l'acte d'acquisition par les époux VALAIZE, il a été constitué la servitude ci après littéralement retranscrite :

CONSTITUTION DE SERVITUDE(S)

*“Servitude de passage*

*Fonds dominant :*

*Identification du ou des propriétaire(s) du fonds dominant : M et Mme Mathieu VALAIZE*

*Commune : MEZE*

*Désignation cadastrale : CA n°106 d'une superficie de 5978M2*

*Origine de propriété : Acquisition objet des présentes*

*Fonds servant :*

*Identification du ou des propriétaire(s) du fonds servant : SC1JLRM*

*Commune : MEZE*

*Désignation cadastrale : CA n°107 d'une superficie de 31018 m²*

*Origine de propriété : VENTE suivant acte reçu par Maître ROUSSEL, Notaire à POUSSAN le 7 novembre 2003 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 8 décembre 2003 volume 2003P, numéro 15714,*

*A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant et de ses propriétaires successifs un droit de passage en tous temps « et heures et avec tous véhicules. Ce droit de passage profitera aux propriétaires successifs du « fonds dominant, à leur famille, ayants-droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le « cas échéant pour le besoin de leurs activités.*

*Ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande comme indiqué au plan annexé aux présentes après mention.*

*Son emprise est figurée au plan ci-annexé approuvé par les parties.*

*Ce passage est en nature de terre.*

*Il devra être libre à toute heure du jour et de la nuit, ne devra jamais être encombré et aucun véhicule ne devra y stationner.*

*Il ne pourra être ni obstrué ni fermé par un portail d'accès, sauf dans ce dernier cas accord entre les parties. A ce sujet, le propriétaire du fonds dominant entretiendra à ses frais « exclusifs le passage de manière qu'il soit normalement carrossable en tous temps par un « véhicule particulier. Le défaut ou le manque d'entretien le rendra responsable de tous dommages intervenus sur les véhicules et*

*les personnes et matières transportées, dans la « mesure où ces véhicules sont d'un gabarit approprié pour emprunter un tel passage.*

*L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au « propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds ou par une circulation « inappropriée à l'assiette dudit passage ou aux besoins des propriétaires du fonds dominant.*

*Pour la perception du salaire, la présente constitution de servitude est évaluée à cent « cinquante euros.*

*Servitude de passage de canalisation*

*Fonds dominant :*

*Identification du ou des propriétaire(s) du fonds dominant : M et Mme Mathieu VALAIZE*

*Commune : MEZE*

*Désignation cadastrale : CA n°106 d'une superficie de 5978M2*

*Origine de propriété : Acquisition objet des présentes*

*Fonds servant :*

*Identification du ou des propriétaire(s) du fonds servant : SCI JLRM*

*Commune : MEZE*

*Désignation cadastrale : CA n°107 d'une superficie de 31018M2*

*Origine de propriété : VENTE suivant acte reçu par Maître ROUSSEL, Notaire à POUSSAN le 7 novembre 2003 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 8 décembre 2003 volume 2003P, numéro 15714.*

*A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant et de ses propriétaires successifs un droit de passage d'une « canalisation souterraine des eaux.*

*Ce droit de passage s'exercera sur une bande d'une largeur et une longueur telle que « son emprise est figurée au plan ci annexé approuvé par les parties. Elle sera construite aux « frais du propriétaire du fonds dominant aux normes actuellement en vigueur*

*Le propriétaire du fonds dominant l'entretiendra à ses frais exclusifs.*

*Il devra remettre à ses frais le fonds servant dans l'état où il a été trouvé tant avant les travaux d'installation qu'avant tous travaux ultérieurs de réparations, de manière à apporter à son propriétaire le minimum de nuisances.*

*En cas de détérioration apportée à cette canalisation du fait du propriétaire du fonds servant, ce dernier devra en effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai.*

*Pour la perception du salaire, la présente constitution de servitude est évaluée à cent cinquante euros. »*

Aux termes d'un acte reçu par Me DENJEAN notaire à LUNEL en date du 2 octobre 2006, publié au 2ème bureau des Hypothèques de MONTPELLIER le 26 octobre 2006 volume 2006P N° 14309, il a été constitué les servitudes ci-après littéralement retranscrites :

*« PROPRIETAIRE FONDS DOMINANT : M et Mme Mathieu VALAIZE*

*Commune : MEZE*

*Désignation cadastrale : section CA N° 108 pour une superficie de 45 ares 28 centiares*

*Origine de propriété : suivant acte reçu par Maître Michel DENJEAN, Notaire à LUNEL le 30 novembre 2004 dont une copie authentique a été publiée au 2 Bureau des Hypothèques de MONTPELLIER, le 13 janvier 2005 volume 2005P, numéro 329.*

*PROPRIETAIRE FONDS SERVANT :*

*- Monsieur Bruce BONNEVIALLE.*

*- Mademoiselle Céline CHAUDANSON*

*Désignation cadastrale : section CA N° 109 pour une superficie de 14 ares 50 centiares*

*Origine de propriété : Acquisition objet des présentes*

*<u>Servitude d'écoulement des eaux</u>*

*A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant avait constitué au profit du fonds dominant et de ses propriétaires successifs un droit de passage d'une canalisation souterraine des eaux POTABLE.*

*Ce droit de passage s'exerce à une profondeur minimale de 50 cm et ce exclusivement sur une bande d'une longueur de 30 mètres telle que son emprise est figurée au plan ci-annexé approuvé par les parties.*

*Pour le salaire de M. le Conservateur, ladite servitude est évaluée à la somme de 152 E. »*

**Pour la parfaite compréhension des servitudes ci-dessus relatées, il en est réalisé une synthèse :**

1°) Servitude de passage et de réseaux initialement de six mètres de largeur
Fonds servant : CA 31 et 57
Fonds dominant : CA 21,22,23,102

Ainsi modifiée :
Assiette de quatre mètres de largeur :
Fonds servant : CA 31 et 57
Fonds dominant : CA 21,22,23,102

Assiette de deux mètres de largeur :
Fonds servant : CA 30
Fonds dominant : CA 21,22,23,102,31,57.

Il est précisé que la parcelle cadastrée section CA numéro 102 a été divisée en deux nouvelles parcelles numérotées 106 et 107.

La parcelle 106 a elle-même été divisée en deux nouvelles parcelles numérotées 108 et 109.

La parcelle 107 a elle-même été divisée en trois nouvelles parcelles numérotées 126,127 et 128.

La parcelle numérotée 127 est elle-même divisée en quinze nouvelles parcelles numérotées de 141 à 155.

2°) servitude de passage et de réseaux de quatre mètres de largeur
Fonds servant : CA 31 et 57
Fonds dominant : CA 30

3°) servitude de passage et de canalisation d'eaux souterraine
Fonds servant : CA 107
Fonds dominant : CA 106

4°) servitude de canalisation d'eau potable
Fonds servant : CA 109
Fonds dominant : CA 108

## ETAT DU BIEN

L'**ACQUEREUR** prend le **BIEN** dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le **VENDEUR** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **VENDEUR** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, ou s'il est réputé ou s'est comporté comme tel,

- s'il est prouvé par l'**ACQUEREUR**, dans les délais légaux, que les vices cachés étaient en réalité connus du **VENDEUR**.

En cas de présence de déchets, le propriétaire du **BIEN** devra supporter le coût de leur élimination, qu'ils soient les siens ou ceux de producteurs ou de détenteurs maintenant inconnus ou disparus.

Le propriétaire simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de cette obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par un tiers par complaisance ou négligence.

Le Code de l'environnement définit le déchet comme étant tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit que son détenteur destine à l'abandon.

#### CONTENANCE DU TERRAIN

Le **VENDEUR** ne confère aucune garantie de contenance du terrain.

#### IMPOTS ET TAXES

#### Impôts locaux

L'**ACQUEREUR** est redevable à compter de ce jour des impôts et contributions.

La taxe foncière est répartie entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de cette année.

Compte tenu du faible montant à répartir, les parties entendent dès à présent se dispenser de cette répartition, le **VENDEUR** conservant la charge de ces taxes pour l'année entière.

#### CONTRAT D'AFFICHAGE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

## DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME

#### URBANISME

#### Enonciation des documents obtenus

**Certificat d'urbanisme d'information**

Un certificat d'urbanisme d'information dont l'original est annexé a été délivré le 1er octobre 2019, sous le numéro CU 034 157 19 V0356.

Le contenu de ce certificat dont le détail a été intégralement porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** est le suivant :

- Les dispositions d'urbanisme applicables.
- Les servitudes d'utilité publique.
- Le droit de préemption.
- Le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.
- Les avis ou accords nécessaires.
- Les observations.

L'**ACQUEREUR** :

- s'oblige à faire son affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions et du respect des servitudes publiques et autres limitations

administratives au droit de propriété mentionnées dans ce document au caractère purement informatif ;

- reconnait que le notaire lui a fourni tous éclaircissements complémentaires sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges et prescriptions ;

- déclare qu'il n'a jamais fait de l'obtention d'un certificat d'urbanisme pré-opérationnel et de la possibilité d'exécuter des travaux nécessitant l'obtention préalable d'un permis de construire une condition des présentes.

Les parties déclarent avoir été parfaitement informées par le notaire soussigné :

- que le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois,

- que, par conséquent, le certificat d'urbanisme susvisé est périmé et leur est présenté à titre purement informatif,

- que le notaire soussigné a demandé un nouveau certificat d'urbanisme dont l'accusé de réception est ci-annexé, sans retour à ce jour.

Les parties requièrent toutefois le notaire soussigné de régulariser les présentes sans attendre.

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance, les charges et prescriptions dudit certificat n'ont pas connu de modifications.

L'**ACQUEREUR** reconnaît qu'il a été averti de la nécessité d'obtenir préalablement les renseignements d'urbanisme d'usage, en cours de validité. Il a néanmoins demandé l'établissement de l'acte sans leur production, déclarant s'être par lui-même renseigné des dispositions en vigueur.

L'**ACQUEREUR** ne fait pas de l'obtention préalable d'une quelconque autorisation d'urbanisme une condition de la réalisation de la vente.

Il est précisé que cette clause n'exonère pas le **VENDEUR** de son devoir de délivrer à l'**ACQUEREUR** une information complète.

## ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

L'**ACQUEREUR** est informé :

- d'une part que le Préfet peut demander l'établissement d'un diagnostic sur l'archéologie préventive imposant la conservation de tout ou partie du site ;

- d'autre part sur les conséquences qui peuvent résulter de ce diagnostic tant sur les pièces d'urbanisme que sur les délais fixés quant à la réalisation de l'opération d'aménagement.

## VESTIGES IMMOBILIERS ARCHEOLOGIQUES

L'article 552 du Code civil dispose que :

*"La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre* Des servitudes ou services fonciers*. Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police."*

Toutefois, l'article L 541-1 du Code du patrimoine dispose que :

*"Les dispositions de l'article 552 du code civil relatives aux droits du propriétaire du sol ne sont pas applicables aux biens archéologiques immobiliers mis au jour à la suite d'opérations archéologiques ou de découvertes fortuites réalisées sur des terrains dont la propriété a été acquise après la publication de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive. Ces biens archéologiques immobiliers appartiennent à l'Etat dès leur mise au jour à la suite d'opérations archéologiques ou en cas de découverte fortuite.*

*L'Etat verse au propriétaire du fonds où est situé le bien une indemnité destinée à compenser le dommage qui peut lui être occasionné pour accéder audit bien. A défaut d'accord amiable sur le montant de l'indemnité, celle-ci est fixée par le juge judiciaire."*

Il y a lieu de distinguer entre :

- Le vestige archéologique immobilier enfoui ou dissimulé, et donc ignoré du propriétaire du sol, la propriété de ce vestige ne peut être acquise par prescription ni encore moins par titre. Ce vestige appartient à l'Etat quel qu'en soit le découvreur ou "inventeur". Un dédommagement est prévu pour les propriétaires des terrains traversés à l'effet d'accéder à ce vestige. Si la découverte du vestige est effectuée par le propriétaire du sol, ce dernier pourra toucher une indemnité en cas d'exploitation commerciale, indemnité soit forfaitaire soit liée aux résultats de l'exploitation. Le tout, bien entendu, si le vestige en question présente un intérêt scientifique ou historique. La commune sur le territoire de laquelle le vestige a été découvert dispose d'un délai de six mois pour délibérer sur l'incorporation du vestige dans son domaine public ou pour renoncer à ses droits sur le vestige. A défaut de délibération dans ce délai, elle est réputée avoir renoncé à exercer ses droits sur le vestige. Lorsque le vestige n'est pas incorporé au domaine public, il peut être cédé à l'amiable par l'Etat, et si dans les six mois du renoncement de la commune il n'est ni incorporé au domaine public ni cédé à l'amiable, l'Etat est censé avoir renoncé à sa propriété, le propriétaire du fonds peut alors demander au Préfet de constater cette renonciation par un acte qui doit être publié au service de la publicité foncière, le tout aux termes des dispositions de l'article R 541-1 du Code du patrimoine.

- Le vestige archéologique non enfoui ou non dissimulé mentionné dans les actes fait titre de propriété du propriétaire du sol, à défaut de mention dans les actes sa propriété pourra être revendiquée par le propriétaire du sol en invoquant la prescription acquisitive.

## DISPOSITIONS SUR LES DIVISIONS D'IMMEUBLES

Conformément aux dispositions de l'article L 442-2 du Code de l'urbanisme, la division du sol a fait l'objet d'un permis d'aménager accordé par la Mairie de MEZE (34140) le 20 septembre 2019.

Le constat de l'affichage sur le terrain a été fait par Maître Olivier BAILLON, huissier de justice à MONTPELLIER, aux termes d'un procès-verbal en date des 18 septembre, 15 octobre et 18 novembre 2019.

Le titulaire de l'autorisation déclare ne pas avoir reçu de contestation (retrait ou recours).

L'**ACQUEREUR** est titulaire du permis d'aménager modificatif tacite susvisé.

Le constat de l'affichage sur le terrain a été fait par Maître Olivier BAILLON, huissier de justice à MONTPELLIER, aux termes d'un procès-verbal en date des 29 avril, 2 juin et 5 juillet 2021.

Une copie du certificat de permis tacite est ci-annexée.

La copie d'une attestation de non-recours délivrée par le Tribunal Administratif est ci-annexée.

## DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREEMPTION

### DROIT DE PREEMPTION URBAIN

L'immeuble est situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme a été notifiée à la mairie de la commune du lieu de situation de l'immeuble le 27 février 2021.

Par mention en date du 4 mars 2021 portée en marge d'un exemplaire de la déclaration d'intention d'aliéner souscrite, le bénéficiaire du droit de préemption a fait connaître sa décision de ne pas l'exercer.

L'exemplaire de la déclaration d'intention d'aliéner est annexé.

## DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONSTRUCTION

### PERMIS D'AMENAGER

L'**ACQUEREUR** est titulaire du permis d'aménager susvisé, portant sur le bien objet des présentes et les parcelles cadastrées Section CA numéro 126 et section C numéro 128.

Ce permis autorise la création de 13 lots privatifs de terrains destinés à la construction d'immeubles individuels à usage d'habitation et 1 macrolot de 6 logements sociaux.

Le délai de recours contentieux du permis d'aménager court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage de la décision d'autorisation de lotir sur le terrain.

Le constat de l'affichage est visé ci-avant.

Les copies du permis et du procès-verbal sont annexées.

L'**ACQUEREUR** est titulaire du permis d'aménager modificatif tacite susvisé.

Le constat de l'affichage sur le terrain a été fait par Maître Olivier BAILLON, huissier de justice à MONTPELLIER, aux termes d'un procès-verbal en date des 29 avril, 2 juin et 5 juillet 2021.

Une copie du certificat de permis tacite est ci-annexée.

La copie d'une attestation de non-recours délivrée par le Tribunal Administratif est ci-annexée.

Il est précisé que ce permis confère le droit de procéder aux travaux de viabilisation et de diviser le terrain en le vendant par lots en vue de la construction. Il ne confère aucun droit de construire, l'obtention d'un permis de construire étant nécessaire pour cela.

Les travaux autorisés par le permis d'aménager doivent être débutés dans les deux ans à compter de la notification de la décision ou ne doivent pas être interrompus pendant un délai supérieur à une année, sinon le permis deviendra caduc.

## DIAGNOSTICS

### DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

#### Assainissement

Le **VENDEUR** déclare que l'immeuble n'est pas raccordé à un réseau d'assainissement collectif des eaux usées à usage domestique.

#### Etat des risques et pollutions

Un état des risques et pollutions est annexé.

#### Etude géotechnique

Le terrain se trouvant dans une zone exposée au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols, et dans un secteur où les règles d'urbanisme applicables permettent la réalisation de maisons individuelles, une étude géotechnique est prescrite par les dispositions de l'article L 112-21 du Code de la construction et de l'habitation.

En l'espèce, l'étude géotechnique a été effectuée par le Cabinet ARGEO situé à CALVISSON (30420) - 161 Rue du Levant en octobre 2021 et est annexée.

La durée de validité de l'étude géotechnique préalable est de trente ans si aucun remaniement du sol n'a été effectué.

Cette étude devra être annexée aux mutations successives du terrain.

## SITUATION ENVIRONNEMENTALE

### CONSULTATION DE BASES DE DONNEES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (GEORISQUES).

Une copie de ces consultations est annexée.

### ABSENCE DE REMBLAYAGE

Le remblayage est le fait d'apporter des matières pour élever un terrain, combler un creux ou combler des vides suite à une exploitation.

Le **VENDEUR** déclare n'avoir procédé à aucun remblayage.

## ORIGINE DE PROPRIETE

**Du chef de bel avenir**

Ledit bien appartient à la société dénommée bel avenir par suite de l'acquisition qu'elle en a faite, avec un plus grand corps, de :

Monsieur Marc Luc Daniel **DUBOIS**, gérant de société, et Madame Carole Simone Claude **PILLOY**, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à MEZE (34140) 871 Chemin des Costes.

Monsieur est né à PARIS 15ÈME ARRONDISSEMENT (75015) le 3 mars 1964,

Madame est née à SURESNES (92150) le 4 février 1967.

Mariés à la mairie de ECUVILLY (60310) le 23 août 1997 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Suivant acte reçu par Maître Arnaud RASIGADE, notaire à PEZENAS le 26 novembre 2021 en cours de publication au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2,

Moyennant le prix de 270.000,00 €, payé comptant et quittancé à l'acte.

**Du chef des époux DUBOIS / PILLOY :**

Ledit bien appartient aux époux DUBOIS / PILLOY, par suite de l'acquisition qu'ils en ont faite de :

Monsieur Mathieu Luc **VALAIZE,** Directeur régional d'exploitation touristique, et Madame Florence **PAGES,** mère au foyer, son épouse, demeurant ensemble à MEZE (34140), Le Mas de Rouzière 871, Chemin des Costes,

Nés savoir :

Monsieur **VALAIZE** à BEZIERS (34500) le 12 septembre 1972,

Madame **PAGES** à LA TRONCHE (38700) le 30 avril 1970,

Mariés, Monsieur et Madame en premières noces sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Bernard BLAZY, Notaire à LUNEL, le 27 septembre 2001, préalable à leur union célébrée à la mairie de BEZIERS (34500), le 29 septembre 2001.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Suivant acte reçu par Maître Michel DENJEAN notaire à LUNEL le 21 mars 2008 publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2 le 15 avril 2008, volume 2008P, numéro 4892,

Moyennant le prix de CINQ CENT DIX MILLE EUROS (510.000,00 EUR) payé comptant et quittancé à l'acte.

**Du chef des époux VALAIZE / PAGES :**

Ledit **BIEN** appartenait indivisément et à concurrence de moitié chacun, à Monsieur VALAIZE et Mme PAGES, épouse VALAIZE au moyen de l'acquisition faite dans lesdites proportions de La Société dénommée **SCI JLRM,** au capital de 3000 Euros, dont le siège est à LA GRANDE-MOTTE (34280), 16, Impasse du Sophoras, identifiée au SIREN sous le numéro 450174131 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER,

Suivant acte reçu par Maître Michel DENJEAN Notaire à LUNEL, le 30 novembre 2004, au 2 bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 13 janvier 2005, volume 2005P, numéro 329.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de QUATRE CENT QUATRE-VINGT MILLE EUROS (480.000,00 EUR) payé comptant et quittancé dans l'acte.

**Du chef de la société dénommée SCI JLRM :**

Ledit **BIEN** appartenait à la Société JLRM au moyen de l'acquisition faite de Monsieur et Madame Michel SAMAZAN, demeurant à MEZE Mas de Rouzière, Chemin des Costes.

Monsieur né à BEDARIEUX le 04 Juillet 1959, Madame née à LEZIGNAN CORBIERES le 27 Décembre 1959.

Tous deux mariés sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée en la Mairie de AGDE le 14 Mai 1977.

Suivant acte reçu par Maître ROUSSEL Notaire à POUSSAN, le 07 novembre 2003, publié au deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 8 décembre 2003 , volume 2003P, numéro 15714

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de CINQ CENT SOIXANTE QUATRE MILLE SOIXANTE ET UN EUROS ET TRENTE SIX CENTS (564.061,36 EUR).

**Du chef des époux SAMAZAN :**

Ledit bien appartenait aux époux SAMAZAN par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite, avec un plus grand corps, de :

La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) du Languedoc ROUSSILLON.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de QUATRE-VINGT ONZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE NEUF EUROS ET QUARANTE ET UN CENTS (91469,41 EUR), ventilés comme suit dans l'acte :

- A la maison à usage d'habitation, à concurrence de SOIXANTE MILLE NEUF CENT SOIXANTE DIX NEUF EUROS ET SOIXANTE ET UN CENTS (60979,61 EUR).

- Aux parcelles de terre, à concurrence de TRENTE MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT NEUF EUROS ET QUATRE-VINGTS CENTS (30489,80 EUR).

Aux termes d'un acte reçu par Me MERLE, Notaire à MEZE, le 23 Décembre 1992.

Une expédition de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 21 Janvier 1993, volume 1993P, numéro 813.

**NEGOCIATION**

La présente vente a été négociée par l'intermédiaire de la SARL dénommée « Terrains Sud de France ».

Par conséquent, l'ACQUEREUR s'oblige à verser à ladite société la somme de CINQ MILLE EUROS HORS TAXE (5.000,00€ HT) par lot de terrains à bâtir créés sur l'emprise du terrain vendu, avec un minimum d'honoraires de 10% hors taxes du prix d'achat dudit terrain, au titre de la négociation de la présente vente. Cette somme ne sera exigible qu'au jour de la réitération des présentes par acte authentique.

La Déclaration d'Intention d'Aliéner, établie par le notaire chargé de la vente, devra mentionner ces honoraires à la charge de l'ACQUEREUR.

Cette rémunération est réglée en dehors de la comptabilité de l'office notarial.

## CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

## DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le **VENDEUR** déclare avoir porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les informations déterminantes données et reçues sont rapportées aux présentes, ainsi attesté par les parties.

## ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

## TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer en son siège social susvisé.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera en son domicile susvisé.

Chacune des parties s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile ou siège et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté

aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

## AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant augmentation du prix.

## DEMANDE DE RESTITUTION – AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIECES

Les originaux des documents et pièces remis par les parties au notaire leur seront restitués, si elles en font la demande expresse dans le délai d'un mois à compter des présentes.

A défaut, les parties autorisent l'office notarial à détruire ces documents et pièces, et notamment tout avant-contrat sous signature privée pouvant avoir été établi en vue de la conclusion du présent acte, considérant que celui-ci contient l'intégralité des conventions auxquelles elles ont entendu donner le caractère d'authenticité.

## MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,

- les établissements financiers concernés,

- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,

- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne

disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les intéressés peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, ils peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Ils peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les intéressés peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si ces personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

## CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

## FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

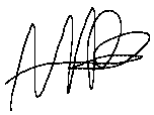
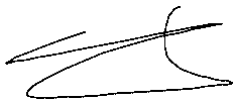
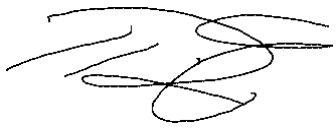
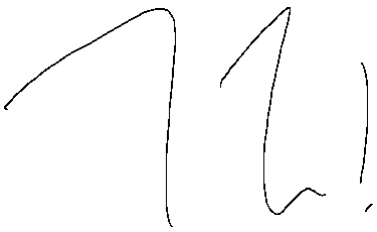
Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

## DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

| | |
|---|---|
| **M. DUBOIS Marc-Antoine représentant de la société dénommée bel avenir a signé**<br>à PEZENAS<br>le 30 décembre 2021 |  |
| **M. DUBOIS Alexandre représentant de la société dénommée bel avenir a signé**<br>à PEZENAS<br>le 30 décembre 2021 |  |
| **Mme COSTES-RIC Caroline représentant de la société dénommée SAS HECTARE a signé**<br>à PEZENAS<br>le 04 janvier 2022 |  |
| **et le notaire Me RASIGADE ARNAUD a signé**<br>à L'OFFICE<br>L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX<br>LE QUATRE JANVIER |  |

HECTARE
URBANISME DURABLE

# DECISION DU DIRECTEUR GENERAL

Le 30 Décembre 2021

A 9 H

En application de l'article L.227-6, alinéa 2 du Code du Commerce, il a été pris par Monsieur Robin PORTALES, en sa qualité de Directeur Général de la SAS HECTARE, la décision suivante :

*« Donne tous pouvoirs à tous collaborateurs, employés ou clercs de l'étude de Maître Arnaud RASIGADE, notaire associé à PEZENAS (Hérault), 14, avenue du 8 mai 1945, pour signer pour et au nom de la SAS HECTARE, l'acte authentique contenant vente au profit de la SAS HECTARE par la Société dénommée bel avenir, Société civile immobilière au capital de 2,00 €, dont le siège est à MEZE (34140), 871 chemin des Costes, identifiée au SIREN sous le numéro 854064359 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER, portant sur le bien suivant : A MEZE (HÉRAULT) 34140 Chemin des Costes, des terrains à bâtir, figurant ainsi au cadastre :*

| *Section* | *N°* | *Lieudit* | *Surface* |
|---|---|---|---|
| *CA* | *182* | *chemin des costes* | *00 ha 06 a 23 ca* |
| *CA* | *183* | *chemin des costes* | *00 ha 03 a 87 ca* |
| *CA* | *184* | *chemin des costes* | *00 ha 02 a 50 ca* |
| *CA* | *185* | *chemin des costes* | *00 ha 02 a 70 ca* |
| *CA* | *186* | *chemin des costes* | *00 ha 03 a 02 ca* |
| *CA* | *187* | *chemin des costes* | *00 ha 04 a 23 ca* |
| *CA* | *188* | *chemin des costes* | *00 ha 04 a 28 ca* |
| *CA* | *189* | *chemin des costes* | *00 ha 04 a 00 ca* |
| *CA* | *191* | *chemin des costes* | *00 ha 08 a 56 ca* |

*Total surface : 00 ha 39 a 39 ca*

*Moyennant le prix de 270.000,00 € payé, d'un commun accord avec le VENDEUR, conformément aux dispositions des articles 1347 et suivants du Code civil, par compensation avec le montant en principal et intérêts d'une même somme d'argent, actuellement certaine, liquide et exigible, que le VENDEUR se trouve devoir à l'ACQUEREUR par suite du prêt qu'il lui a octroyé suivant acte reçu par Maître Arnaud RASIGADE, Notaire susnommé, le 26 novembre 2021.*

*Lequel prix s'applique savoir :*

- *A concurrence de QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE QUATRE CENT CINQUANTE (99.450,00 €) aux parcelles cadastrées section CA numéros 182, 188 et 189,*
- *Et à concurrence de CENT SOIXANTE DIX MILLE CINQ CENT CINQUANTE EUROS (170.550,00 €) aux parcelles cadastrées section CA numéros 183, 184, 185, 186, 187 et 191*

*Le tout dans les conditions conformes au projet d'acte et dans l'intérêt de la société.*

*Consentir à la constitution des servitudes telles qu'édictées dans le projet d'acte de vente et effectuer toutes démarches afin de représenter la SAS HECTARE et son directeur général en vertu du présent mandat valable jusqu'au 06 janvier 2022».*

Fait à VENDARGUES

Le Directeur Général de la SAS HECTARE

HECTARE HÉRAULT
75, Les Portes Domitiennes - RN 113 - CS 30020 - **34741 VENDARGUES Cedex**
Tél. : 04 67 79 84 83 - Fax : 04 67 79 84 91 - Mail : montpellier@hectare.fr

**Greffe du Tribunal de Commerce de Montpellier**
9 RUE DE TARRAGONE
34070 MONTPELLIER

N° de gestion 2019D01462

**Code de vérification : H2nc60JDLT**
**https://www.infogreffe.fr/controle**

# *Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**
à jour au 12 octobre 2021

## IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

| | |
|---|---|
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 854 064 359 R.C.S. Montpellier |
| *Date d'immatriculation* | 26/09/2019 |
| *Dénomination ou raison sociale* | **bel avenir** |
| *Forme juridique* | Société civile immobilière |
| *Capital social* | 2,00 Euros |
| *Adresse du siège* | 871 chemin des Costes 34140 Mèze |
| *Activités principales* | L'acquisition, l'administration,la vente et l'exploitation par bail, location ou autrement, de biens et droits immobiliers. |
| *Durée de la personne morale* | Jusqu'au 25/09/2118 |
| *Date de clôture de l'exercice social* | 31 décembre |

## GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

***Gérant - Associé***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | DUBOIS Marc-Antoine, Luc, Philippe |
| *Date et lieu de naissance* | Le 22/07/1999 à Noyon (60) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | 871 chemin des Costes 34140 Mèze |

***Associé***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | DUBOIS Alexandre, Marc |
| *Date et lieu de naissance* | Le 16/09/2000 à Noyon (60) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | 871 chemin des Costes 34140 Mèze |

## RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

| | |
|---|---|
| *Adresse de l'établissement* | 871 chemin des Costes 34140 Mèze |
| *Activité(s) exercée(s)* | L'acquisition, l'administration,la vente et l'exploitation par bail, location ou autrement, de biens et droits immobiliers. |
| *Date de commencement d'activité* | 17/09/2019 |
| *Origine du fonds ou de l'activité* | Création |
| *Mode d'exploitation* | Exploitation directe |

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

R.C.S. Montpellier - 13/10/2021 - 11:47:23

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté Égalité Fraternité*

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 1

# Consultation des annonces commerciales

## Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

## Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches**.

## Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc *C*. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

**Critères sélectionnés**

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés

RCS ou RM

Dénomination 854064359

**Catégorie d'annonce**

Catégorie d'annonce Toutes les catégories

Type d'annonce Tous les types

**Date de publication au Bodacc**

Après le Avant le

**Référence de publication**

Édition du bulletin Toutes les éditions

N° du bulletin N° de l'annonce

**Département de dépôt de la formalité**

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire Lancer la recherche

**Nombre d'annonces trouvées : 0**

Aucune annonce ne correspond à votre recherche.

## Les derniers bulletins publiés

**Bodacc A**
13 octobre 2021

**Bodacc B**
13 octobre 2021

**Bodacc C**
12 octobre 2021

Gestion des cookies Informations cookies Contact Missions Mentions légales
Politique de confidentialité Aide Plan du site Accessibilité Réutilisation des données

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté Égalité Fraternité*

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 1

# Consultation des annonces commerciales

## Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

## Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches**.

## Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc *C*. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés DU BO IS Marc-Antoine Luc Philip

RCS ou RM

Dénomination

**Catégorie d'annonce**

Catégorie d'annonce Toutes les catégories

Type d'annonce Tous les types

**Date de publication au Bodacc**

Après le Avant le

**Référence de publication**

Édition du bulletin Toutes les éditions

N° du bulletin N° de l'annonce

**Département de dépôt de la formalité**

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire Lancer la recherche

Nombre d'annonces trouvées : 1

Pages : 1

**Date de publication** **Annonces publiées au Bodacc**

02/ 10/ 2019 Dénomination sociale : bel avenir
n°RCS : 854 064 359 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Créations
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBU NAL DE CO MMERCE DE MO NTPELLIER
Références de publication : BO DACC A n°20190190 du 02/ 10/ 2019, annonce n°688

> Voir l'annonce n°688 du Bodacc A n°20190190

Pages : 1

## Les derniers bulletins publiés

**Bodacc A**
13 octobre 2021

**Bodacc B**
13 octobre 2021

**Bodacc C**
12 octobre 2021

Gestion des cookies Informations cookies Contact Missions Mentions légales
Politique de confidentialité Aide Plan du site Accessibilité Réutilisation des données

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales



# Consultation des annonces de rétablissement personnel

## Résultats de recherche

Pour rechercher une annonce de rétablissement personnel, renseignez obligatoirement le champ **Département de résidence**.
Les champs **Nom, Prénom et Date de naissance** sont facultatifs.

Les annonces de rétablissement personnel sont diffusées 2 mois et 1 jour pour les avis sans liquidation judiciaire, 6 mois et 1 jour pour les avis avec liquidation judiciaire.
Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** téléchargeable au format PDF.

**Critères sélectionnés**

*Champs obligatoires*

Nom de la personne DU BOIS
Prénom de la personne Marc-Antoine
Date de naissance 22/ 07 / 19
ou Année de naissance
Département de résidence * 34
Captcha, veuillez indiquer le résultat de cette opération :*




=

Effacer le formulaire Lancer la recherche

**Nombre d'annonces trouvées : 0**

Aucune annonce ne correspond à votre requête.

## Les derniers bulletins publiés

**Bodacc A**
13 octobre 2021

**Bodacc B**
13 octobre 2021

**Bodacc C**
12 octobre 2021

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté Égalité Fraternité*

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 1

# Consultation des annonces commerciales

## Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

## Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches**.

## Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc *C*. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

**Critères sélectionnés**

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés: DU BO IS Alexandre Marc

RCS ou RM:

Dénomination:

**Catégorie d'annonce**

Catégorie d'annonce: Toutes les catégories

Type d'annonce: Tous les types

**Date de publication au Bodacc**

Après le: Avant le:

**Référence de publication**

Édition du bulletin: Toutes les éditions

N° du bulletin: N° de l'annonce:

**Département de dépôt de la formalité**

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire Lancer la recherche

**Nombre d'annonces trouvées : 0**

Aucune annonce ne correspond à votre recherche.

## Les derniers bulletins publiés

**Bodacc A**
13 octobre 2021

**Bodacc B**
13 octobre 2021

**Bodacc C**
12 octobre 2021

Gestion des cookies Informations cookies Contact Missions Mentions légales
Politique de confidentialité Aide Plan du site Accessibilité Réutilisation des données

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces de rétablissement personnel > Résultats de recherche

# Consultation des annonces de rétablissement personnel

## Résultats de recherche

Pour rechercher une annonce de rétablissement personnel, renseignez obligatoirement le champ **Département de résidence**.
Les champs **Nom, Prénom et Date de naissance** sont facultatifs.

Les annonces de rétablissement personnel sont diffusées 2 mois et 1 jour pour les avis sans liquidation judiciaire, 6 mois et 1 jour pour les avis avec liquidation judiciaire.
Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** téléchargeable au format PDF.

**Critères sélectionnés**

* Champs obligatoires

Nom de la personne DU BOIS

Prénom de la personne Alexandre

Date de naissance 16/ 09/ 20

ou Année de naissance

Département de résidence * 34

Captcha, veuillez indiquer le résultat de cette opération :*




=

Effacer le formulaire Lancer la recherche

**Nombre d'annonces trouvées : 0**

Aucune annonce ne correspond à votre requête.

## Les derniers bulletins publiés

**Bodacc A**
13 octobre 2021

**Bodacc B**
13 octobre 2021

**Bodacc C**
12 octobre 2021

**Greffe du Tribunal de Commerce de Montpellier**
9 RUE DE TARRAGONE
34070 MONTPELLIER

N° de gestion 1989B00907

**Code de vérification : yiiicQDGyS**
**https://www.infogreffe.fr/controle**

# *Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**
à jour au 9 novembre 2021

## IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

| | |
|---|---|
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 351 338 660 R.C.S. Montpellier |
| *Date d'immatriculation* | 18/07/1989 |
| *Dénomination ou raison sociale* | **SAS HECTARE** |
| *Forme juridique* | Société par actions simplifiée |
| *Capital social* | 35 100 000,00 Euros |
| *Adresse du siège* | Rue du Romarin Bp 18 Clos des Chanterelles 34830 Clapiers |
| *Activités principales* | Lotisseur aménageur l'acquisition ou la réalisation d'ensembles immobiliers la location immobilière y de logements sociaux toutes opérations de promotions l'achat de terrains agricoles. Toutes réalisations à caractère immobilier ou agricole le financement la recherche de crédits toutes opérations d'emprunt nécessaires aux activités immobilières marchand de biens. Négociation mise en viabilité de tous biens immobiliers. Assistance administrative secrétariat conseil gestion de toutes sociétés intervenant dans l'immobilier. Acquisition prise de participation prise ou mise en gérance de tous fonds de commerce de nature similaire ou connexe, concession franchisation, prise, achat, mise en valeur, exploitation et vente de tous brevets français et étrangers certificats d'addition et brevets de perfectionnement, méthodes procédés inventions marques de fabrique moyens de fabrication se rattachant directement ou indirectement à l'activité, concession de toutes licences totales ou partielles desdits brevets. Participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social par voie de création de sociétés nouvelles d'apport commandite souscription rachat de titres ou droits sociaux fusion alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance. |
| *Durée de la personne morale* | Jusqu'au 17/07/2088 |
| *Date de clôture de l'exercice social* | 31 décembre |

## GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

***Président***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | PORTALES Guilhem, Charles Octave |
| *Date et lieu de naissance* | Le 03/05/1981 à Montpellier (34) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | 15 Rue des Cistes 34740 Vendargues |

***Directeur général***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | PORTALES Robin, Max, Ghislain |
| *Date et lieu de naissance* | Le 31/03/1989 à Montpellier (34) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | 157 Impasse Le Clairval 34730 Prades-le-Lez |

***Directeur général***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | PORTALES Laury, Georgette, Simone |
| *Date et lieu de naissance* | Le 17/01/1980 à Montpellier (34) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | 124 Chemin des Térébinthes 34830 Clapiers |

***Directeur général***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | PORTALES Anne, Nelly, Renée |
| *Date et lieu de naissance* | Le 15/05/1983 à Montpellier (34) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel* | 130 Chemin des Térébinthes 34830 Clapiers |

***Directeur général***

| | |
|---|---|
| *Dénomination* | SAS HECTARE HOLDING |
| *Forme juridique* | Société par actions simplifiée |
| *Adresse* | 251 Rue du Romarin Clos des Chanterelles 34830 Clapiers |
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 449 609 791 RCS Montpellier |

***Commissaire aux comptes titulaire***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | GOGUET Pierre |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel ou adresse professionnelle* | 251 Avenue de la Marne 33700 Mérignac |

***Commissaire aux comptes titulaire***

| | |
|---|---|
| *Dénomination* | EXCO ECAF |
| *Forme juridique* | Société par actions simplifiée |
| *Adresse* | 174 Avenue du Truc 33700 Mérignac |
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 320 544 000 Bordeaux |

***Commissaire aux comptes suppléant***

| | |
|---|---|
| *Nom, prénoms* | LAFARGUE Philippe |
| *Date et lieu de naissance* | Le 16/08/1972 à Mont-de-Marsan (40) |
| *Nationalité* | Française |
| *Domicile personnel ou adresse professionnelle* | 58 Rés Gischia Rue des Pyrénées 40100 Dax |

***Commissaire aux comptes suppléant***

| | |
|---|---|
| *Dénomination* | EXCO FIDUCIAIRE DU SUD OUEST |
| *Forme juridique* | Société par actions simplifiée |
| *Adresse* | 2 Rue des Feuillants 31076 Toulouse Cedex 3 |
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 540 800 406 Toulouse |

**SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION**

*- Mention n° 29246 du 05/11/2020* Opération de fusion à compter du 30/09/2020. Société(s) ayant participée(s) à l'opération : TERRAINS SUD DE FRANCE, Société à responsabilité limitée, bp 30020 75 Rue les Portes Domitiennes 34741 Vendargues Cedex (RCS Montpellier 398 465 369), GPIM Société à responsabilité limitée, bp 30020 75 Rue les Portes Domitiennes 34741 Vendargues Cedex (RCS Montpellier 398 550 723), OCCITANIE TERRAINS Société à responsabilité limitée, bp 30020 75 Rue les Portes Domitiennes 34741 Vendargues Cedex (RCS Montpellier 824 795 918), SUD COMMERCIALISATION TERRAINS Société à responsabilité limitée, bp 30020 75 Rue les Portes Domitiennes 34741 Vendargues Cedex (RCS Montpellier 384 728 309), VIA TERRE Société à responsabilité limitée, bp 30020 75 Rue les Portes Domitiennes 34741 Vendargues Cedex (RCS Montpellier 384 770 756)

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

*Adresse de l'établissement* 75 Zone Industrielle les Portes Domitiennes Bp 30020 34741 Vendargues Cedex

*Nom commercial* HECTARE

*Activité(s) exercée(s)* Lotisseur aménageur l'acquisition ou la réalisation d'ensembles immobiliers la location immobilière y de logements sociaux toutes opérations de promotions l'achat de terrains agricoles. Toutes réalisations à caractère immobilier ou agricole le financement la recherche de crédits toutes opérations d'emprunt nécessaires aux activités immobilières marchand de biens. Négociation mise en viabilité de tous biens immobiliers. Assistance administrative secrétariat conseil gestion de toutes sociétés intervenant dans l'immobilier. Acquisition prise de participation prise ou mise en gérance de tous fonds de commerce de nature similaire ou connexe, concession franchisation, prise, achat, mise en valeur, exploitation et vente de tous brevets français et étrangers certificats d'addition et brevets de perfectionnement, méthodes procédés inventions marques de fabrique moyens de fabrication se rattachant directement ou indirectement à l'activité, concession de toutes licences totales ou partielles desdits brevets. Participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social par voie

| | |
|---|---|
| | de création de sociétés nouvelles d'apport commandite souscription rachat de titres ou droits sociaux fusion alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance. |
| *Date de commencement d'activité* | 01/07/1989 |
| *Origine du fonds ou de l'activité* | Achat |
| *Précédent propriétaire* | |
| *Nom, prénoms* | PORTALES Max Jean-Louis |
| *Immatriculation au RCS, numéro* | 332 140 763 |
| *Nom du journal d'annonces légales* | Hérault judiciaire & commercial |
| *Date de parution* | 05/04/2001 |
| *Mode d'exploitation* | Exploitation directe |

**IMMATRICULATIONS HORS RESSORT**

*R.C.S. Carcassonne*
*R.C.S. Narbonne*
*R.C.S. Aix-en-Provence*
*R.C.S. Nîmes*
*R.C.S. Toulouse*
*R.C.S. Perpignan*

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

R.C.S. Montpellier - 10/11/2021 - 12:02:13

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté Égalité Fraternité*

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 1

# Consultation des annonces commerciales

## Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

### Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches**.

### Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc *C*. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés

RCS ou RM 351338660

Dénomination

**Catégorie d'annonce**

Catégorie d'annonce Toutes les catégories

Type d'annonce Tous les types

**Date de publication au Bodacc**

Après le Avant le

**Référence de publication**

Édition du bulletin Toutes les éditions

N° du bulletin N° de l'annonce

**Département de dépôt de la formalité**

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire Lancer la recherche

Nombre d'annonces trouvées : 34

Pages : 1 2 3 4 > >>

| Date de publication | Annonces publiées au Bodacc |
|---|---|
| 09/11/2021 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Modifications<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC B n°20210218 du 09/11/2021, annonce n°725<br><br>> Voir l'annonce n°725 du Bodacc B n°20210218 |
| 26/12/2020 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Modifications<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC B n°20200251 du 26/12/2020, annonce n°1274<br><br>> Voir l'annonce n°1274 du Bodacc B n°20200251 |
| 06/12/2020 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC C n°20200237 du 06/12/2020, annonce n°1540<br><br>> Voir l'annonce n°1540 du Bodacc C n°20200237 |
| 10/11/2020 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Modifications<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC B n°20200219 du 10/11/2020, annonce n°575 |

## Les derniers bulletins publiés

**Bodacc A**
10 novembre 2021

**Bodacc B**
10 novembre 2021

**Bodacc C**
09 novembre 2021

> Voir l'annonce n°575 du Bodacc B n°20200219

---

09/07/2020 Dénomination sociale : OCCITANIE TERRAINS
n°RCS : 824 795 918 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Ventes et cessions
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°531

> Voir l'annonce n°531 du Bodacc A n°20200132

---

09/07/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Ventes et cessions
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°533

> Voir l'annonce n°533 du Bodacc A n°20200132

---

09/07/2020 Dénomination sociale : TERRAINS SUD DE FRANCE
n°RCS : 398 465 369 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Ventes et cessions
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°538

> Voir l'annonce n°538 du Bodacc A n°20200132

---

09/07/2020 Dénomination sociale : SUD COMMERCIALISATION TERRAINS
n°RCS : 384 728 309 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Ventes et cessions
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°537

> Voir l'annonce n°537 du Bodacc A n°20200132

---

09/07/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Ventes et cessions
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°535

> Voir l'annonce n°535 du Bodacc A n°20200132

---

09/07/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Ventes et cessions
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°532

> Voir l'annonce n°532 du Bodacc A n°20200132

Pages : 1 2 3 4 > >>

Gestion des cookies Informations cookies Contact Missions Mentions légales
Politique de confidentialité Aide Plan du site Accessibilité Réutilisation des données

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté Égalité Fraternité*

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 2

# Consultation des annonces commerciales

## Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

### Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches**.

### Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc *C*. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés

RCS ou RM 351338660

Dénomination

**Catégorie d'annonce**

Catégorie d'annonce Toutes les catégories

Type d'annonce Tous les types

**Date de publication au Bodacc**

Après le Avant le

**Référence de publication**

Édition du bulletin Toutes les éditions

N° du bulletin N° de l'annonce

**Département de dépôt de la formalité**

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire Lancer la recherche

## Les derniers bulletins publiés

Nombre d'annonces trouvées : 34

Pages : << < 1 2 3 4 > >>

| Date de publication | Annonces publiées au Bodacc |
|---|---|
| 09/07/2020 | Dénomination sociale : GPIM<br>n°RCS : 398 550 723 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Ventes et cessions<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°530<br><br>> Voir l'annonce n°530 du Bodacc A n°20200132 |
| 09/07/2020 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Ventes et cessions<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°534<br><br>> Voir l'annonce n°534 du Bodacc A n°20200132 |
| 09/07/2020 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Ventes et cessions<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°536<br><br>> Voir l'annonce n°536 du Bodacc A n°20200132 |
| 09/07/2020 | Dénomination sociale : VIATERRE<br>n°RCS : 384 770 756 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Ventes et cessions<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°539 |

**Bodacc A**
10 novembre 2021

**Bodacc B**
10 novembre 2021

**Bodacc C**
09 novembre 2021

> Voir l'annonce n°539 du Bodacc A n°20200132

---

05/03/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20200046 du 05/03/2020, annonce n°2804

> Voir l'annonce n°2804 du Bodacc C n°20200046

---

05/03/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20200046 du 05/03/2020, annonce n°2803

> Voir l'annonce n°2803 du Bodacc C n°20200046

---

05/03/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20200046 du 05/03/2020, annonce n°2805

> Voir l'annonce n°2805 du Bodacc C n°20200046

---

19/04/2018 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20180076 du 19/04/2018, annonce n°1116

> Voir l'annonce n°1116 du Bodacc B n°20180076

---

23/12/2017 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20170125 du 23/12/2017, annonce n°4443

> Voir l'annonce n°4443 du Bodacc C n°20170125

---

23/12/2017 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20170125 du 23/12/2017, annonce n°4442

> Voir l'annonce n°4442 du Bodacc C n°20170125

Pages : < < < 1 2 3 4 > >>

Gestion des cookies Informations cookies Contact Missions Mentions légales
Politique de confidentialité Aide Plan du site Accessibilité Réutilisation des données

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté Égalité Fraternité*

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 3

# Consultation des annonces commerciales

## Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

### Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches**.

### Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc *C*. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés

RCS ou RM 351338660

Dénomination

**Catégorie d'annonce**

Catégorie d'annonce Toutes les catégories

Type d'annonce Tous les types

**Date de publication au Bodacc**

Après le Avant le

**Référence de publication**

Édition du bulletin Toutes les éditions

N° du bulletin N° de l'annonce

**Département de dépôt de la formalité**

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire Lancer la recherche

### Les derniers bulletins publiés

Nombre d'annonces trouvées : 34

Pages : << < 1 2 3 4 > >>

| Date de publication | Annonces publiées au Bodacc |
|---|---|
| 26/08/2016 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Modifications<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC B n°20160167 du 26/08/2016, annonce n°887<br><br>> Voir l'annonce n°887 du Bodacc B n°20160167 |
| 27/01/2015 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Modifications<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC B n°20150018 du 27/01/2015, annonce n°949<br><br>> Voir l'annonce n°949 du Bodacc B n°20150018 |
| 26/07/2013 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC C n°20130043 du 26/07/2013, annonce n°3464<br><br>> Voir l'annonce n°3464 du Bodacc C n°20130043 |
| 30/04/2012 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC C n°20120024 du 30/04/2012, annonce n°1006 |

**Bodacc A**
10 novembre 2021

**Bodacc B**
10 novembre 2021

**Bodacc C**
09 novembre 2021

> Voir l'annonce n°1006 du Bodacc C n°20120024

---

22/02/2012 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20120037 du 22/02/2012, annonce n°972

> Voir l'annonce n°972 du Bodacc B n°20120037

---

20/12/2011 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20110091 du 20/12/2011, annonce n°4067

> Voir l'annonce n°4067 du Bodacc C n°20110091

---

06/04/2011 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20110068 du 06/04/2011, annonce n°914

> Voir l'annonce n°914 du Bodacc B n°20110068

---

19/04/2010 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20100022 du 19/04/2010, annonce n°3409

> Voir l'annonce n°3409 du Bodacc C n°20100022

---

26/03/2010 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20100060 du 26/03/2010, annonce n°1608

> Voir l'annonce n°1608 du Bodacc B n°20100060

---

12/08/2009 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20090153 du 12/08/2009, annonce n°1095

> Voir l'annonce n°1095 du Bodacc B n°20090153

Pages : < < < 1 2 3 4 > >>

Gestion des cookies Informations cookies Contact Missions Mentions légales
Politique de confidentialité Aide Plan du site Accessibilité Réutilisation des données

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté Égalité Fraternité*

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 4

# Consultation des annonces commerciales

## Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

### Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches**.

### Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc *C*. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés

RCS ou RM 351338660

Dénomination

**Catégorie d'annonce**

Catégorie d'annonce Toutes les catégories

Type d'annonce Tous les types

**Date de publication au Bodacc**

Après le Avant le

**Référence de publication**

Édition du bulletin Toutes les éditions

N° du bulletin N° de l'annonce

**Département de dépôt de la formalité**

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire Lancer la recherche

### Les derniers bulletins publiés

Nombre d'annonces trouvées : 34

Pages : << < 1 2 3 4

| Date de publication | Annonces publiées au Bodacc |
|---|---|
| 03/03/2009 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC C n°20090018 du 03/03/2009, annonce n°3239<br><br>> Voir l'annonce n°3239 du Bodacc C n°20090018 |
| 20/02/2009 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Modifications<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC B n°20090036 du 20/02/2009, annonce n°1262<br><br>> Voir l'annonce n°1262 du Bodacc B n°20090036 |
| 07/03/2008 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC C n°20080010 du 07/03/2008, annonce n°4568<br><br>> Voir l'annonce n°4568 du Bodacc C n°20080010 |
| 05/03/2008 | Dénomination sociale : SAS HECTARE<br>n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier<br>Catégorie d'annonce : Modifications<br>Département : 34<br>Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER<br>Références de publication : BODACC B n°20080040 du 05/03/2008, annonce n°2440 |



**Bodacc A**
10 novembre 2021



**Bodacc B**
10 novembre 2021



**Bodacc C**
09 novembre 2021

> Voir l'annonce n°2440 du Bodacc B n°20080040

Pages : < < < 1 2 3 4

Gestion des cookies Informations cookies Contact Missions Mentions légales
Politique de confidentialité Aide Plan du site Accessibilité Réutilisation des données

Commune :
MEZE (157)

Numéro d'ordre du document d'arpentage : 2925 S

Document vérifié et numéroté le 27/04/2020
A MONTPELLIER
Par MME KOWALCZYK
Inspectrice des Finances Publiques
Signé


Montpellier
Centre administratif CHAPTAL
BP 70001

34953 MONTPELLIER CEDEX 02

cdif.montpellier@dgfip.finances.gouv.fr


# DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : ---------- effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le ---------- par ---------- géomètre à ----------.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la demande 6463.

A ---------- , le ----------

**Modification selon les énonciations d'un acte à publier**

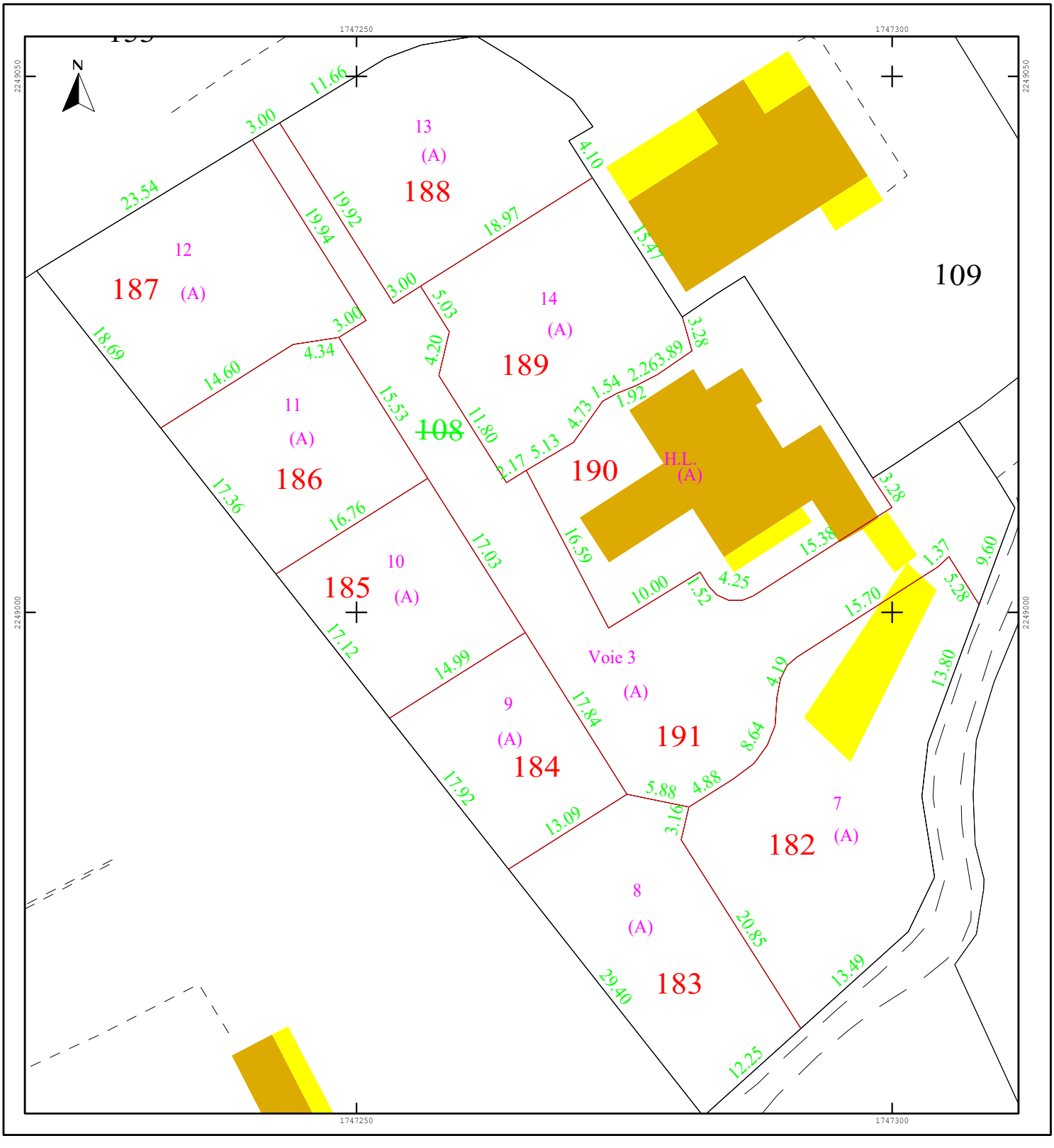
(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ... ).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).

Section : CA
Feuille(s) : 000 CA 01
Qualité du plan : P5 ou CP [40 cm]

Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 29/04/2020
Support numérique : ----------

D'après le document d'arpentage dressé
Par MARMU (2)

Réf. : 17339
Le 02/04/2020



PA4

# PLAN DE COMPOSITION

Echelle : 1 / 500




Référence : 17339-pa.dwg
Dressé le : 20/06/2019
Modifié le :
Reproduction réservée

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

VILLE DE MÈZE

**DOSSIER : N° PA 034 157 19 V0004**
Déposé le : **21/06/2019**
Demandeur : **SAS HECTARE**
Nature des travaux : **13 lots à usage habitation et 1 macrolot de 6 logements sociaux**
Sur un terrain sis à : **CHEMIN DES COSTES à MEZE (34140)**
Référence(s) cadastrale(s) : **CA 108, CA 126, CA 128**

# ARRÊTÉ

## accordant un permis d'aménager au nom de la commune de MEZE

**Le Maire de la Commune de MEZE**

VU la demande de permis d'aménager présentée le 21/06/2019 par SAS HECTARE, représentée par Monsieur JATTEAU Sébastien,
VU l'objet de la demande :

- pour 13 lots à usage habitation et 1 macrolot de 6 logements sociaux ;
- sur un terrain situé CHEMIN DES COSTES à MEZE (34140) ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 22/03/2017, et sa modification simplifiée approuvée en date du 29/05/2019,
VU l'arrêté préfectoral N°2012-0I-185 en date du 25 janvier 2012 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la ville de Mèze,
VU la délibération du conseil municipal en date du 26/11/2015 fixant à 5 % le taux de la part communale de la taxe d'aménagement,
VU la délibération du conseil départemental en date du 23/11/2015 fixant à 2,5 % le taux de la part départementale de la taxe d'aménagement,
VU l'arrêté municipal en date du 05/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Daniel Rodriguez, adjoint délégué à l'urbanisme,
VU l'affichage en date du 27/06/2019 de l'avis de dépôt de la demande,
VU l'avis Favorable du service assainissement de Séte agglopôle méditerranée en date du 18/07/2019,
VU l'avis technique du service déchets ménagers de Sète agglopôle méditerranée en date du 19/07/2019,
VU la consultation du Service Départemental d'Incendie et de Secours et leur réponse en date du 23/07/2019,
VU l'avis technique du service des eaux de la commune de Mèze en date du 26/07/2019,
VU l'avis Favorable sous réserves du service eaux pluviales de Sète agglopôle méditerranée en date du 29/07/2019,
VU la consultation de ENEDIS ACCUEIL URBANISME et leur réponse en date du 08/08/2019,

# ARRÊTE

## Article 1

Le présent Permis d'Aménager est **ACCORDE** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

## Article 2

- ENEDIS : la puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit est de 210 kVA triphasé.
- Assainissement / déchets ménagers / SDIS / eau potable / Eaux pluviales : se conformer aux prescriptions figurants sur les avis des services joints au présent arrêté.
- Il conviendra de prévoir les infrastructures (fourreaux, chambres,...) pour assurer le cheminement des câbles optiques jusqu'au domaine public de manière à pouvoir être raccordé au réseau de l'opérateur, lors de sa réalisation.

## Article 3

- Le nombre maximum de lots dont la réalisation est autorisée est 13 lots à usage habitation et 1 macrolot de 6 logements sociaux.
- La surface de plancher hors œuvre nette maximale dont la construction est autorisée dans l'ensemble du lotissement est de 2778 m².

La répartition de cette surface entre les différents lots devra être effectuée conformément au tableau des lots annexé au règlement du lotissement.

## Article 4

La cession des lots ne pourra être effectuée qu'après l'accomplissement des formalités prévues aux articles R. 442-12 et suivants du code de l'urbanisme. Les permis de construire des bâtiments à édifier sur les lots pourront être délivrés :

- Soit à compter de l'achèvement des travaux du lotissement, constaté dans les conditions prévues aux articles R. 462-1 à R. 462-10 du code de l'urbanisme,
- Soit à compter de la délivrance de l'autorisation de procéder à la vente ou à la location des lots avant exécution des travaux, à condition que les équipements desservant le lot soient achevés.

Dans ce cas, le lotisseur fournit à l'acquéreur un certificat attestant, sous sa responsabilité, l'achèvement de ces équipements. Ce certificat est joint à la demande de permis.

## Article 5

Le pétitionnaire sera redevable de la part communale et de la part départementale de la taxe d'aménagement (voir annexe).

**MEZE,**
**Le :** 12/09/2019
**Pour le Maire,**
**L'adjoint délégué**
**Daniel RODRIGUEZ**

MAIRIE DE MEZE - Département de l'Hérault -

TRANSMIS EN PREFECTURE LE : 20/09/2019

**NOTA BENE** : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. Vous recevrez un avis d'imposition de la part des services de l'Etat ultérieurement.

***La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.***

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai

supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir** :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait** :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers** : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation** :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

PA 034 157 19 V0004 – FICHE ANNEXE

Cette fiche a pour objet de vous donner, **à titre indicatif**, le montant des taxes se rapportant à votre projet.
**Ces montants sont susceptibles d'être modifiés.**
Ne seront définitifs que ceux figurant sur **l'avis d'imposition** émis par les **services de l'Etat**, seuls compétents depuis le 01/03/2012.

Nombre de places de stationnement à l'extérieur de la construction : 12

Valeurs applicables à la date de la délivrance de l'autorisation :

- 2000 € par place de stationnement

Modalités de calcul de la taxe d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive :

- Taux de la taxe considérée X valeur forfaitaire X surface taxable créée / nombre de places de stationnement créée(s) / superficie du bassin créée.

## TAXE D'AMENAGEMENT

Part communale (taux 5 %)

| | Taux | Valeur forf. | ST/qté | Total |
|---|---|---|---|---|
| Stationnement | 5% | 2000 | 12 | 1200 |
| | | | TOTAL = | 1200 |

Part départementale (taux 2,5 %)

| | Taux | Valeur forf. | ST/qté | Total |
|---|---|---|---|---|
| Stationnement | 2,5% | 2000 | 12 | 600 |
| | | | TOTAL = | 600 |

| | |
|---|---|
| **TOTAL TA =** | **1800** |

Le recouvrement sera effectué en 2 échéances intervenant respectivement 12 et 24 mois après la date de délivrance du permis d'aménager.

Sète agglopôle méditerranée

| | |
|---|---|
| Service : | Assainissement |
| Suivi par : | FAJARDO Brigitte |
| Téléphone : | 0467785596 |
| Permis d'aménager | **N° PA 034 157 19 V0004** |

AGENCE D'URBANISME
19 JUIL. 2019
COURRIER ARRIVÉ

Nom et prénom du demandeur : JATTEAU SEBASTIEN
Nom de la société : SAS HECTARE AMENAGEU
Adresse de la construction : CHEMIN DES COSTES 34140 MEZE
Parcelle cadastrée : CA 108 126 128
Date de dépôt au service urbanisme : 21-06-2019
Date d'instruction : 18-07-2019

AVIS TECHNIQUE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE S.A.M

- Le projet est situé dans un secteur en assainissement collectif de type séparatif.
- Les permis de construire déposés pour chaque parcelle seront assujettis à la P.FA.C. (Participation pour le Financement à l'Assainissement Collectif).

## AVIS FAVORABLE

- Le service assainissement émet un **avis favorable** au raccordement du futur lotissement d'eaux usées de la ville de Mèze. Avec les conditions suivantes :

- Dans la partie privée du futur lotissement, la voirie créée pour desservir les habitations ne sera pas intégrée dans le domaine public municipal, le réseau d'assainissement ne sera pas intégré dans le domaine public communautaire. Dans ce cas, le pétitionnaire devra fournir un rapport d'étanchéité du réseau privé desservant le dit aménagement avant tout raccordement sur le réseau public d'assainissement.

- Le raccordement au réseau public d'eaux usées sera réalisé par la société fermière après fourniture du rapport d'étanchéité du réseau privé.
- cette prestation sera aux frais du pétitionnaire.

- Pour toute création de réseau d'eaux usées qui doit intégrer à terme le domaine public communautaire, le pétitionnaire devra présenter et faire valider impérativement un projet au service assainissement de Sète agglopôle méditerranée.

- Pour tout renseignement complémentaire le pétitionnaire se mettra en relation avec le service assainissement de Sète agglopôle méditerranée (0467785596).

**Prescriptions des matériaux à employer pour la réalisation d'un réseau d'assainissement en vue d'une intégration dans le domaine public communautaire, et suggéré pour un domaine privé :**
***Réseau intégré dans le domaine public communautaire,***
***et recommandé pour un domaine privé.***

*. Le collecteur principal sera de diamètre 200 mm en Grès.*

*. Les regards de visites seront en Grès ou de type TEGRA 600 ou similaire avec tampons de voirie à contact usiné sans joint de type TAG 850 de NORINCO ou similaire ayant*

**INSTRUCTION DES PERMIS DE CONSTRUIRE**

**AVIS DU SERVICE DECHETS MENAGERS**

Commune : Mèze

Référence du dossier : PA 034 157 19 V0004
Demandeur : JATTEAU SEBASTIEN
Adresse des travaux : CHEMIN DES COSTES 34140 MEZE
Suivi par : MONTEIL Pierre

D'une manière générale, l'ensemble des opérations doivent se conformer au règlement du service d'élimination des déchets. Il est rappelé en particulier que

- **Les déchets ménagers doivent être déposés dans les conteneurs. Les déchets déposés en dehors ne seront pas collectés** *(art. 3.1).*
- **Les bacs doivent être présentés à la collecte au plus tôt la veille au soir et rentrés au plus tard le soir même de la collecte***(art. 4).*
- **Tout projet immobilier doit prévoir un local destiné au rangement des poubelles***(art. 6).*
- **le lavage des conteneurs et des locaux privés utilisés pour leur stockage est à la charge de leurs usagers***(art. 5.5).*

## Maison(s) Individuelle(s)

**Maison(s) individuelle(s)**
Maison(s) non équipée(s) en propre de poubelles et rattachée(s) aux poubelles collectives les plus proches

**Avis du service :**
Favorable

**Observations particulières:**
néant

**Tampon et Signature :**

Sète agglopôle méditerranée

**Date d'instruction :** 2019-07-19

AGENCE D'URBANISME
19 JUIL. 2019
COURRIER ARRIVÉ

Vailhauquès, le 23 juillet 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

**Groupement Prévention des Risques Bâtimentaires**

AGENCE D'URBANISME
03 AOUT 2019
COURRIER ARRIVÉ

Le directeur, chef de corps

à

Sète Agglopôle Méditerranée
Service ADS
Pôle Ouest
Complexe Oïkos
RD 5 E
34560 VILLEVEYRAC

**Nos Réf. :** EL/SP/VD
**Vos Réf. :** Votre demande du 10/07/2019
**N° Départ :** 5526
**Objet** : Demande d'avis technique du SDIS : Construction d'un lotissement comprenant 13 lots et un macrolot comprenant 6 logements sociaux, « Lotissement l'Amiral », sis Chemin des Costes--commune de **MEZE- PA 034 157 19 V 0004**
**Réf.** : Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit
Arrêté préfectoral n°2017-01-8645 du 9/10/2017 portant Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie.
**Affaire suivie par :** Cdt PEDROLA
**Tél** : 04-67-10-35-35
**P. Jointe** : un dossier en retour.

Par courrier cité en référence vous avez sollicité le SDIS dans le cadre de la procédure de délivrance d'une autorisation d'urbanisme.

En application de la loi du 17 mai 2011 sur la simplification administrative, nous vous informons que le SDIS n'émet plus désormais d'avis technique sur ce type de projet.

En effet, le Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI), validé par arrêté préfectoral, détaille les prescriptions du SDIS en matière :

- d'accessibilité des engins d'incendie et de secours
- de ressources en eau pour la lutte contre les incendies.

Ainsi, pour ce projet, il convient à l'autorité de police délivrant l'autorisation d'urbanisme de vérifier si le maître d'ouvrage ou le porteur de projet respecte bien en tous points :

- Pour l'accessibilité des véhicules d'incendie et de secours :
  - ➢ l'annexe 2 du RDDECI :
    - Lotissement +Habitation 2ème famille collective

- Pour l'évaluation des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie :
- La grille de couverture *(page 20 du RDDECI cas n°5)* des bâtiments d'habitation

Pour toute nouvelle implantation de Point d'Eau Incendie PEI, les prescriptions du guide des caractéristiques et aménagement *(Annexe 1 du RDDECI)* devront être respectées et le SDIS devra en être informé : *(pei@sdis34).*

Le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie est consultable :

- à la préfecture de l'Hérault 34 Place des Martyrs de la Résistance – 34062 Montpellier cedex 2.
- à la direction départementale des services d'incendie et de secours de l'Hérault 150 rue supernova – Parc de bel air 34570 Vailhauquès.

Il est téléchargeable :

- sur le site internet de la préfecture de l'Hérault : www.herault.gouv.fr
- sur le site internet du service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault : www.sdis34.fr

Pour le directeur et par délégation,

Groupement Prévention
des Risques Bâtimentaires
Chef de Service Prévision
Technique Bâtimentaire

Commandant Sandrine PEDROLA

Service des eaux ville de Mèze

le 26/07/2019

**Objet :** Permis d'aménager n° PA 034 157 19 V0004

**Données :**

Le réseau d'eau potable est situé au niveau du la rue des amandiers

**Bilan** :

Le raccordement au réseau est réalisable depuis le réseau situé au niveau de la rue des amandiers.

De manière générale, les matériaux utilisés devront être conforme au cahier des charges de la ville de Mèze (entre autre **pas de réseau en PVC**.....).

Le réseau posé devra permettre l'alimentation de la future bouche incendie, la conformité de cette dernière devra être assurée. Le constructeur devra se conformer au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI). Une étude spécifique devra être réalisée, si le débit et pression sont insuffisants. Le constructeur aura à sa charge l'investissement lié nécessaire à la modification du réseau public ou à la mise en place d'une installation privée (bâches, surpression....).

Le lotisseur devra se rapprocher du service de l'eau afin de réaliser un devis pour le raccordement.

ENCE D'URBANISME
30 JUIL. 2019
COURRIER ARRIVÉ

MAIRIE de MEZE
Départ. de l'Hérault

N. LLOVET

Sète AGGLOPÔLE méditerranée

| | |
|---|---|
| Service : Suivi | °PLUVIAL |
| Par : | P. REAMOT/J. GALLION |
| Téléphone : | 04.67.18.31.54 |
| Permis d'aménager | **N° 034 157 19 V0004** |

Nom et prénom du demandeur :
Nom de la société : HECTARE
Adresse de la construction : Chemin des Costes - 34140 MEZE
Parcelle cadastrée : CA n°126, n°108p et n°128p
Date de dépôt au service urbanisme : 21.06.2019
Date d'instruction : 29.07.2019

AVIS TECHNIQUE DU SERVICE EAUX PLUVIALES DE SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE

AGENCE D'URBANISME
02 AOUT 2019
COURRIER ARRIVÉ

## AVIS FAVORABLE SOUS RESERVE

Un avis favorable est donné au dossier faisant objet de la demande. En effet, le projet respecte les préconisations en matière de gestion des eaux pluviales décrites dans le PLU, le PPRI et le Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales de la commune de Mèze.

Le dossier est accompagné d'une notice hydraulique complète détaillant la conception et le dimensionnement des dispositifs de compensation (rétention d'un volume de 452m3 avec débit de fuite de 0,055m3/s).

Il est proposé de mutualiser l'ouvrage de rétention avec celui de la ZAC des Costes, néanmoins ce dernier devra subir un agrandissement de 453m3.

L'avis est donc favorable sous réserve de validation des plans d'exécution et des méthodes mises en œuvre pour l'adaptation des bassins (pentes, côte de fil d'eau, niveau de surverse, niveau du fond du bassin) par le service eaux pluviales de Sète agglopôle méditerranée.

Une attention particulière sera portée à la gestion qualitative des eaux. Un dégrillage, un déshuilage et une décantation devront être prévus en sortie de bassin.

sète agglopôle méditerranée

**Jérémy GALLION**

**Ingénieur service Eaux Pluviales**

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Enedis Accueil Urbanisme

Commune de MEZE
Service urbanisme
Hôtel de ville
34140 MEZE

Courriel : laro-urbanisme@enedis.fr
Interlocuteur : Joaquim SERRA

Objet : **Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme**

MONTPELLIER, le 08/08/2019

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PA03415719V0004 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

| | |
|---|---|
| Adresse : | CHEMIN DES COSTES<br>34140 MEZE |
| Référence cadastrale : | Section CA, Parcelle n° 126<br>Section CA, Parcelle n° 128<br>Section CA, Parcelle n° 108p |
| Nom du demandeur : | JATTEAU SEBASTIEN |

Pour la puissance de raccordement demandée de 210 kVA triphasé, aucune contribution financière[1] n'est due par la CCU à Enedis. Notre réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme.

Nous vous demandons d'indiquer explicitement sur l'autorisation d'urbanisme la puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit, à savoir 210 kVA triphasé. Si cette puissance de raccordement retenue n'est pas inscrite dans l'autorisation d'urbanisme, et que le bénéficiaire demande une puissance de raccordement supérieure à celle indiquée ci-dessus, une éventuelle contribution financière pour des travaux de raccordement pourrait être à la charge de la CCU (ou de l'EPCI).

Cette réponse ne précise pas la contribution due par le client à Enedis.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

**Joaquim SERRA**

AGENCE D'URBANISME
08 AOUT 2019
COURRIER ARRIVÉ

[1] Cette contribution financière est définie à l'article L342-11 du code de l'énergie



*Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7j/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Enedis est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.*

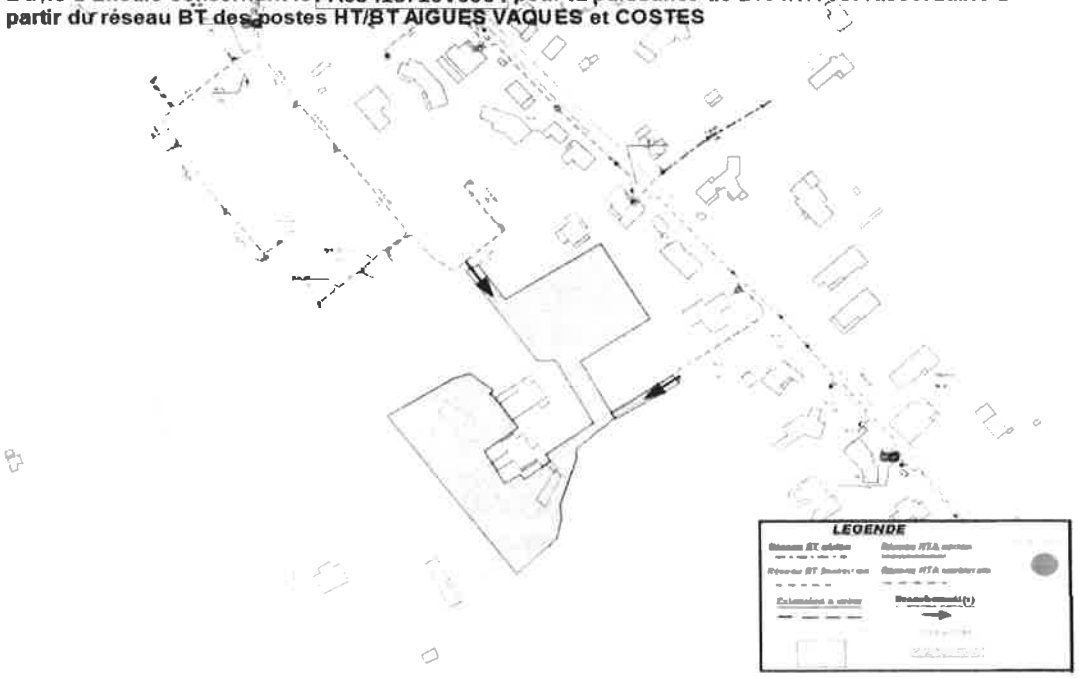
Enedis Accueil Urbanisme
382 rue Raimon de Trencavel - Cedex 9
34926 MONTPELLIER

enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environnement
Enedis-DirRAC-DOC-AU0 V.3.0

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

**L'avis d'Enedis concernant le PA03415719V0004 pour la puissance de 210 kVA est raccordable à partir du réseau BT des postes HT/BT AIGUES VAQUES et COSTES**






Enedis Accueil Urbanisme
382 rue Raimon de Trencavel - Cedex 9
34926 MONTPELLIER

**enedis.fr**

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environnement
**Erreur ! Nom de propriété de document inconnu.**

SCP LE FLOCH Thierry – BAILLON Olivier – BICHAT Benjamin
Huissiers de Justice Associés
15 Passage Lonjon
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
aml34@huissier-justice.fr

# PROCES VERBAL DE CONSTAT

HUISSIER DE JUSTICE

**EXPEDITION**

# PROCES VERBAL DE CONSTAT

**L'AN DEUX MILLE DIX NEUF ET LES DIX HUIT SEPTEMBRE, QUINZE OCTOBRE et DIX HUIT NOVEMBRE**

**A LA REQUETE DE :**

**HECTARE**, Société par Actions Simplifiée inscrite au RCS de MONTPELLIER sous le numéro B 351 338 660, ayant son siège social « Clos des Chanterelles » 34830 CLAPIERS, prise en la personne de son Président en exercice, Monsieur PORTALES Max, domicilié es qualité audit siège.

**Laquelle m'a exposé :**

- *Qu'avant que ne débute une opération immobilière (projet L'Amiral) sur la commune de MEZE (Hérault), la société requérante a effectué sur place, la publicité légale en apposant **un panneau** d'affichage d'un permis d'aménager.*

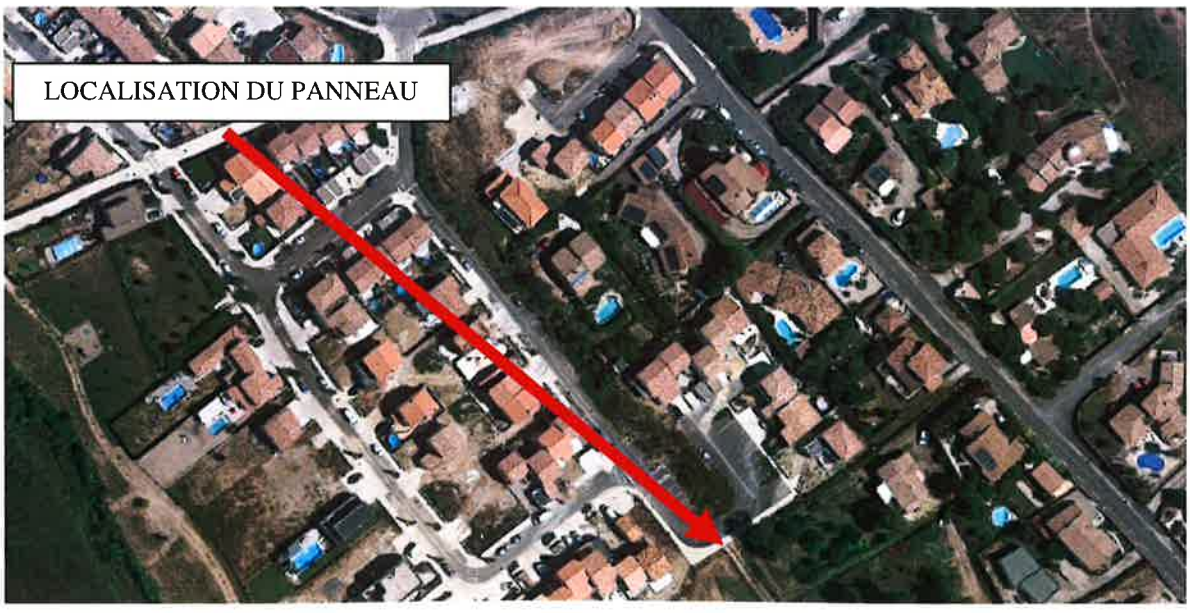
- *Qu'à cet effet, elle me demande de venir constater sur place l'apposition dudit permis dépendant de la circonscription territoriale du site en question et ce conformément aux dispositions légales en la matière.*

**Déférant à cette réquisition :**

**Je, Olivier BAILLON, Huissier de Justice associé de la SCP LE FLOCH Thierry – BAILLON Olivier – BICHAT Benjamin, Huissiers de Justice associés titulaires d'un Office d'Huissiers de Justice à la résidence de MONTPELLIER (Hérault), et y demeurant 15 Passage Lonjon soussigné,**

**Me suis déplacé le 18 septembre 2019 :**

**Rue non dénommée, à proximité du chemin des Costes** sur la commune de **MEZE (34),** où là étant, j'ai procédé aux constatations suivantes :



Conformément aux dispositions fixées par **les articles A.424-18 et R.424-15 du Code de l'Urbanisme,** un panneau fixé sur un poteau annonçant le projet et ses mentions obligatoires demeurent **parfaitement visibles** de la voie publique.

En outre et conformément à **l'article A. 424-15 du Code de l'Urbanisme,** les dimensions dudit panneau d'affichage sont supérieures à 80 centimètres et indique de **façon très lisible** de la voie publique les informations nécessaires relatives aux travaux prochainement engagés.

**Conformément aux dispositions fixées par l'article A. 424-16 du Code de l'Urbanisme :** *le panneau prévu à l'article A. 424-1 indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la date d'affichage en Mairie, le nom de l'architecte auteur du projet architectural (le cas échéant), la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.*

*Il indique également, en fonction de la nature du projet :*

*a) Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;*

*b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;*

*c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs*

*d) Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.*

**Il m'a été permis de constater que le panneau d'affichage était conforme aux dispositions de ces articles.**

En outre, conformément aux dispositions de **l'article A. 424-17 du Code de l'Urbanisme**, le panneau d'affichage indique la mention relative au droit de recours.

En effet, ledit panneau porte ladite mention impérative **lisible de la voie publique** à savoir :

« **Le droit de recours :** *Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau* (article R.600-2 du code de l'Urbanisme).
*Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable.*
*Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours* (Article R.600-1 du Code de l'Urbanisme) ».

**Le panneau installé sur un poteau de la parcelle concernée se décrit comme suit :**

**N° PERMIS :** PA 034 15719 V 0004

**EN DATE :** 12/09/2019

**BENEFICIARE :** SAS HECTARE

**NATURE DES TRAVAUX :** Lotissement « L'Amiral »

**AUTEUR PROJET ARCHITECTURAL :** Florence CHIBAUDEL

**NOMBRE DE LOTS :** 14

**SURFACE DE PLANCHER AUTORISEE :** 2 278 m²

**HAUTEUR DE LA/LES CONSTRUCTIONS** : 6, 50 m

**SURFACE DES BATIMENTS A DEMOLIR :** /

**SUPERFICIE DU TERRAIN :** 7 195 m²

**DATE D'AFFICHAGE EN MAIRIE :** /

**LE DOSSIER PEUT ETRE CONSULTE A LA MAIRIE DE :** MEZE

A l'appui de ces constations, j'ai pris deux clichés photographiques lesquels sont annexés afin d'assurer une meilleure compréhension de la description dudit panneau faite ci-dessus.

Conformément aux articles visés ci-dessus, l'affichage devant être effectif, continu et sans interruption pendant **un délai de 2 mois**, je me suis retiré et présenté à nouveau sur les lieux les 15 octobre 2019 et le 18 novembre 2019 à l'effet de constater à nouveau la bonne apposition dudit panneau sur le site (conformément aux dispositions de l'article R.424-15 du Code de l'Urbanisme).

*Clichés pris le 18 septembre 2019 (premier passage, vue générale et vue du panneau)*






*Clichés pris le 18 novembre 2019 (dernier passage attestant d'un affichage continu jusqu'à l'issue du délai des deux mois de recours contentieux, vue générale et vue du panneau)*






**L'ensemble des obligations légales ayant été respecté**, j'ai dressé le présent **PROCES VERBAL DE CONSTAT** pour servir et valoir ce que de droit.

**Olivier BAILLON**
*Huissier de Justice*

VILLE DE MÈZE

089

REÇU LE
22 AVR. 2021
RÉP.

*à rappeler dans toute correspondance*

**DOSSIER : N° PA 034 157 19 V0004 M01**
Déposé le : 14/01/2021
Demandeur : HECTARE
Sur un terrain sis à : CHEMIN DES COSTES à MEZE (34140)
Références cadastrales : 157 CA 108, 157 CA 126, 157 CA 128

SAS HECTARE

75 , ZI LES PORTES DOMITIENNES
RN 113 BP 300
34741 VENDARGUES CEDEX 20

**OBJET : CERTIFICAT DE PERMIS TACITE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Vu l'affichage en date du 21/01/2021 de l'avis de dépôt de la demande,

Le Maire au nom de la commune certifie qu'il ne s'est pas opposé à la modification N°1 au permis d'aménager enregistrée sous le numéro PA 034 157 19 V0004 M01 pour le projet ci-dessus référencé depuis le 14/04/2021, modification ayant pour seul objet la réalisation des travaux fonctionnels du lotissement en deux tranches (au lieu d'une seule prévue initialement).

Conformément à l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, les travaux de démolition ne peuvent être entrepris avant quinze jours après la date d'autorisation.

Ce certificat est délivré en application de l'article R.424-13 du code de l'urbanisme.

**Fait à MEZE,**
**Le :** 15/04/2021
**Pour le Maire,**
**Madame Marie-Lilian MALAVIOLLE**
**Adjointe au Maire, déléguée à l'urbanisme et au foncier**

MAIRIE DE MEZE
Département de l'Hérault

**TRANSMIS PREFECTURE LE :** 23/04/2021

**INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT**

-**DROITS DES TIERS :** L'autorisation de réaliser des travaux est toujours acquise **sans préjudice du droit des tiers** (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement* ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**INSTRUCTION DES PERMIS DE CONSTRUIRE**

**AVIS DU SERVICE DECHETS MENAGERS**

AGENCE D'URBANISME
29 JUIN 2021
COURRIER ARRIVÉ

Commune : Mèze

Référence du dossier : PA 034 157 19 V00004 M01
Demandeur : JATTEAU SEBASTIEN
Adresse des travaux : CHEMIN DES COSTES 34140 MEZE
Suivi par : Daniel FICHOU

D'une manière générale, l'ensemble des opérations doivent se conformer au règlement du service d'élimination des déchets. Il est rappelé en particulier que

- **Les déchets ménagers doivent être déposés dans les conteneurs. Les déchets déposés en dehors ne seront pas collectés** *(art. 3.1)*.
- **Les bacs doivent être présentés à la collecte au plus tôt la veille au soir et rentrés au plus tard le soir même de la collecte***(art. 4)*.
- **Tout projet immobilier doit prévoir un local destiné au rangement des poubelles***(art. 6)*.
- **le lavage des conteneurs et des locaux privés utilisés pour leur stockage est à la charge de leurs usagers***(art. 5.5)*.

## Maison(s) Individuelle(s)

| **Maison(s) individuelle(s)** |
|---|

| **Avis du service :** | **Observations particulières:** | **Tampon et Signature :** |
|---|---|---|
| Favorable | l'avis est sous réserve exclusive d'un point de retournement, et que ce lotissement soit public.(accès sur voie privée est interdite). Les déchets non conformes (encombrants, industriels,grand volume) ne seront pas collectés.(voir déchetterie). | Sète agglopôle méditerranée |

**Date d'instruction :** 2021-03-19

| | |
|---|---|
| Service : | Assainissement |
| Suivi par : | FAJARDO Brigitte |
| Téléphone : | 0467785596 |
| Permis d'aménager | **N° PA 034 157 19 V00004 M01** |

Nom et prénom du demandeur : JATTEAU SEBASTIEN
Nom de la société : HECTARE
Adresse de la construction : CHEMIN DES COSTES 34140 MEZE
Parcelle cadastrée : CA 108 157 126 128
Date de dépôt au service urbanisme : 14-01-2021
Date d'instruction : 23-02-2021




## AVIS TECHNIQUE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE S.A.M

- Le projet est situé dans un secteur en assainissement collectif de type séparatif.
- Les permis de construire déposés pour chaque parcelle seront assujettis à la P.FA.C. (Participation pour le Financement à l'Assainissement Collectif).

## AVIS FAVORABLE

- Le service assainissement émet un **avis favorable** au raccordement du futur lotissement au réseau public d'assainissement de la ville de Mèze. Avec les conditions suivantes :

- Dans le cas où il n'est pas prévu d'intégrer la voirie créée pour desservir les habitations dans le domaine public communal, le réseau d'assainissement ne sera pas intégré dans le domaine public communautaire. Dans ce cas, le pétitionnaire devra fournir un rapport d'étanchéité du réseau privé desservant le dit aménagement avant tout raccordement sur le réseau public d'assainissement.

- Le raccordement au réseau public d'eaux usées sera réalisé par la société fermière après fourniture du rapport d'étanchéité du réseau privé.
- cette prestation sera aux frais du pétitionnaire.

- Dans le cas où la voirie doit à terme être intégrée dans le domaine public communal et le réseau d'assainissement dans le domaine public communautaire, le pétitionnaire devra présenter un projet de réalisation du réseau d'assainissement au service assainissement de Sète Agglopôle Méditerranée pour en valider sa conception.

- Pour tout renseignement complémentaire le pétitionnaire se mettra en relation avec le service assainissement de Sète agglopôle méditerranée (04.67.18.31.52).

**Prescriptions des matériaux à employer pour la réalisation d'un réseau d'assainissement en vue d'une intégration dans le domaine public communautaire, et suggérées pour un domaine privé :**

*. Le collecteur principal sera de diamètre 200 mm en Grès.*

*. Les regards de visite seront en Grès ou de type TEGRA 600 ou similaire avec tampons de voirie à contact usiné sans joint de type TAG 850 de NORINCO ou similaire ayant l'inscription Sète agglopôle méditerranée - Eaux Usées.*

*. Les branchements individuels seront positionnés sur la voie publique et en limite de*

*propriété, équipés d'un tabouret à passage direct DN 315mm minimum, avec fonte de voirie 400 x 400 marqués Sète agglopôle méditerranée EAUX USEES de type PARXESS 250 Kn ou similaire.*

*. La canalisation reliant ce regard au réseau principal d'eaux usées sera en Grès de diamètre 150 mm. Cette canalisation devra être raccordée prioritairement sur un regard de visite du collecteur principal.*

*. Lors de la réception des travaux, le service assainissement de Sète agglopôle méditerranée devra être invité.*

*. Les D.O.E. seront remis à ce service, notamment : les plans de récolement sous format informatique DWG ou SHAPE ainsi que deux plans papier, les rapports d'inspections vidéo et les essais d'étanchéité, le compactage pénétromètre ainsi que les fiches techniques des matériaux employés.*

- Rappel : Les DT (déclaration de projet de Travaux) et DICT (declaration d'intention de Travaux) sont obligatoires (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr).

SELARL LE FLOCH Thierry – BAILLON Olivier – BICHAT Benjamin
Huissiers de Justice Associés
15 Passage Lonjon
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
aml34@huissier-justice.fr

# PROCES VERBAL DE CONSTAT

HUISSIER DE JUSTICE

EXPEDITION

# PROCES VERBAL DE CONSTAT

**L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN ET LES VINGT-NEUF AVRIL, DEUX JUIN et CINQ JUILLET**

**A LA REQUETE DE :**

**HECTARE**, Société par Actions Simplifiée inscrite au RCS de MONTPELLIER sous le numéro B 351 338 660, ayant son siège social « Clos des Chanterelles » 34830 CLAPIERS, prise en la personne de son Président en exercice, Monsieur PORTALES Max, domicilié es qualité audit siège.

**Laquelle m'a exposé :**

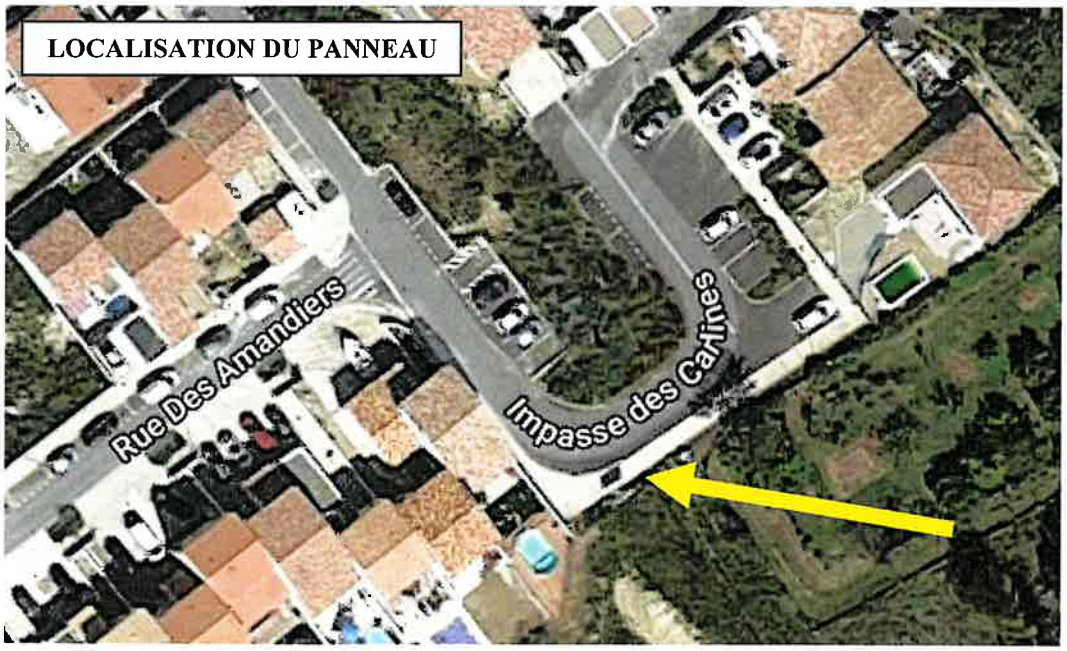
- *Qu'avant que ne débute une opération immobilière (projet L'Amiral) sur la commune de MEZE (Hérault), la société requérante a effectué sur place, la publicité légale en apposant **un panneau** d'affichage d'un permis d'aménager modificatif*
- *Qu'à cet effet, elle me demande de venir constater sur place l'apposition dudit permis dépendant de la circonscription territoriale du site en question et ce conformément aux dispositions légales en la matière.*

**Déférant à cette réquisition :**

**Je, Olivier BAILLON, Huissier de Justice associé de la SELARL LE FLOCH Thierry – BAILLON Olivier – BICHAT Benjamin, Huissiers de Justice associés titulaires d'un Office d'Huissiers de Justice à la résidence de MONTPELLIER (Hérault), et y demeurant 15 Passage Lonjon soussigné,**

**Me suis déplacé le 29 avril 2021 :**

**Impasse des Carlines** sur la commune de **MEZE (34),** où là étant, j'ai procédé aux constatations suivantes :



Conformément aux dispositions fixées par **les articles A.424-18 et R.424-15 du Code de l'Urbanisme,** un panneau fixé sur une clôture annonçant le projet et ses mentions obligatoires demeurent **parfaitement visibles** de la voie publique.

En outre et conformément à **l'article A. 424-15 du Code de l'Urbanisme,** les dimensions dudit panneau d'affichage sont supérieures à 80 centimètres et indique de **façon très lisible** de la voie publique les informations nécessaires relatives aux travaux prochainement engagés.

**Conformément aux dispositions fixées par l'article A. 424-16 du Code de l'Urbanisme :** *le panneau prévu à l'article A. 424-1 indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la date d'affichage en Mairie, le nom de l'architecte auteur du projet architectural (le cas échéant), la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.*

*Il indique également, en fonction de la nature du projet :*

*a) Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;*

*b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;*

*c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs*

*d) Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.*

**Il m'a été permis de constater que le panneau d'affichage était conforme aux dispositions de ces articles.**

En outre, conformément aux dispositions de **l'article A. 424-17 du Code de l'Urbanisme**, le panneau d'affichage indique la mention relative au droit de recours.

En effet, ledit panneau porte ladite mention impérative **lisible de la voie publique** à savoir :

**« Le droit de recours : *Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau* (article R.600-2 du code de l'Urbanisme).**
***Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours* (Article R.600-1 du Code de l'Urbanisme) ».**

**Le panneau fixé sur une clôture de la parcelle concernée se décrit comme suit :**

**PERMIS D'AMENAGER**

**N° PERMIS : PA 034 157 19 V0004 M01**

**EN DATE : 15 / 04 / 2021**

**BENEFICIARE : SAS HECTARE**

**NATURE DES TRAVAUX ET/OU AMENAGEMENTS : REALISATION EN 2 TRANCHES**

**NOMBRE DE LOTS : 14**

**SURFACE DE PLANCHER AUTORISEE : 2778 m²**

**HAUTEUR DE LA/LES CONSTRUCTIONS : 6 m 50**

**SUPERFICIE DU TERRAIN : 7195 m²**

**NOM DE L'ARCHITECTE, AUTEUR PROJET ARCHITECTURAL : Florence CHIBAUDEL**

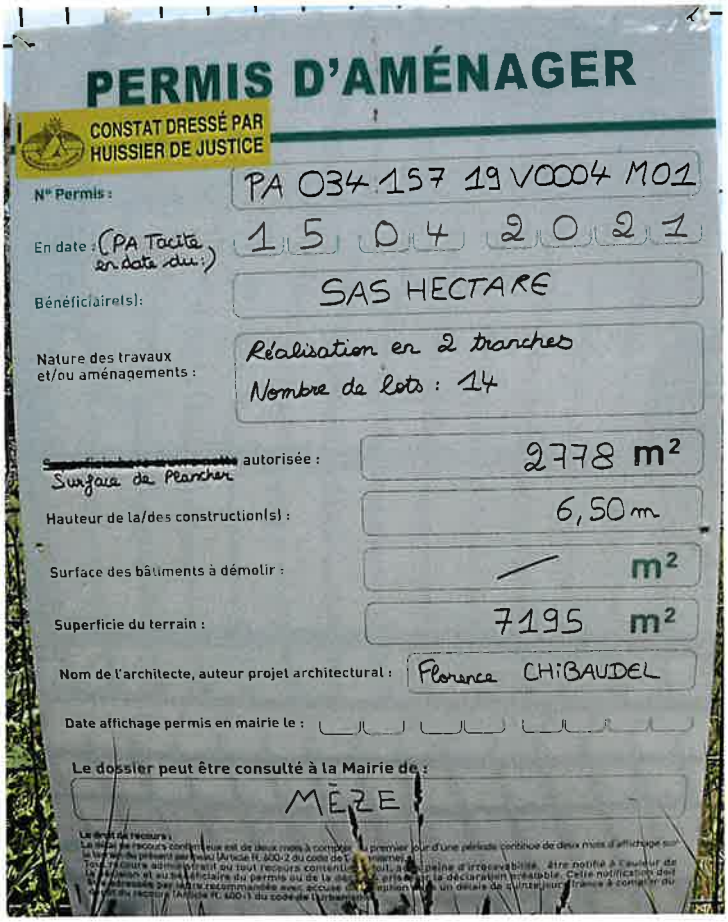
**LE DOSSIER PEUT ETRE CONSULTE A LA MAIRIE DE : MEZE**

A l'appui de ces constations, j'ai pris deux clichés photographiques lesquels sont annexés afin d'assurer une meilleure compréhension de la description dudit panneau faite ci-dessus.

Conformément aux articles visés ci-dessus, l'affichage devant être effectif, continu et sans interruption pendant **un délai de 2 mois**, je me suis retiré et présenté à nouveau sur les lieux les 02 juin 2021 et le 05 juillet 2021 à l'effet de constater à nouveau la bonne apposition dudit panneau sur le site (conformément aux dispositions de l'article R.424-15 du Code de l'Urbanisme).

*Clichés pris le 29 avril 2021 (premier passage, vue générale et vue du panneau)*






*Clichés pris le 05 juillet 2021 (dernier passage attestant d'un affichage continu jusqu'à l'issue du délai des deux mois de recours contentieux, vue générale et vue du panneau)*






**L'ensemble des obligations légales ayant été respecté**, j'ai dressé le présent **PROCES VERBAL DE CONSTAT** pour servir et valoir ce que de droit.

SELARL LE FLOCH BAILLON BICHAT, Huissiers de Justice associés • Montpellier 34000

**Olivier BAILLON**
*Huissier de Justice*

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTPELLIER

## FORMULAIRE DE DEMANDE D'ATTESTATION DE RECOURS/NON RECOURS

Demandeur de l'attestation :

Civilité : Madame ☐ Monsieur ☐ Maître ☐ Société ☒

Nom : SAS HECTARE

Adresse : ZI PORTES DOHITIENNES BP 30020 34741 VENDARGUES CEDEX

Téléphone : 04 67 79 84 83

Courriel : charlotte.colson@hectare.fr

# ATTESTATION DE RECOURS/NON RECOURS

**délivrée en application de l'article R.600-7 du code de l'urbanisme**

**Le greffier en chef du Tribunal Administratif de Montpellier atteste que la décision :**

N° de l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol : PA 034 157 19 V0004 M01
(N° de permis de construire par ex : PC 013 002 11 00001)

Prise par (commune, Préfet) : COMMUNE DE MEZE

En date du : 15/04/2021 (TACITE)

Pétitionnaire (Bénéficiaire de l'autorisation) : SAS HECTARE

Nature et lieu de l'opération : Modification lotissement – Chemin des Costes

(ELEMENTS CI-DESSUS A COMPLETER PAR LE DEMANDEUR)

☒ **N'a pas fait l'objet, à ce jour, d'un recours contentieux enregistré au Tribunal Administratif de Montpellier**

☐ **A fait l'objet d'un recours enregistré en date du .....**

A Montpellier, le 3.09.2024

Le greffier en Chef,

L'attachée

Cécile LEMAIRE

**Ce formulaire doit être adressé au tribunal administratif uniquement par courriel :**
non-recours-ta-montpellier@juradm.fr **(Joindre obligatoirement une copie de l'arrêté délivré)**

Les demandes adressées par fax ou par courrier postal ne seront pas traitées

*NB : Le mode d'interrogation du logiciel de gestion des dossiers contentieux ne permet de donner une réponse certaine que si la saisie informatique des éléments de la décision concernée correspond parfaitement à son libellé exact*

| MAIRIE DE MEZE | CERTIFICAT D'URBANISME – Simple information<br>DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE |
|---|---|

| Demande déposée le 05/09/2019 complétée le | | N° CU 034 157 19 V0356 |
|---|---|---|
| Par : | MAITRE ARNAUD RASIGADE<br>14 AVENUE DU 8 MAI 1945 BP 18<br>34120 PEZENAS | |
| Demeurant à : | | |
| Représenté par : | | |
| Propriétaire : | | |
| Sur un terrain sis à : | CHEMIN DES COSTES<br>CA 108 | Superficie : 4528m² |

**Le Maire au nom de la commune**

Vu la demande d'un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain situé à CHEMIN DES COSTES (cadastré CA 108), présentée le 05/09/2019 par MAITRE ARNAUD RASIGADE, et enregistrée par la mairie de MEZE sous le numéro CU 034 157 19 V0356 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu l'arrêté municipal en date du 5 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Daniel Rodriguez, Maire-Adjoint,

## CERTIFIE :

**Article UN :** Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.
Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

**Article DEUX :**
- Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mèze, approuvé le 22/03/2017,
- Modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 29/05/2019,
- Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :
  art. L.111-1-4, art. R111-2, R.111-4, R.111-25 à R.111-27.
- Par ailleurs, les articles L.121-1 à L.121-37 et R-121-1 à R.121-32 relatifs à l'aménagement et la protection du littoral, dits "loi littoral", sont applicables.

Les informations contenues dans ce document font l'objet d'un traitement automatisé. Vous pouvez obtenir communication des informations nominatives vous concernant et, si nécessaire, les faire rectifier, en vous adressant au Service Foncier – Urbanisme.

Zone(s) du PLU :

Le terrain est situé dans une **zone U4.**

Le terrain est grevé des servitudes suivantes :
**Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) prescrit par arrêté préfectoral N° 2007-01-1926 du 12/09/2007, approuvé par arrêté préfectoral N° 2012-01-185 en date du 25/01/2012**

**Article TROIS :** Le terrain est situé dans une **zone de droit de préemption urbain renforcé (D.P.U.R), au bénéfice de la commune de Mèze.**

**Article QUATRE :**
Les contributions ci-dessous seront assises et liquidées par la délivrance effective ou tacite d'un permis de construire, permis d'aménager, et en cas de non opposition à une déclaration préalable :

TAXE D'AMENAGEMENT :
- Taux de la part communale : 5% (délibérations du conseil municipal du 26/11/2015)
- Taux de la part départementale : 2,5 % (délibération du conseil général du 23/11/2015),

Redevance d'archéologie préventive : taux 0.4 %.

Les contributions ci dessous pourront être prescrites :

-Par un permis, tacite ou explicite, de construire ou d'aménager, et en cas de non opposition à une déclaration préalable.

-Par un permis d'aménager, sous la forme de la participation forfaitaire définie par le c) de l'article L. 332-12

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| ***Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.*** | | | | |
| | - Participations pour équipements publics exceptionnels (article L. 332-8 du code de l'urbanisme) | | | |
| ***Participations préalablement instaurées par délibération.*** | | | | |
| | -Participation pour voiries et réseaux (article L. 332-6-1-2ème-d du code de l'urbanisme) | **Date de délibération** | **Générale** | **02/08/2010** |
| | | | **Spécifique** | |
| | -Participation en programme d'aménagement d'ensemble (article L. 332-9 du code de l'urbanisme) (Une copie de la délibération approuvant le programme d'aménagement d'ensemble est jointe au certificat) | | | |
| | -Participation du constructeur en ZAC (article L.332-11 du code de l'urbanisme) | | | |

**PPRI: la parcelle est située en zone ZP2.**
Les zones de précaution ZP1 et ZP2, secteurs non inondés par la crue de référence, composés de
- la zone d'aléa résiduel ZP1 potentiellement inondable par une crue exceptionnelle et de
- la zone ZP2 qui concerne le reste du territoire communal, non soumise à la crue ou la tempête marine de référence ou à la crue exceptionnelle.

Les informations contenues dans ce document font l'objet d'un traitement automatisé. Vous pouvez obtenir communication des informations nominatives vous concernant et, si nécessaire, les faire rectifier, en vous adressant au Service Foncier – Urbanisme.

- Un PC 34 157 93 V0640 a été accordé en date du 17/12/1993 pour la construction d'un hangar agricole et une extension à usage d'habitation,
  - DOC le 04/01/1994,
  - DAT le 30/06/1994,
  - Refus de certificat de conformité en date du 29/10/1997 aux motifs que :
    - « Le bâtiment agricole a fait l'objet d'extensions : "par la construction d'un hangar ouvert en partie en façade Nord, et la construction d'un auvent en façade Sud",
    - le pétitionnaire a changé la destination dudit bâtiment en salle de restaurant et en logement sans autorisation,
    - le bâtiment existant a fait l'objet d'une extension en façade Nord et que l'ensemble du rez-de-chaussée a changé de destination à usage d'habitation sans autorisation,
    - il a été construit une piscine et un hangar ouvert sans autorisation,
    - l'enduit de finition de l'ensemble des façades des bâtiments n'est pas terminé,
    - une construction est en cours de réalisation sur la propriété sans autorisation. »

- Une partie de la parcelle cadastrée **CA 108** constitue le **lotissement "L'AMIRAL"**, autorisé par arrêté municipal en date du 12/09/2019 concernant la création de 13 lots à usage d'habitation et 1 macrolot de 6 logements sociaux.

Au regard du décret n°2010-1255 du 22/10/2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, la commune est située en zone de sismicité 2. La construction de bâtiments nouveaux ainsi que certains travaux sur l'existant sont soumis à l'obligation de mettre en œuvre des dispositifs constructifs spécifiques. Pour plus d'information sur ces dispositions, vous pouvez consulter « la nouvelle réglementation parasismique applicable aux bâtiments » sur :
http://www.planseisme.fr /IMG /pdf/plaquette-meddtl-dgaln-reglementation-parasismique.pdf

Fait à MEZE,
Le : 01/10/2019
Pour le Maire,
L'adjoint délégué
Daniel RODRIGUEZ

MAIRIE DE MEZE - Département de l'Hérault -

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales*

Les informations contenues dans ce document font l'objet d'un traitement automatisé. Vous pouvez obtenir communication des informations nominatives vous concernant et, si nécessaire, les faire rectifier, en vous adressant au Service Foncier – Urbanisme.

## INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

**Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité** : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.
A défaut de notification d'une décision expresse portant prorogation du certificat d'urbanisme dans le délai de deux mois suivant la réception en mairie de la demande, le silence gardé par l'autorité compétente vaut prorogation du certificat d'urbanisme. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale (Art. .R. 410-17-1)

**Effets du certificat d'urbanisme** : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.
Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

**Fiscalité** : En application de l'article 3 du B du I de l'article 28 de la loi de finances rectificatives pour 2010 du30 décembre 2010, le régime des taxes et participations d'urbanisme mentionné dans le présent certificat d'urbanisme ne sera pas applicable aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1er mars 2012.

Les informations contenues dans ce document font l'objet d'un traitement automatisé. Vous pouvez obtenir communication des informations nominatives vous concernant et, si nécessaire, les faire rectifier, en vous adressant au Service Foncier – Urbanisme.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'URBANISME

# Demande de Certificat d'urbanisme

cerfa N° 13410*04

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez connaître les règles applicables en matière d'urbanisme sur un terrain.
- vous souhaitez savoir si l'opération que vous projetez est réalisable.

Numéro d'enregistrement attribué par le service instructeur : CU 3415719V0356

C U | Dpt | Commune | Année | N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

REÇU LE

le 5 SEP. 2019 | Cachet de la mairie et signature du receveur

## 1 - Objet de la demande de certificat d'urbanisme

☒ **a) Certificat d'urbanisme d'information**
Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.

☐ **b) Certificat d'urbanisme opérationnel**
Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

## 2 - Identité du ou des demandeurs

Le demandeur sera le titulaire du certificat et destinataire de la décision.
Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire.

**Vous êtes un particulier** Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

**Vous êtes une personne morale**

Dénomination : **Maître Arnaud RASIGADE** Raison sociale : _____

N° SIRET : Type de société (SA, SCI,...) : _____

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

## 3 - Coordonnées du demandeur

**Adresse :** Numéro : **14** Voie : **Avenue du 8 mai 1945**

Lieu-dit : _____ Localité : **Pézenas**

Code postal : **34120** BP : **18** Cedex :

**Téléphone : 04.67.98.14.83** Indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

**Si le demandeur habite à l'étranger :** Pays : _____ Division territoriale : _____

☒ **J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : etude.rasigade@notaires.fr**
J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

## 4 - Le terrain

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.
Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

**Adresse du (ou des) terrain(s)**

Numéro : _____ Voie : **Chemin des Costes**

Lieu-dit : _____ Localité : **MEZE**

Code postal : **34140** BP : Cedex :

**Références cadastrales**[1] : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 3) : Préfixe : Section : **CA** Numéro : **108**

Superficie totale du terrain (en m²) : **4 528 M²**

1 En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

## 5 - Cadre réservé à l'administration - Mairie -

Articles L.111-11 et R.410-13 du code de l'urbanisme

État des équipements publics existants

Le terrain est-il déjà desservi ?

Équipements :

Voirie : Oui ☐ Non ☐

Eau potable : Oui ☐ Non ☐

Assainissement : Oui ☐ Non ☐

Électricité : Oui ☐ Non ☐

Observations :

État des équipements publics prévu

La collectivité a-t-elle un projet de réalisation d'équipements publics desservant le terrain ?

| Équipements | | | Par quel service ou concessionnaire? | Avant le |
|---|---|---|---|---|
| Voirie | Oui ☐ | Non ☐ | | |
| Eau potable | Oui ☐ | Non ☐ | | |
| Assainissement | Oui ☐ | Non ☐ | | |
| Électricité | Oui ☐ | Non ☐ | | |

Observations :

## 6 - Engagement du (ou des) demandeurs

Je certifie exactes les informations mentionnées ci-dessus.

Arnaud RASIGADE - Sébastien GONTHIER
Notaires Associés
14, avenue du 8 mai 1945
B.P. 18
34120 PEZENAS

À Pézenas

Le 30 août 2019

Signature du (des) demandeur(s)

**Votre demande doit être établie en deux exemplaires pour un certificat d'urbanisme d'information ou quatre exemplaires pour un certificat d'urbanisme opérationnel. Elle doit être déposée à la mairie du lieu du projet.**
**Vous devrez produire :**
**- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;**
**- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.**

**VENTE DUBOIS Marc / SCI XXX/1004719/CRC/AR/**

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.
Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

Département :
HERAULT

Commune :
MEZE

Section : CA
Feuille : 000 CA 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 30/08/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

# DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

---

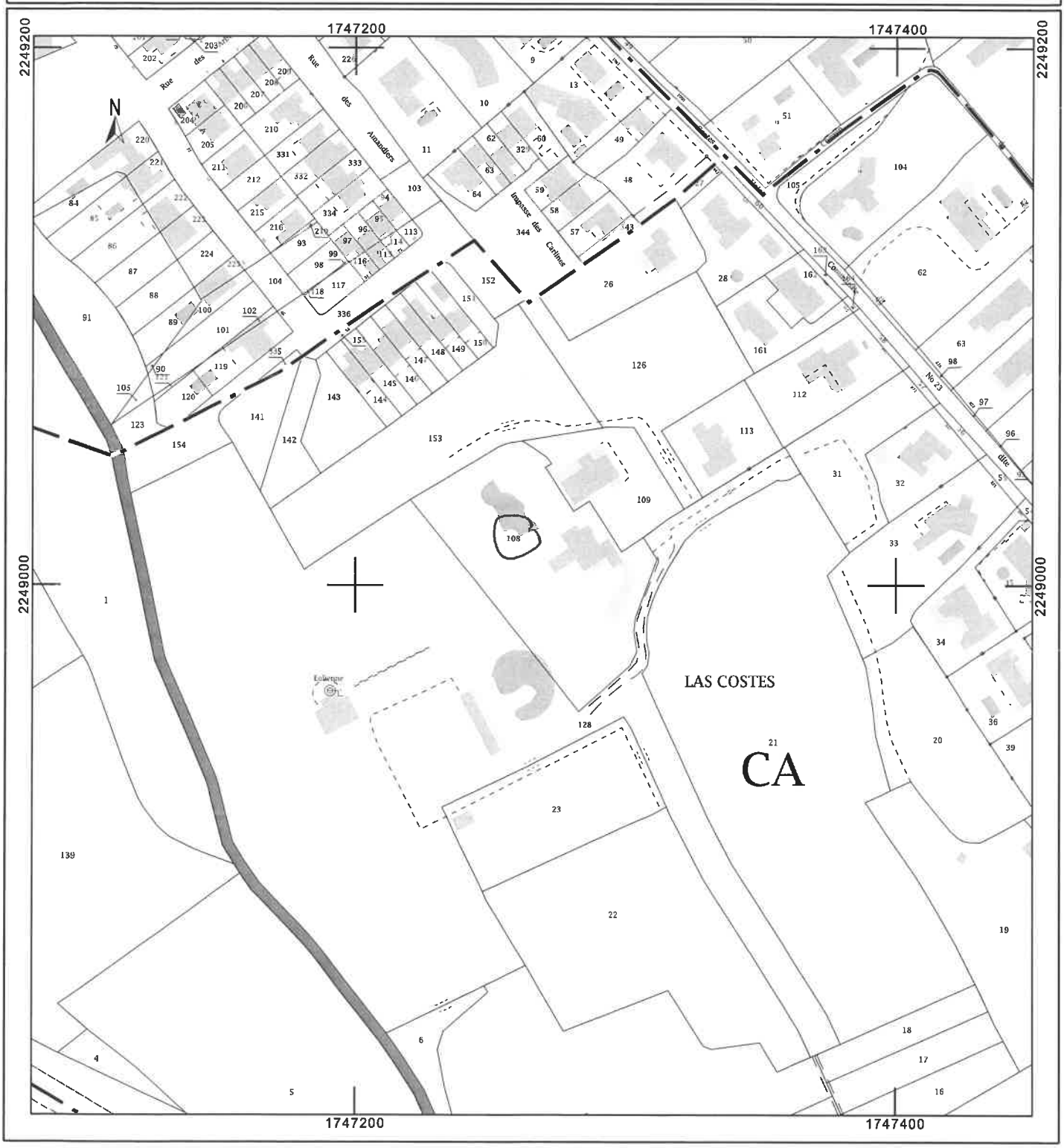
## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

---

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'URBANISME

# Demande de Certificat d'urbanisme

cerfa
N° 13410*04

**Vous pouvez utiliser ce formulaire si :**

- vous souhaitez connaître les règles applicables en matière d'urbanisme sur un terrain.
- vous souhaitez savoir si l'opération que vous projetez est réalisable.

**Cadre réservé à la mairie du lieu du projet**

C U
Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le Cachet de la mairie et signature du receveur

## 1 - Objet de la demande de certificat d'urbanisme

☒ **a) Certificat d'urbanisme d'information**
Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.

☐ **b) Certificat d'urbanisme opérationnel**
Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

## 2 - Identité du ou des demandeurs

Le demandeur sera le titulaire du certificat et destinataire de la décision.
Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire.

**Vous êtes un particulier** Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : Prénom :

**Vous êtes une personne morale**

Dénomination : **Maître Arnaud RASIGADE** Raison sociale :

N° SIRET : Type de société (SA, SCI,...) :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : Prénom :

## 3 - Coordonnées du demandeur

**Adresse :** Numéro : **14** Voie : **Avenue du 8 mai 1945**

Lieu-dit : Localité : **Pézenas**

Code postal : **34120** BP : **18** Cedex :

**Téléphone :** **04.67.98.14.83** indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

**Si le demandeur habite à l'étranger :** Pays : Division territoriale :

☒ **J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante :** **etude.rasigade@notaires.fr**
J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

## 4 - Le terrain

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.
Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

**Adresse du (ou des) terrain(s)**

Numéro : Voie : **Chemin des Costes**

Lieu-dit : Localité : **MEZE**

Code postal : **34140** BP : Cedex :

**Références cadastrales**[1] : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 3) : Préfixe : Section : **CA** Numéro : **108**

Superficie totale du terrain (en m²) : **4 528 M²**

1 En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

## 5 - Cadre réservé à l'administration - Mairie -

Articles L.111-11 et R.410-13 du code de l'urbanisme

État des équipements publics existants

Le terrain est-il déjà desservi ?

Équipements :

Voirie : Oui ❑ Non ❑

Eau potable : Oui ❑ Non ❑

Assainissement : Oui ❑ Non ❑

Électricité : Oui ❑ Non ❑

Observations :

État des équipements publics prévu

La collectivité a-t-elle un projet de réalisation d'équipements publics desservant le terrain ?

| Équipements | | | Par quel service ou concessionnaire? | Avant le |
|---|---|---|---|---|
| Voirie | Oui ❑ | Non ❑ | | |
| Eau potable | Oui ❑ | Non ❑ | | |
| Assainissement | Oui ❑ | Non ❑ | | |
| Électricité | Oui ❑ | Non ❑ | | |

Observations :

## 6 - Engagement du (ou des) demandeurs

Je certifie exactes les informations mentionnées ci-dessus.

À Pézenas

Le 10 novembre 2021

Signature du (des) demandeur(s)

**Votre demande doit être établie en deux exemplaires pour un certificat d'urbanisme d'information ou quatre exemplaires pour un certificat d'urbanisme opérationnel. Elle doit être déposée à la mairie du lieu du projet.**
**Vous devrez produire :**
**- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;**
**- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.**

**DUBOIS Marc / SCI BEL AVENIR/1004719/CRC/AR/**

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.
Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ❑

## Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : CA Numéro 108
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 4 528 M²

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :
Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ DE L'URBANISME

# Note descriptive succincte du projet

Vous pouvez vous aider de cette feuille pour rédiger la note descriptive succincte de votre projet lorsque la demande porte sur un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L. 410-1 b, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

Description sommaire de l'opération projetée (construction, lotissement, camping, golf, aires de sport ...)

Si votre projet concerne un ou plusieurs bâtiments

- indiquez la destination, la sous-destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière :

- Indiquez la destination et la sous-destination des bâtiments à conserver ou à démolir :

Vous pouvez compléter cette note par des feuilles supplémentaires, des plans, des croquis, des photos. Dans ce cas,précisez ci-dessous la nature et le nombre des pièces fournies.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ DE L'URBANISME

# Comment constituer le dossier de demande de certificat d'urbanisme

cerfa
N° 51191#03

Article L.410-1 et suivants ; R.410-1 et suivants du code de l'urbanisme

## 1. Qu'est-ce qu'un certificat d'urbanisme ?

**• Il existe deux types de certificat d'urbanisme**

a) Le premier est un **certificat d'urbanisme d'information**. Il permet de connaître le droit de l'urbanisme applicable au terrain et renseigne sur :

- les dispositions d'urbanisme (par exemple les règles d'un plan local d'urbanisme),
- les limitations administratives au droit de propriété (par exemple une zone de protection de monuments historiques),
- la liste des taxes et des participations d'urbanisme.

b) Le second est un **certificat d'urbanisme opérationnel.** Il indique, en plus des informations données par le certificat d'urbanisme d'information, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation d'un projet et l'état des équipements publics (voies et réseaux) existants ou prévus qui desserviront ce terrain.

• Combien de temps le certificat d'urbanisme est-il valide ?

La durée de validité d'un certificat d'urbanisme (qu'il s'agisse d'un « certificat d'urbanisme d'information » ou d'un « certificat d'urbanisme opérationnel ») est de 18 mois à compter de sa délivrance.

**• La validité du certificat d'urbanisme peut-elle être prolongée ?**

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année aussi longtemps que les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'utilité publique, le régime des taxes et des participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

Vous devez faire votre demande par lettre sur papier libre en double exemplaire, accompagnée du certificat à proroger, et l'adresser au maire de la commune où se situe le terrain. **Vous devez présenter votre demande au moins 2 mois avant l'expiration du délai de validité du certificat d'urbanisme à proroger.**

**• Quelle garantie apporte-t-il ?**

Lorsqu'une demande de permis ou une déclaration préalable est déposée dans le délai de validité d'un certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété existant à la date du certificat seront applicables au projet de permis de construire ou d'aménager ou à la déclaration préalable, sauf si les modifications sont plus favorables au demandeur.

Toutefois, les dispositions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique seront applicables, même si elles sont intervenues après la date du certificat d'urbanisme.

## 2. Modalités pratiques

**• Comment constituer le dossier de demande ?**

Pour que votre dossier soit complet, joignez les pièces dont la liste vous est fournie dans le tableau ci-après. S'il manque des informations ou des pièces justificatives, cela retardera l'instruction de votre dossier.

**• Combien d'exemplaires faut-il fournir ?**

Vous devez fournir deux exemplaires pour les demandes de certificat d'urbanisme de simple information et quatre exemplaires pour les demandes de certificat d'urbanisme opérationnel.

**• Où déposer la demande de certificat d'urbanisme ?**

**La demande doit être adressée à la mairie de la commune où se situe le terrain. L'envoi en recommandé avec avis de réception est conseillé afin de disposer d'une date précise de dépôt. Vous pouvez également déposer directement votre demande à la mairie.**

**• Quand sera donnée la réponse ?**

Le délai d'instruction est de :

- 1 mois pour les demandes de certificat d'urbanisme d'information ;
- 2 mois pour les demandes de certificat d'urbanisme opérationnel.

Si aucune réponse ne vous est notifiée dans ce délai, vous serez titulaire d'un certificat d'urbanisme tacite.

**Attention :** ce certificat d'urbanisme ne porte pas sur la réalisation d'un projet mais uniquement sur les garanties du certificat d'urbanisme d'information (liste des taxes et participations d'urbanisme et limitations administratives au droit de propriété).

## 3. Pièces à joindre à votre demande

**Si vous souhaitez obtenir un certificat d'urbanisme d'information, vous devez fournir la pièce CU1.**
**Si vous souhaitez obtenir un certificat d'urbanisme opérationnel, vous devez fournir les pièces CU1 et CU2. La pièce CU3 ne doit être jointe que s'il existe des constructions sur le terrain.**

Cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande

| Pièces à joindre | A quoi ça sert ? | Conseils |
|---|---|---|
| ❑ **CU1. Un plan de situation [Art. R. 410-1 al 1 du code de l'urbanisme]** | Il permet de voir la situation du terrain à l'intérieur de la commune et de connaître les règles d'urbanisme qui s'appliquent dans la zone où il se trouve.<br>Il permet également de voir s'il existe des servitudes et si le terrain est desservi par des voies et des réseaux. | Pour une meilleure lisibilité du plan de situation, vous pouvez :<br>- Rappeler l'adresse du terrain<br>- Représenter les voies d'accès au terrain ;<br>- Représenter des points de repère.<br><br>L'échelle et le niveau de précision du plan de situation dépendent de la localisation du projet.<br><br>Ainsi, une échelle de 1/25000 (ce qui correspond par exemple à une carte de randonnée) peut être retenue pour un terrain situé en zone rurale ;<br><br>Une échelle comprise entre 1/2000 et 1/5000 (ce qui correspond par exemple au plan local d'urbanisme ou à un plan cadastral) peut être adaptée pour un terrain situé en ville. |
| Pièces à joindre pour une demande de certificat d'urbanisme opérationnel [Art. R. 410-1 al 2 du code de l'urbanisme] | | |
| ❑ **CU2. Une note descriptive succincte** | Elle permet d'apprécier la nature et l'importance de l'opération. Elle peut comprendre des plans, des croquis, des photos. | Elle précise selon les cas :<br>- la description sommaire de l'opération projetée (construction, lotissement, camping, golf, aires de sport ...),<br>- la destination, la sous-destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière, s'il y a lieu ;<br>- la destination ou la sous-destination des bâtiments à conserver ou à démolir, s'il en existe. |
| S'il existe des constructions sur le terrain : | | |
| ❑ **CU3. Un plan du terrain, s'il existe des constructions.** | il est nécessaire lorsque des constructions existent déjà sur le terrain. Il permet de donner une vue d'ensemble. | Il doit seulement indiquer l'emplacement des bâtiments existants. |

*Arnaud RASIGADE*
*Sébastien GONTHIER*

Notaires

Notaires associés
14, avenue du 8 mai 1945
B.P. 18

**34120 PEZENAS**

**Téléphone : 04-67-98-14-83**
**Télécopie : 04-67-98-05-52**
**Email: etude.rasigade@notaires.fr**

Etude Fermée le samedi après-midi et le lundi

MAIRIE DE MEZE
SERVICE DE L'URBANISME

34140 MEZE

Pézenas, le 10 novembre 2021

Dossier suivi par
Caroline COSTES-RIC




**DUBOIS Marc / SCI BEL AVENIR**
**1004719** /AR /CRC /

**LR avec AR**

**Objet : Demande de certificat d'urbanisme**
CU 3415721V0418

Madame, Monsieur,

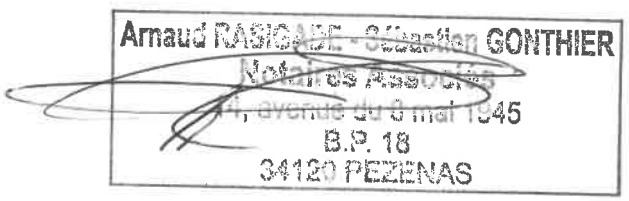
Je vous adresse sous ce pli une demande de certificat d'urbanisme relative à un immeuble situé à l'adresse suivante : Chemin des Costes, cadastré :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---|---|---|---|
| CA | 108 | Chemin des Costes | 00 ha 45 a 28 ca |

Vous voudrez bien m'accuser réception de ce document.

Veuillez croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma sincère considération.

Maître Arnaud RASIGADE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de l'urbanisme

# Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

(Article A 213.1 du Code de l'urbanisme)

cerfa N° 10072*02

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Déclaration d'intention d'aliéner un bien (1)** | ☒ | Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U) (articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme (2)) | ☒ |
| | | Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (articles L.212-1- et suivants du Code de l'urbanisme (3)) | ☐ |
| | | Compris dans une zone de préemption délimitée au titre des espaces naturels sensibles de départements (articles L. 142-1- et suivants du Code de l'urbanisme(4)) | ☐ |
| **Demande d'acquisition d'un bien (1)** | ☐ | Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (2) | ☐ |
| | | Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (3) | ☐ |

**Cadre réservé à l'administration**

| Date de réception | Numéro d'enregistrement | Prix moyen au m² |
|---|---|---|
| 02/03/2020 | 20 N0056 | |

## A. Propriétaire(s)

**Personne physique**

Nom, prénom

Profession (facultatif) (5) ..... (à renseigner selon la nomenclature INSEE)

**Personne morale**

Dénomination: BEL AVENIR

Forme juridique: Société civile immobilière

Nom, prénom du représentant: Marc-Antoine et Alexandre DUBOIS

**Adresse ou siège social (6)**

N° voie | Extension | Type de voie

Nom de voie: 871 chemin des Costes | Lieu-dit ou boite postale

Code postal: 34140 | Localité: MEZE (34140)

Si le bien est en indivision, indiquer le(s) nom(s) de l'(des) autres co-indivisaires et sa (leur) quote-part (7):

## B. Situation du bien (8)

**Adresse précise du bien**

N° voie | Extension | Type de voie

Nom de voie: Chemin des Costes | Lieu-dit ou boite postale

Code postal: 34140 | Localité: MEZE

**Superficie totale du bien**: 00ha 45a 28ca

**Références cadastrales de la ou les parcelles**

| Section | N° | Lieu-dit (quartier, arrondissement) | Superficie totale |
|---|---|---|---|
| | | Environ 3959 m² à prendre sur la parcelle (cf plan ci-joint) : | |
| CA | 108 | Chemin des Costes | 00 ha 45 a 28 ca |

Plan(s) cadastral(aux) joint(s) OUI ☒ NON ☐

## C. Désignation du bien

Immeuble: Non bâti ☐ Bâti sur terrain propre ☒ Bâti sur terrain d'autrui, dans ce cas indiquer nom et adresse du propriétaire ☐ :

Occupation du sol en superficie (m²)

| Terres | Prés | Vergers | Vignes | Bois | Landes |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| **Carrières** | **Eaux** | **Jardins** | **Terrains à bâtir** | **Terrains d'agrément** | **Sol** |
| | | | 3959 | | |

Bâtiments vendus en totalité (9) ☐

Surface construite au sol (m²) | Surface utile ou habitable (m²)

Nombre de Niveaux ☐ : Appartements ☐ : Autres locaux ☐ :

Vente en lot de volumes ☐

Locaux dans un bâtiment en copropriété (10) ☐

| N° du lot | Bâtiment | Etage | Quote-part des parties communes | Nature et surface utile ou habitable | | Le bâtiment est achevé depuis : | Plus de 4 ans | ☐ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Moins de 4 ans | ☐ |
| | | | | | | Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis : | Plus de 10 ans | ☐ |
| | | | | | | | Moins de 10 ans | ☐ |

En cas d'indivision, quote-part du bien vendu :

Droits sociaux (11)

Désignation de la société :

Désignation des droits :

Nature | Nombre | Numéro des parts

## D. Usage et occupation (12)

**Usage**

habitation ☐ professionnel ☐ mixte ☐ commercial ☐ agricole ☐ autre (préciser) : ☒ : TAB

**Occupation**

par le(s) propriétaire(s) ☐ par un (des) locataire(s) ☐ sans occupant ☒ autre (préciser) : ☐ :

***Le cas échéant, joindre un état locatif***

## E. Droits réels ou personnels

**Grevant les biens** OUI ☐ NON ☐

Préciser la nature | Indiquer si rente viagère antérieure :

## F. Modalités de la cession

**1 - Vente amiable**

Prix de vente ou évaluation (en lettres et en chiffres) DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE EUROS (270.000,00 EUR)

Dont éventuellement inclus :

Mobilier € | Cheptel € | Récoltes € | Autres €

Si vente indissociable d'autres biens

Adresse précise du bien (description à porter en annexe) :

**Modalités de paiement :**

comptant à la signature de l'acte authentique ☒ à terme (préciser) ☐

si commission, montant : ☒ 5.000,00 € par lot de terrain à bâtir créé sur le terrain vendu TTC ☐ HT ☒ A la charge de : Acquéreur ☒ vendeur ☐

Et minimum 10 % HT du prix d'acquisition du terrain

Désignation de la contrepartie de l'aliénation

Evaluation de la contrepartie

Rente viagère ☐

Montant annuel | Montant comptant

Bénéficiaire(s) de la rente

Droit d'usage et d'habitation (à préciser) ☐

Evaluation de l'usage ou de l'usufruit

Vente de la nue-propriété (à préciser) ☐

Echange ☐

Désignation des biens reçus en échange

Montant de la soulte le cas échéant | Propriétaires contre-échangistes

Apport en société ☐

Bénéficiaire | Estimation du bien apporté

Cession de tantième de terrains contre remise de locaux à construire ☐

Estimation du terrain | Estimation des locaux à remettre

Location-accession – Estimation de l'immeuble objet de la location-accession ☐

**2 – Adjudication (13)**

Volontaire ☐ Rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire ☐

Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage ☐

Date et lieu de l'adjudication | Montant de la mise à prix €

## G. Les soussignés déclarent :

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique 1

Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquérir les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués (14) ☐

A (ont) recherché un acquéreur disposé à acquérir les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués ☒

Nom, prénom de l'acquéreur (15) SAS HECTARE

Profession (facultatif)

**Adresse**

N° voie | Extension | Type de voie

Nom de voie clos des Chanterelles | Lieu-dit ou boite postale Rue du Romarin - BP 18

Code postal 34830 | Localité CLAPIERS (HÉRAULT)

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur (facultatif) (16)

Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F-2 des biens désignés à la rubrique C appartenant au(x) propriétaire(s) nommé(s) en A ☐

A Pézenas Le 27 février 2020 Signature et cachet s'il y a lieu

Arnaud RASIGADE - Sébastien CONTHIER
Avocats Associés
14, avenue du 8 mai 1945
B.P. 18
34120 PEZENAS

## H. Rubrique à remplir si le signataire n'est pas le propriétaire (17) :

Nom, prénom Maître Arnaud RASIGADE

Qualité

**Adresse**

N° voie 14 | Extension | Type de voie

Nom de voie Avenue du 8 mai 1945 | Lieu-dit ou boite postale 18

Code postal 34120 | Localité Pézenas

## I. Notification des décisions du titulaire du droit de préemption (18) :

Toutes les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption devront être notifiées :

A l'adresse du (des) propriétaire(s) mentionné(s) à la rubrique A ☐

A l'adresse du mandataire mentionnée à la rubrique H, adresse où le(s) propriétaire(s) a (ont) fait élection de domicile ☒

## J. Observations

L'Adjoint au Maire
D. RODRIGUEZ

## K. Cadre réservé au titulaire du droit de préemption :

DECISION DE LA COMMUNE

Je soussigné Daniel RODRIGUEZ Adjoint au Maire, Délégué à l'Urbanisme

Déclare que la commune de MEZE n'exercera pas son Droit de Préemption concernant la Déclaration d'Intention d'Aliéner n° 2020 0056

Fait à Meze, le 04/03/2020

VILLE de MEZE ★ Département de l'Hérault ★

VENTE SCI BEL AVENIR (Dubois) / HECTARE/1004225/AR/CRC/

Département :
HERAULT

Commune :
MEZE

Section : CA
Feuille : 000 CA 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 30/08/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

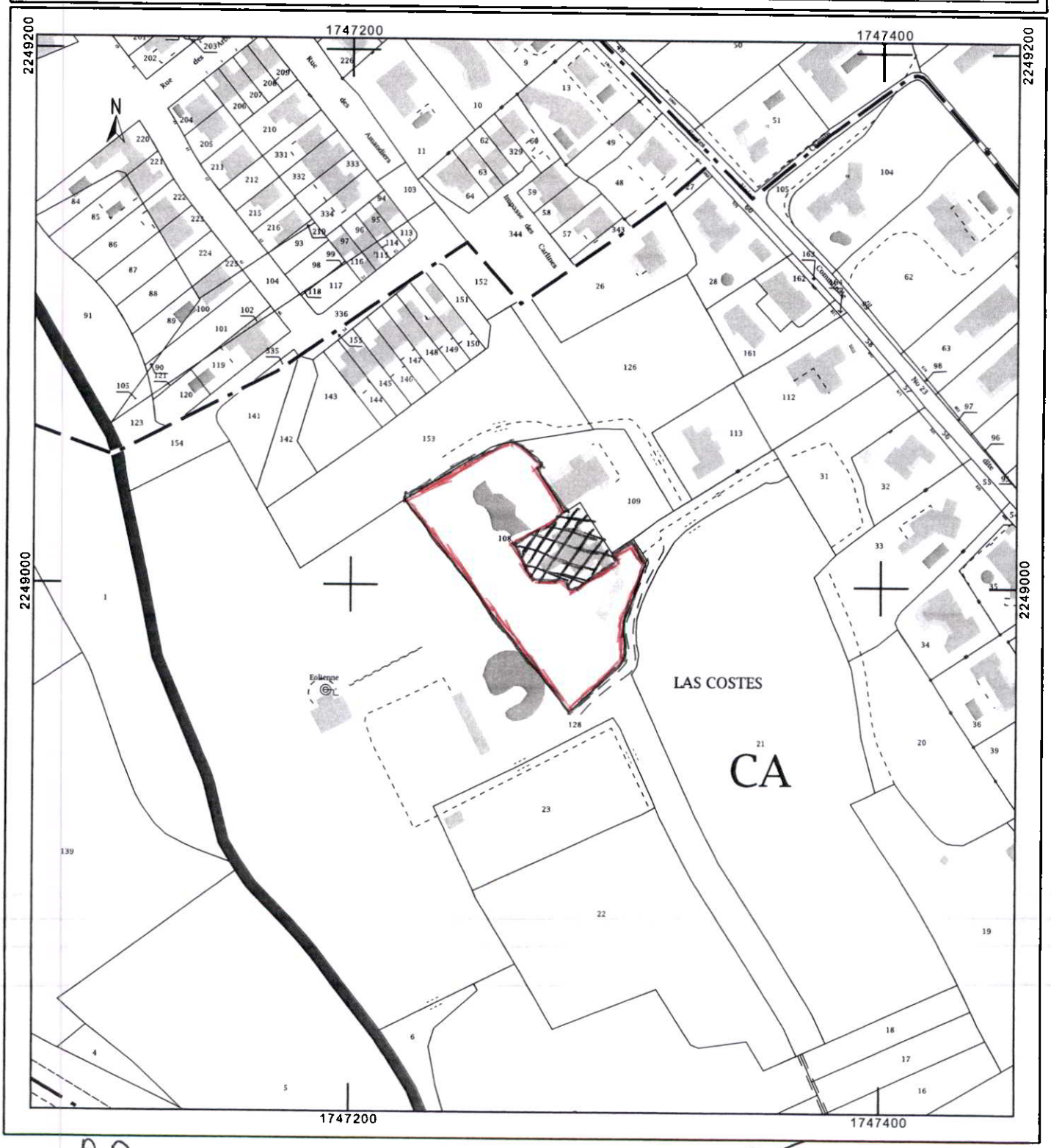
# DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr




AD MAD 80

# **Etat** des **risques** et **pollutions**

**aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués**

*1004225 /AR /CRC /*

**! Attention ...** s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en **annexe** d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° **2006-01-219** du **01/02/2006** mis à jour le **27/06/2012**

**Adresse de l'immeuble** code postal **ou** Insee **commune**

## Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **N** [1] **oui** ☒ **non** ☐

**prescrit** ☐ **anticipé** ☐ **approuvé** ☒ **date 25/01/2012**

[1] **Si oui**, les risques naturels pris en considération sont liés à :

Inondations ☒ autres ☐

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN [2] **oui** ☐ **non** ☒

[2] **Si oui**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** ☐ **non** ☐

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR **N** [1] **oui** ☐ **non** ☒

**prescrit** ☐ **anticipé** ☐ **approuvé** ☐ **date**

[1] **Si oui**, les risques naturels pris en considération sont liés à :

Inondations ☐ autres ☐

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN [2] **oui** ☐ **non** ☐

[2] **Si oui**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** ☐ **non** ☐

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **M** [3] **oui** ☐ **non** ☒

**prescrit** ☐ **anticipé** ☐ **approuvé** ☐ **date**

[3] **Si oui**, les risques naturels pris en considération sont liés à :

mouvement de terrain ☐ autres

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM [4] **oui** ☐ **non** ☒

[4] **Si oui**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** ☐ **non** ☐

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR **T prescrit** et **non encore approuvé** [5] **oui** ☐ **non** ☒

[5] **Si oui**, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à

effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet de surpression ☐

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR **T approuvé** **oui** ☐ **non** ☒

> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement **oui** ☐ **non** ☐

> L'immeuble est situé en zone de prescription [6] **oui** ☐ **non** ☐

[6] **Si la transaction concerne un logement,** les travaux prescrits ont été réalisés **oui** ☐ **non** ☐

[6] **Si la transaction ne concerne pas un logement**, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location. **oui** ☐ **non** ☐

## Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en

| **zone 1** ☐ | **zone 2** ☒ | **zone 3** ☐ | **zone 4** ☐ | **zone 5** ☐ |
|---|---|---|---|---|
| très faible | faible | modérée | moyenne | forte |

## Situation de l'immeuble au regard du zonage règlementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3 **oui** ☐ **non** ☒

## Information relative à la pollution des sols

> Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (**SIS**) **oui** ☐ **non** ☒

## Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

*catastrophe naturelle minière ou technologique

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente **oui** ☒ **non** ☐

## Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

| **vendeur** / bailleur | date / Lieu | **acquéreur** / locataire |
|---|---|---|
| **Bel avenir** | | **SAS HECTARE** |

**10 novembre 2021** / **Pézenas**

information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols,
pour en savoir plus... consultez le site Internet :
**www.georisques.gouv.fr**

# Information des Acquéreurs et des Locataires
IAL

## Qui, quand et comment
remplir l'état des risques et pollutions ?

### Quelles sont les personnes concernées ?
• Au terme des articles L.125-5, L.125-6 et L.125-7 et R.125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, des risques et des pollutions auxquels ce bien est exposé.
Un état des risques et pollutions, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

### Quand faut-il établir un état des risques et pollutions ?
• L'état des risques et pollutions est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente.

### Quel est le champ d'application de cette obligation ?
• Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers résiduels approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement ;
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques, d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou de risques miniers résiduels prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement ;
5. dans un secteur d'information sur les sols ;
6. dans une commune à potentiel radon de niveau 3.

**NB** : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

### Quels sont les documents de référence ?
• Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :

- la liste des terrains présentant une pollution ;
- la liste des risques à prendre en compte ;
- la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.

• L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :

1. la note de présentation du ou des plans de prévention ainsi que des secteurs concernés, excepté pour les plans de prévention des risques technologiques ;
2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les secteurs d'information sur les sols, les zones exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;
3. le règlement des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;
4. le zonage réglementaire de sismicité : 2, 3, 4 ou 5 défini par décret ;
5. le zonage réglementaire à potentiel radon défini par décret.

## Où consulter ces documents ?

• Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.
• L'arrêté est affiché règlementairement en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
• Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
• Les arrêtés sont mis à jour :

- lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques naturels, miniers ou technologiques, de modifications relatives à la sismicité ou au potentiel radon et lors de la révision annuelle des secteurs d'information sur les sols ;
- lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
- lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, du potentiel radon, des secteurs d'information sur les sols, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune.

• Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Ils sont directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

## Qui établit l'état des risques et pollutions ?

• L'état des risques et pollutions est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
• Il doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
• Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-location, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des co-locataires .

## Quelles informations doivent figurer ?

• L'état des risques et pollutions mentionne la sismicité, le potentiel radon, l'inscription dans un secteur d'information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, appliqués par anticipation ou approuvés.
• Il mentionne si l'information relative à l'indemnisation post catastrophes et/ou celles spécifiques aux biens en dehors des logements, est mentionnée dans le contrat de vente ou de location.
• Il mentionne aussi la réalisation ou non des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.
• Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard des secteurs d'information des sols et des zonages règlementaires vis-à-vis des risques.
• Pour les biens autres que les logements concernés par un plan de prévention des risques technologiques, il est accompagné, en application de l'article R.125-26 et lorsque celle-ci a été reçue par le vendeur ou le bailleur, de l'information sur le type de risques auxquels le bien est soumis, ainsi que la gravité, la probabilité et la cinétique de ces risques.

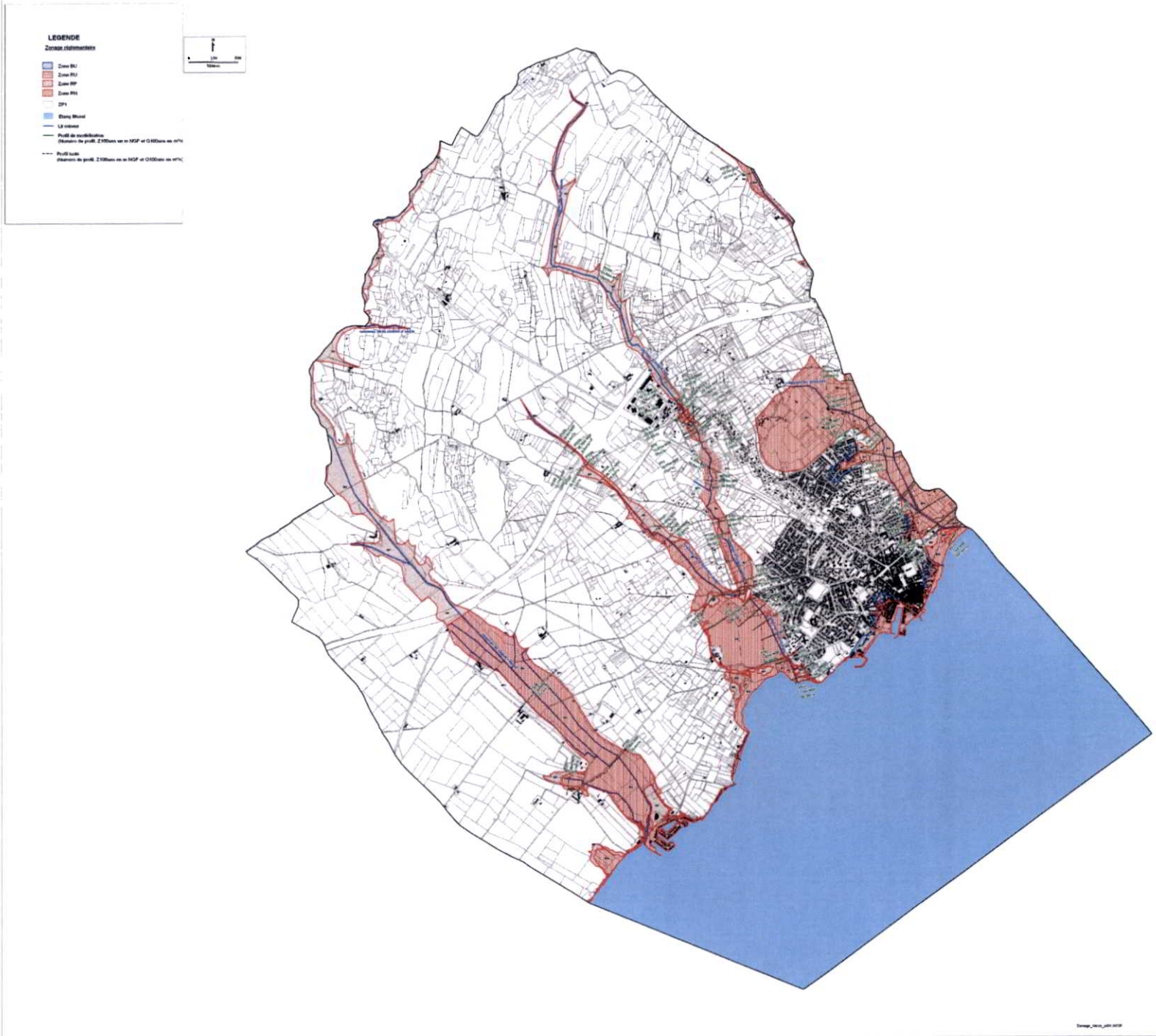
## Comment remplir l'état des risques et pollutions ?

• Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence et d'autre part, le compléter des cartographies et des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnisés, prescription et réalisation de travaux.

## Faut-il conserver une copie de l'état des risques et pollutions ?

• Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des risques et pollutions, daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail.

information sur les risques majeurs et les pollutions... pour en savoir plus, consultez :
**www.georisques.gouv.fr**




Réunion
Département des Territoires et de la Mer de l'Hérault

Service Eau et Risques

# Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation

Bassin Versant de
L'ETANG DE THAU

**Commune de MEZE**

**3- CARTE DE ZONAGE REGLEMENTAIRE**

Planche 1/3

Echelle : 1/12 500e

| Procédure | Prescription | Enquête Publique | Approbation |
|---|---|---|---|
| Elaboration | 12/09/2007 | 04/04/11 au 20/05/11 | 25/01/2012 |

Zonage_vecto_pdm.WOR

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet de l'Hérault

# Commune de MEZE

## Informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

### 1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2006-01-219 du 01 Février 2006 mis à jour le AP n°2012-0I-1425-92 du 27 Juin 2012

### 2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [ PPRn ]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n — **oui** X — **non**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **PPR APPROUVE** | date | **25 Janvier 2012** | aléa | **Inondation** |
| | date | | aléa | |
| | date | | aléa | |
| | date | | aléa | |
| | date | | aléa | |

Les documents de référence sont :

| | |
|---|---|
| Carte de zonage règlementaire – Rapport de présentation et règlement du PPRI approuvé | Consultable sur Internet X |
| | Consultable sur Internet |
| | Consultable sur Internet |

### 3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [ PPR t ]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t — **oui** — **non** X

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | date | | effet | |
| | date | | effet | |
| | date | | effet | |

Les documents de référence sont :

| | |
|---|---|
| | Consultable sur Internet |
| | Consultable sur Internet |
| | Consultable sur Internet |

### 4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

| | Forte | Moyenne | Modérée | Faible | Très faible |
|---|---|---|---|---|---|
| La commune est située dans une zone de sismicité | zone **5** | zone **4** | zone **3** | zone **2** X | Zone **1** |

## pièces jointes

### 5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Carte de zonage règlementaire

### 6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »

Date 27 Juin 2012 — Le préfet de département

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'HERAULT

**ARRETE n° 2012-01-1425-92**

# ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat
dans le département

**COMMUNE DE MEZE**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2012-475 du 12 octobre 2012 modifiant l'article R125-24 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'ajouter, au dossier communal d'information, le règlement du plan de prévention des risques naturels (PPRN) approuvé.

**A R R Ê T E** :

**ARTICLE 1** :

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur le territoire de la commune sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la mention des risques naturels et des risques technologiques pris en compte,
- l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer (note de présentation et règlement des PPRN approuvés, documents graphiques des PPRN approuvés)

Ce dossier est librement consultable en préfecture, sous-préfectures et mairie.

Il est accessible sur le site Internet de la préfecture à l'adresse http://www.herault.pref.gouv.fr/

**ARTICLE 2** :

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** :

Un exemplaire du présent arrêté et du dossier d'information est adressé au maire et à la chambre départementale des notaires.
Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités et de sa consultation sera annexé dans un journal diffusé dans le département

**ARTICLE 4**:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

**ARTICLE 5**:

Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements, la directrice départementale des territoires et de la mer et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 juin 2012

*Le secrétaire général chargé*
*de l'administration de l'Etat dans le département*

*Alain ROUSSEAU*

Assainissement - Réhabilitation de sites - Géologie - Géotechnique

# *DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT*

## *Commune de MEZE*

***Lieu-dit « Les Costes »***

# *Parcelles CA 108p, 126 et 170*
## *Avis sur la sensibilité des sols au risque retrait-gonflement*
## *Loi ÉLAN*
## *Étude G1 ES et PGC*
## *Norme NF P 94-500 11/2013*

***Octobre 2021***

ARGEO
161, rue du Levant - 30420 Calvisson
Tél : 04.66.01.97.88 - Fax : 04.66.01.97.54 -
E-Mail : contact@argeo.fr
Site : www.argeo.fr

# SOMMAIRE

**1-INTRODUCTION.....3**

**2- SITUATION ET CONTEXTE GÉOLOGIQUE.....3**

**2.1 Situation géographique.....3**

**2.2 Situation cadastrale.....4**

**2.3 Contexte géologique.....4**

**3- RÉSULTATS DES SONDAGES.....5**

**4 – ANALYSE EN LABORATOIRE.....5**

**4.1 Classification du matériau.....5**

**4.2 Conclusions.....7**

# 1-INTRODUCTION

Dans le cadre de la vente de parcelles constructibles sur la commune de Mèze dans le département de l'Hérault, nous avons réalisé une étude géotechnique du site, avec comme objectif de vérifier la présence de sols argileux ou non et de vérifier si ces sols appartenaient à l'ensemble des « argiles gonflantes ».

Cette prestation correspond à une étude géotechnique préalable type G1, phase d'étude de site et phase principes généraux de construction (Norme NF P 94 – 500 de Novembre 2013).

Pour cette mission, nous avons réalisé des sondages à la pelle mécanique, complétés par des observations géologiques de surface et des recherches bibliographiques. Ces sondages nous ont permis de connaître la nature et l'organisation spatiale des sols ainsi que la présence éventuelle d'une nappe superficielle. Le but étant également d'effectuer si besoin la prise d'échantillons de sols représentatifs pour analyses en laboratoire. En fonction de la classification GTR obtenue de ces sols, on peut vérifier si la sous-classe déterminée correspond à des sols argileux et dans l'affirmative, s'ils appartiennent à la sous-classe des « argiles gonflantes ».

Ce rapport reste un document de description géologique et lithologique du site, avec un avis sur les comportements géotechniques prévisibles, mais ne constitue en aucun cas une étude géotechnique spécifique de fondations en ce qui concerne les futurs maisons.

Cette étude a été réalisé à la demande des propriétaires des terrains.

# 2- SITUATION ET CONTEXTE GÉOLOGIQUE

***(Voir Plan de situation générale, Plan de situation cadastrale et Extrait de la carte géologique du BRGM en annexe).***

## 2.1 Situation géographique

Le terrain objet de l'étude est situé à environ 2,5 kilomètres au Nord-Ouest du centre ville de Mèze et plus précisément au lieu-dit « Les Costes » (voir plan de situation en annexe).

## 2.2 Situation cadastrale

D'un point de vue cadastral, il s'agit des parcelles 108p, 126 et 170 de la section CA présentant une surface totale d'environ 1 hectare.

La parcelle 126 surplombe l'ensemble des autres parcelles. Cette parcelle est actuellement enherbée avec de nombreux arbres et arbustes et en pente générale vers le Sud-Ouest.

Une habitation existante est implantée sur la parcelle 108. La présente étude concerne la partie jardin de cette habitation, actuellement enherbée avec également quelques arbres et arbustes ainsi qu'une grande piscine.

## 2.3 Contexte géologique

D'un point de vue géologique, nous sommes situés à la limite entre des formations datant du Miocène et des formations plus récentes du Quaternaire.

Le Miocène sera ici représenté par une molasse marneuse à marno-sableuse avec présence de niveaux calcaires et de grès indurés. Le Quaternaire correspond à des dépôts fluvio-lacustres et lagunaires composés de vases et de limons très fin.

En sondage nous rencontrons plutôt les dépôts Miocène.

D'un point de vue hydrogéologique, la présence d'eau dans les couches Miocènes reste possible mais assez aléatoire car ce sont des formations composées essentiellement de marnes qui sont des milieux assez imperméables et possédant peu de capacités aquifères. Seuls les niveaux ou lentilles plus sableuses ou graveleuses peuvent contenir des petites nappes, souvent sans liaisons entre elles.

**Au regard de la carte « géorisques » du BRGM concernant la problématique liée aux argiles gonflantes, la zone d'étude est classée en zone d'aléa moyen** comme visible sur l'extrait de carte fournis en annexe de ce rapport.
La classification GTR déterminée permettra donc de vérifier où se placent ces argiles du point de vue risques au retrait-gonflement (voir chapitre analyse laboratoire).

# 3- RÉSULTATS DES SONDAGES

(Logs lithologiques et plan d'implantation fournis en annexe)

Les sondages F1 à F4 réalisés à la pelle mécanique ainsi que nos relevés géologiques de surfaces, ont révélé sous 0,20 mètre de terre végétale, des limons sablo-argileux fins marron clair à jaune, d'aspect sec et compact et ce jusqu'à 0,80 m/TN (TN : Terrain Naturel actuel) en moyenne. Ensuite nous rencontrons la molasse marno-sableuse, de plus en plus compact en profondeur présentant un débit en cailloutis friables. Cette molasse nous a imposé des difficultés de terrassement du fait de sa compacité vers 1,50 m/TN, fin du sondage.

Les sondages F5 à F7 ont quand à eux révélé sous 0,20 mètre de terre végétale, également des limons sablo-argileux, d'aspect plus sableux que sur F1 à F4, d'aspect sec et compact et ce jusqu'à 1,20 m/TN. Ensuite ces sols deviennent plus sableux et moins compact et ce jusqu'à 2,00 m/TN.

Le sondage F7 s'est cependant révélé plus argileux en profondeur.

Lors de notre intervention (octobre 2021), aucun niveau d'eau, ni trace d'hydromorphie n'ont été observé en sondage.

# 4 – ANALYSE EN LABORATOIRE

## 4.1 Classification du matériau

Afin de déterminer la classification GTR des sols et leur éventuelle sensibilité aux phénomènes d'argiles gonflantes, nous avons réalisé une analyse en laboratoire sur un échantillon représentatif des sols de surface au niveau de la parcelle 126, soit en position haute de la propriété (horizon entre 0,60 et 0,90 m/TN).

**<u>Sondages F4 :</u>**

- **Teneur en eau naturelle : $W_{nat}$ = 14,6 %**
- Analyse granulométrique **: % inférieur à 20 mm = 100 %**
- Analyse granulométrique : **% inférieur à 2 mm = 100 %**
- Analyse granulométrique : **% inférieur à 1 mm = 99 %**
- Analyse granulométrique : **% inférieur à 0,5 mm = 99 %**

- Analyse granulométrique : **% inférieur à 0,25 mm = 98 %**
- Analyse granulométrique **: % inférieur à 0,08 mm = 76,2 %**
- Analyse granulométrique **: % inférieur à 0,063 mm = 75 %**
- **Valeur au bleu de méthylène : VBS = 2,84**

**Classification des matériaux : Classe A et sous classe $A_2$**

Il s'agit de sols limono-argileux fins et plastiques. Les matériaux de cette sous-classe se prêtent à l'emploi de la plus large gamme d'outils de terrassement quand la teneur en eau n'est pas trop élevée, ce qui n'est pas le cas actuellement.

L'essai de poinçonnement réalisé sur cet échantillon, a fourni un indice **IPI de 33 soit très élevé**, ce qui détermine pour ce type de matériau **$A_2$** un état hydrique théorique **« sec** » à « **très sec** ».

- Classification finale : **$A_2$S à TS**

**Les sols $A_2$ sont des sols limono-argileux. Le caractère marneux et le résultat obtenu en VBS proche de 3 (2,84), font que ces matériaux se rapprochent de sols de sous-classe $A_3$ et les place donc au sein de la zone des sols sensibles au phénomène de retrait-gonflement (argiles gonflantes).**

**Cependant, la partie Sud du terrain, soit la parcelle 108p, de part sa nature plus sableuse, ne sera pas concernée par ce phénomène de retrait-gonflement des argiles.**

## 4.2 Conclusions

**Nous distinguerons 2 zones différentes :**

- **La première zone, en partie basse, soit au niveau des parcelles 108p et 165 à 169, ayant révélée des sols sableux, et donc non sensible au retrait-gonflement des argiles.**

- **La seconde, en partie haute, soit au niveau des parcelles 126 et 170, où l'analyse en laboratoire a mis en évidence des sols appartenant à des matériaux à caractère argileux de type $A_2$ proche $A_3$, susceptibles d'être sensible au phénomène de retrait-gonflement des argiles.**

Cet état de fait nécessite pour cette zone la mise en œuvre pour les futurs acquéreurs des lots situés sur ce type de sol, des dispositions prévues à l'article 2 de l'arrêté du 22 juillet 2020 (Loi Élan).

Cela signifie qu'une **étude géotechnique G2 AVP devra être mise en œuvre afin d'adapter les futures fondations aux conditions du terrain.**

Les principes généraux de constructions qui seront indiqués dans cette future étude G2 AVP, seront par exemple du type :

➢ Base des fondations à un niveau où les agents climatiques n'ont plus d'influence (pluie, sécheresse, etc.). La base des fondations dépendra également du type d'ouvrage (RdC, R+1, R+2, etc.).

➢ Protection de la zone d'influence des fondations par un trottoir ou terrasse permettant l'éloignement des ruissellements et la collecte des eaux issues des surfaces imperméabilisées vers un exutoire et/ou réseau d'eau pluvial.

➢ Toute végétation devra être plantée à minimum 1,5 fois la hauteur à maturité du végétal choisi, des fondations.

Nous restons à la disposition des concepteurs du projet pour tout renseignement complémentaire.

| | |
|---|---|
| Antoine Pfister<br>Ingénieur géologue | Olivier Martin<br>Ingénieur géologue<br>Directeur |

# ANNEXES

## PLAN DE SITUATION GÉNÉRALE

## EXTRAIT CARTE GÉOLOGIQUE DU BRGM

## EXTRAIT CARTE ALÉAS ARGILES GONFLANTES DU BRGM

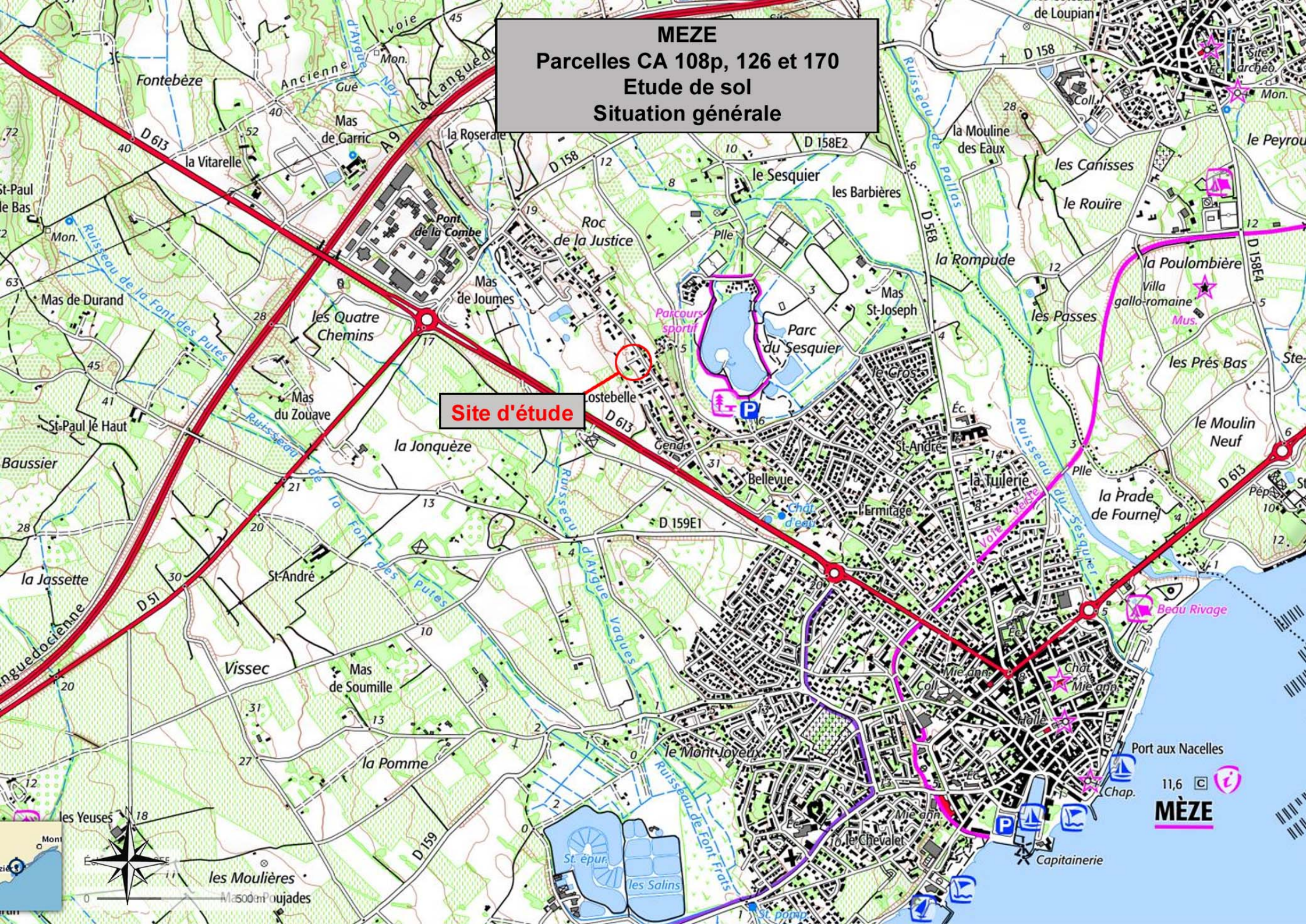
## PLAN DE SITUATION CADASTRALE

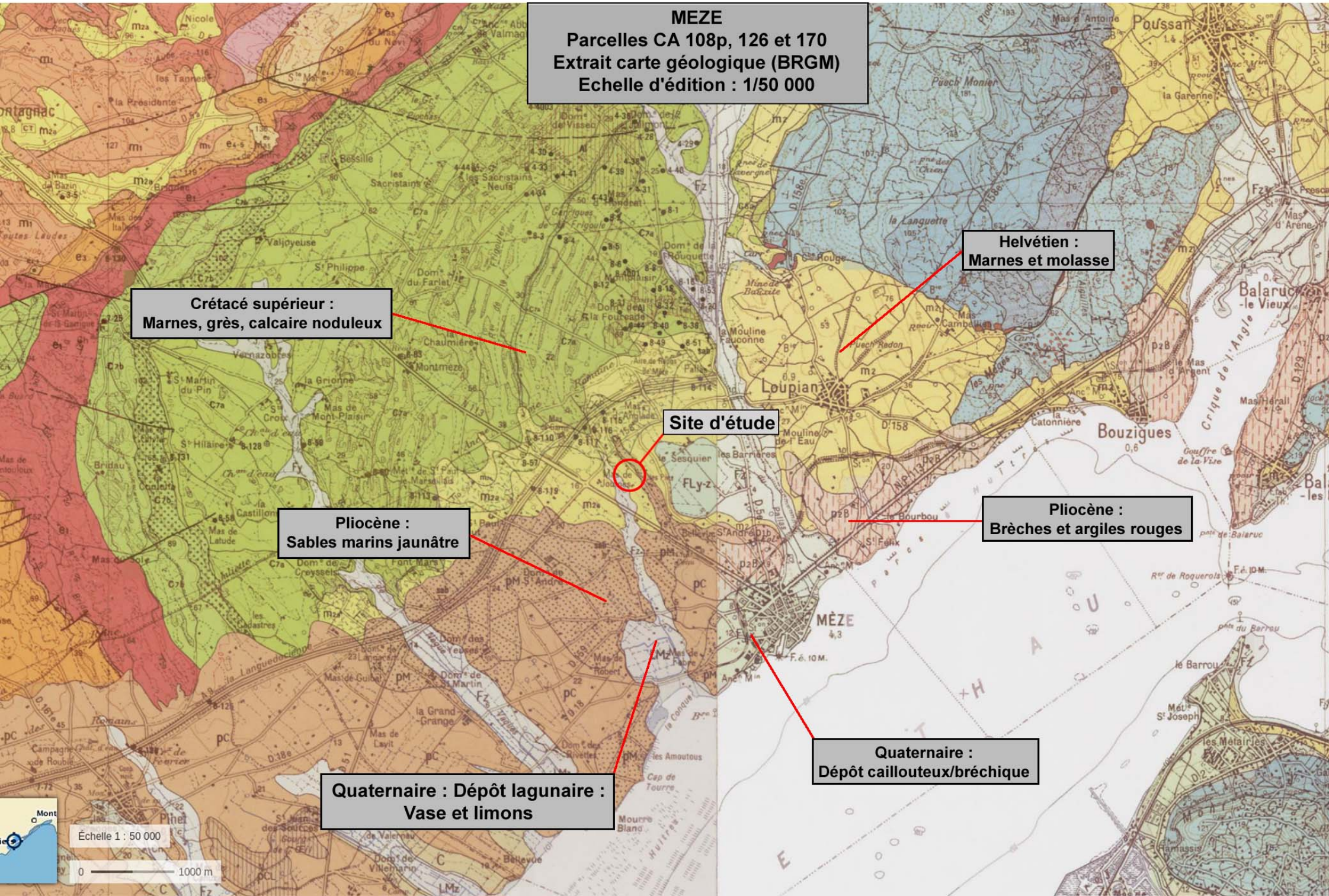
## VUES AÉRIENNES

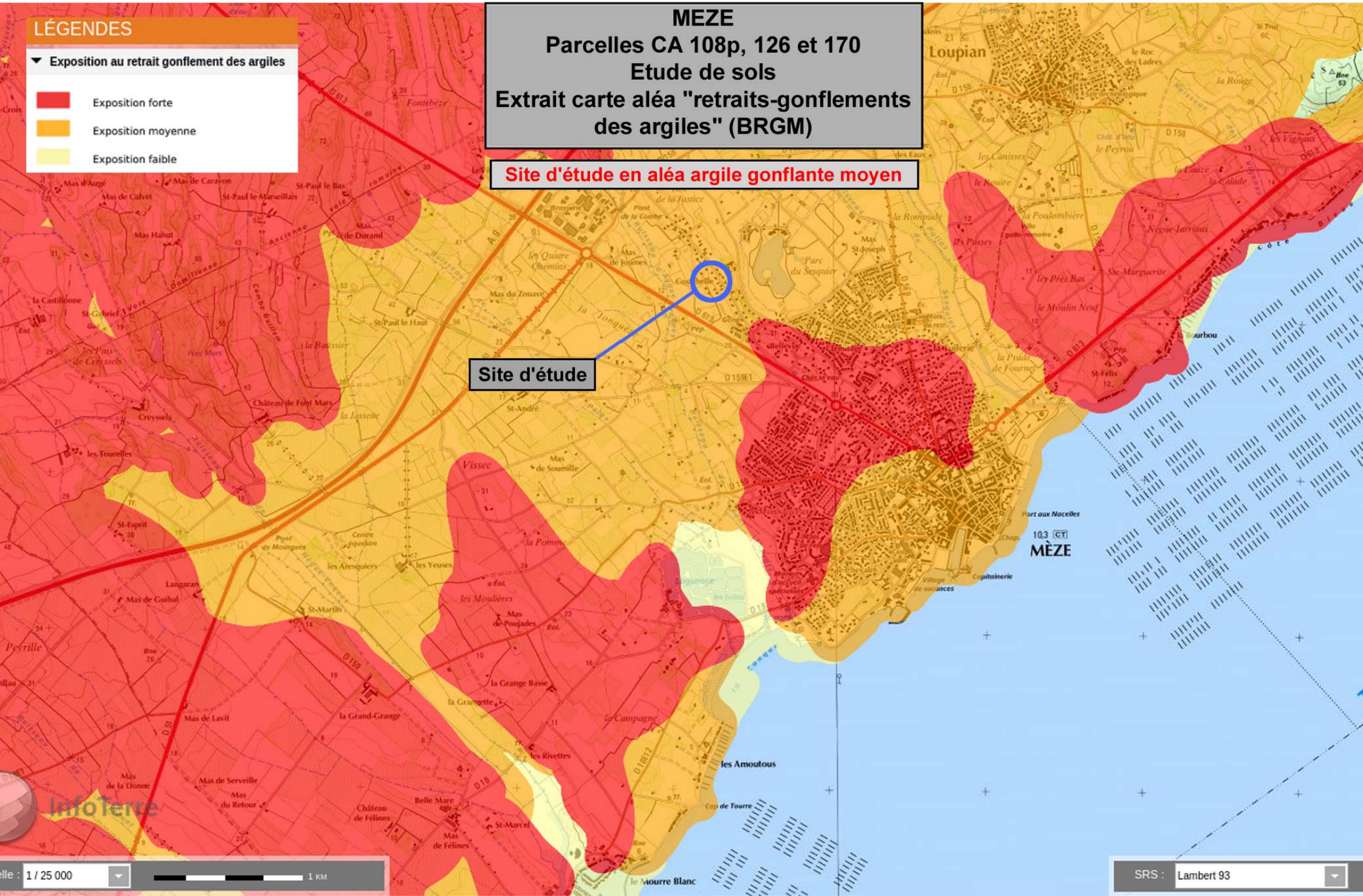
## PLAN D'IMPLANTATION DES SONDAGES

## COUPES LITHOLOGIQUES

## ANALYSE EN LABORATOIRE


MEZE
Parcelles CA 108p, 126 et 170
Etude de sol
Situation générale
Site d'étude
Fontebèze
Ancienne Gué d'Aygue Nay
la Languedocienne
Mas de Garric
la Vitarelle
Pont de la Combe
la Roserale
le Sesquier
les Barbières
Roc de la Justice
Mas de Joumes
Parcours sportif
Parc du Sesquier
Mas St-Joseph
la Rompude
la Mouline des Eaux
les Canisses
le Rouïre
la Poulombière
Villa gallo-romaine
les Passes
les Prés Bas
le Moulin Neuf
la Prade de Fournel
la Tuilerie
St-André
Bellevue
Ermitage
le Cros
Lostebelle
Gend.
Mas de Durand
St-Paul le Haut
Baussier
les Quatre Chemins
Mas du Zouave
la Jonquèze
la Jassette
St-André
Vissec
Mas de Soumille
la Pomme
le Mont-Joyeux
les Yeuses
les Moulières
les Salins
le Chevalet
Capitainerie
Port aux Nacelles
Beau Rivage
MÈZE
Ruisseau de la Font des Putes
Ruisseau d'Aygue Vaques
Ruisseau de Font Frais
Ruisseau de Pallas
Ruisseau du Sesquier
Voie Verte
D 613
D 158
D 158E2
D 5E8
D 158E4
D 159E1
D 51
D 159
A 9
0
500 m


MEZE
Parcelles CA 108p, 126 et 170
Extrait carte géologique (BRGM)
Echelle d'édition : 1/50 000
Crétacé supérieur :
Marnes, grès, calcaire noduleux
Helvétien :
Marnes et molasse
Site d'étude
Pliocène :
Sables marins jaunâtre
Pliocène :
Brèches et argiles rouges
Quaternaire :
Dépôt caillouteux/bréchique
Quaternaire : Dépôt lagunaire :
Vase et limons
Loupian
Bouzigues
MÈZE
Balaruc-le Vieux
Poussan
Échelle 1 : 50 000
0
1000 m


MEZE
Parcelles CA 108p, 126 et 170
Etude de sols
Extrait carte aléa "retraits-gonflements des argiles" (BRGM)
Site d'étude en aléa argile gonflante moyen
Site d'étude
LÉGENDES
Exposition au retrait gonflement des argiles
Exposition forte
Exposition moyenne
Exposition faible
MÈZE
Loupian
les Amoutous
1 / 25 000
1 KM
SRS : Lambert 93

Département :
HERAULT

Commune :
MEZE

Section : CA
Feuille : 000 CA 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 28/10/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

---

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

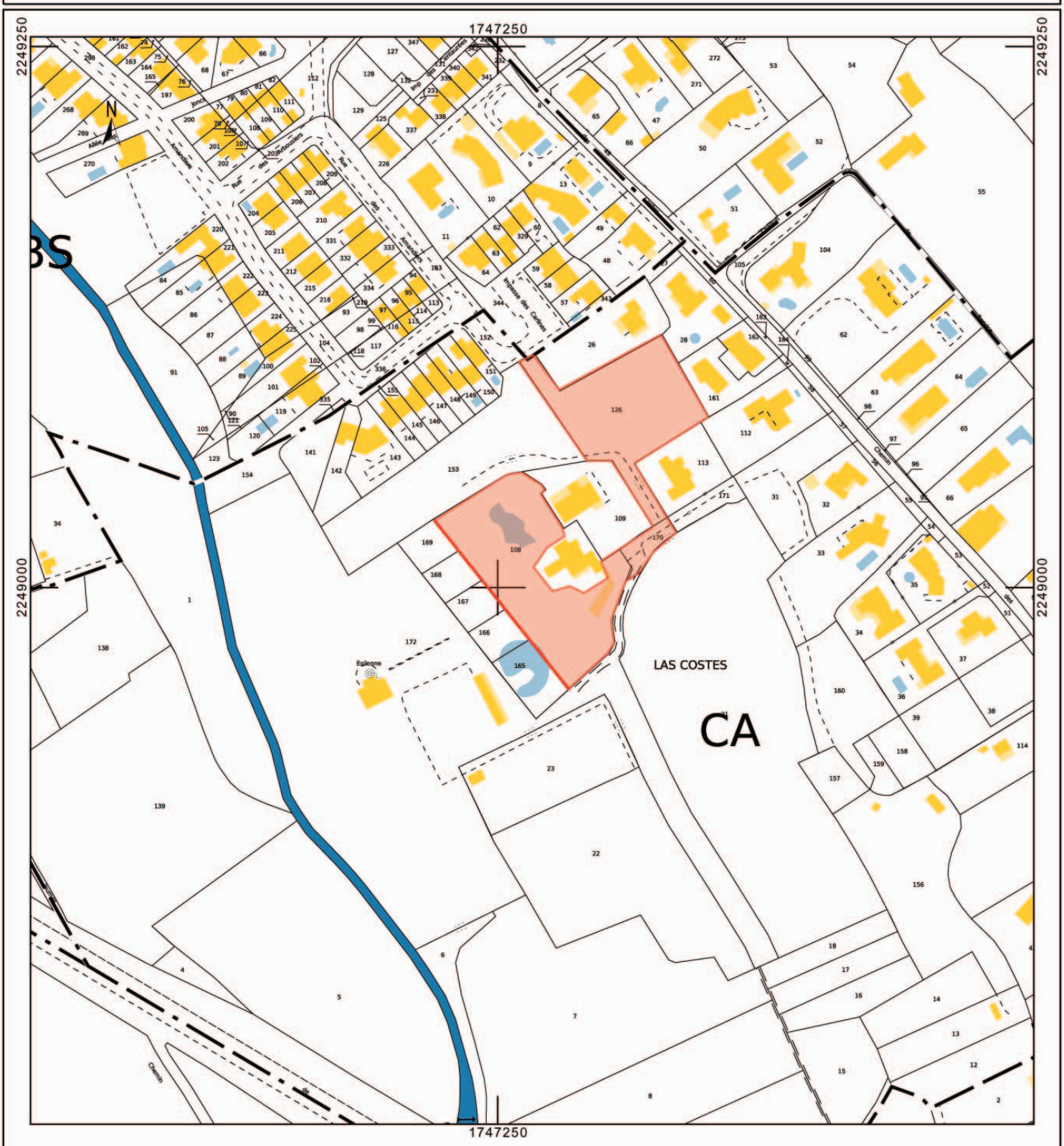
---

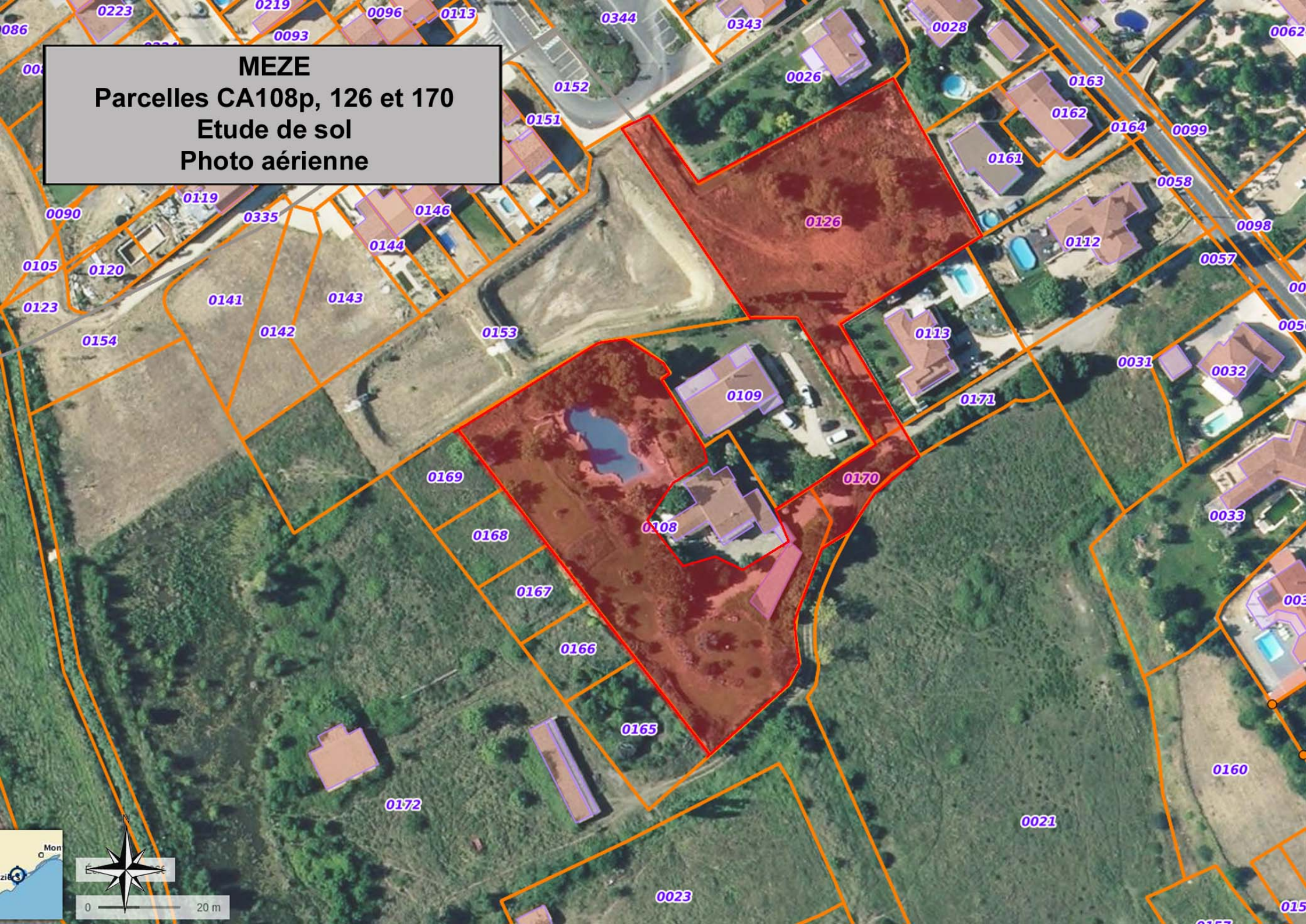
# MEZE
# Parcelles CA 108p, 126 et 170
# Etude de sol
# Situation cadastrale
# Echelle 1/2500

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr




MEZE
Parcelles CA108p, 126 et 170
Etude de sol
Photo aérienne
0223
0219
0096
0113
0344
0343
0028
0086
0093
0152
0026
0163
0162
0164
0099
0151
0161
0058
0119
0146
0335
0126
0098
0090
0144
0112
0105
0120
0057
0141
0143
0123
0142
0153
0113
0154
0031
0032
0109
0171
0169
0170
0108
0033
0168
0167
0166
0165
0160
0172
0021
0023
N
0
20 m

Département :
HERAULT

Commune :
MEZE

Section : CA
Feuille : 000 CA 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/650

Date d'édition : 28/10/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

---

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

---

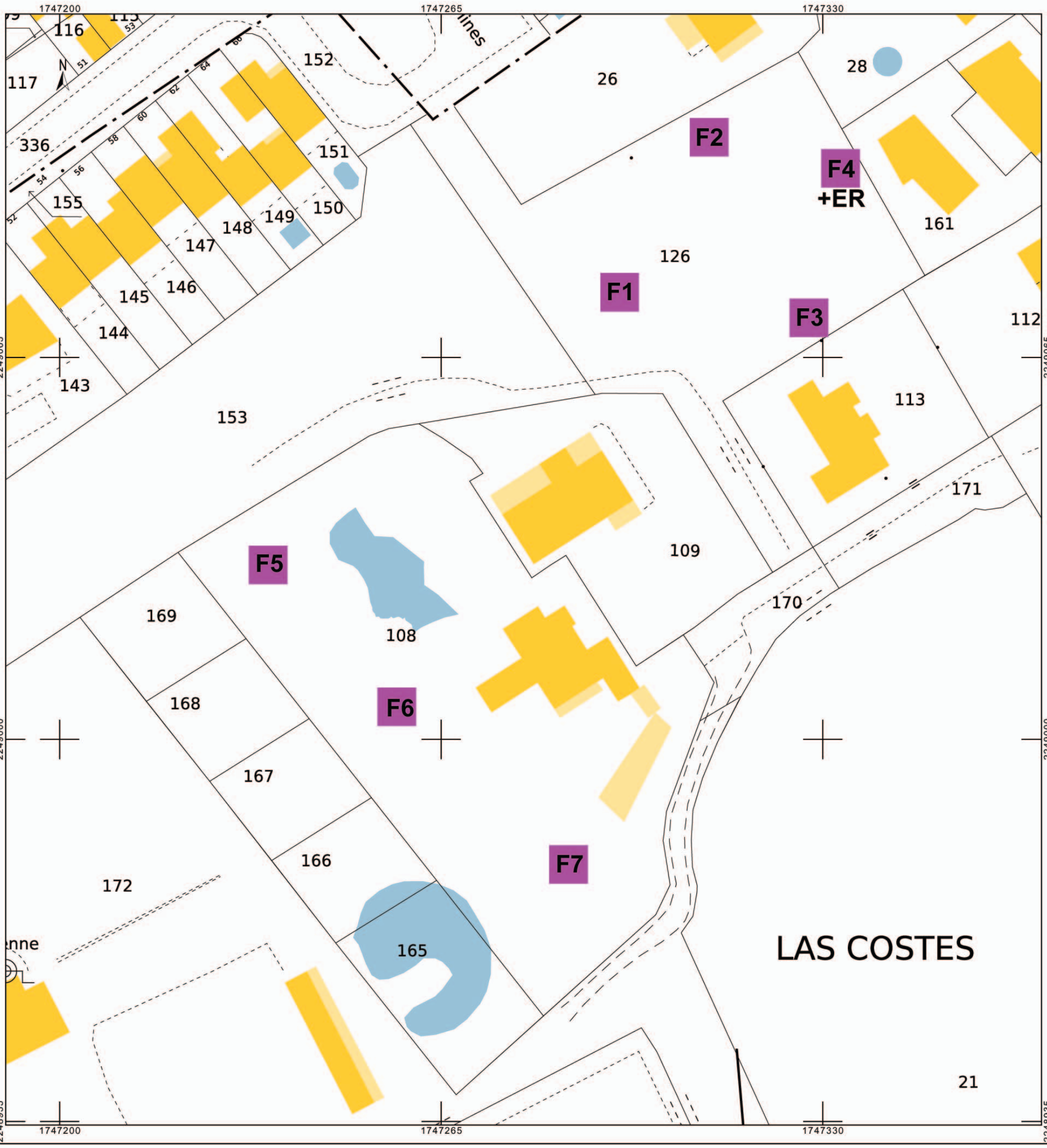
# MEZE
# Parcelles CA 108p, 126 et 170
# Etude de sol
# Echelle 1/650

**F : Sondage au tractopelle**
**ER : Echantillon Remanié**

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



argéo

MEZE
Parcelles CA 108p, 126 et 170
Avis géologique générale
F1

ECH:1/20

| Prof. en m | ? | Coupe Lithologique | observations |
|---|---|---|---|
| 0 | 0 | | |
| | | Terre Végétale | |
| 0.5 | 0.2 / 0.4 | Limons sablo-argileux fin marron clair à jaune<br>Aspect sec et compact | |
| 1 | 0.6 / 0.8 / 1 / 1.2 / 1.4 | Molasse marno-sableuse marron jaune moucheté gris<br>Aspect de + en + compact<br>Débit en cailloutis | Eau néant<br>Difficulté pelle mécanique |
| 1.5 | 1.6 / 1.8 / 2 / 2.2 / 2.4 | | |
| 2 | | | |
| 2.5 | 2.6 / 2.8 / 3 / 3.2 / 3.4 | | |
| 3 | | | |
| 3.5 | 3.6 / 3.8 | | |
| 4 | | | |

OBSERVATIONS:
Sondage exécuté à la pelle mécanique

argéo

# MEZE
## Parcelles CA 108p, 126 et 170
## Avis géologique générale
## F2

ECH 1/20

| Prof. en m | ? | Coupe Lithologique | observations |
|---|---|---|---|
| 0 – 0.5 | 0 – 0.8 | Terre Végétale | |
| 0.5 – 1 | 0.8 – 1.6 | Limons sablo-argileux fin marron clair à jaune<br>Aspect sec et compact | |
| 1 – 2 | 1.6 – 3.2 | Molasse marno-sableuse marron jaune moucheté gris<br>Aspect de + en + compact<br>Débit en cailloutis | Eau néant<br>Difficulté pelle mécanique |
| 2 – 4 | 3.2 – 3.8 | | |

ELODIE - Universal Logger 1.03

OBSERVATIONS:
Sondage exécuté à la pelle mécanique

aRgéo

MEZE
Parcelles CA 108p, 126 et 170
Avis géologique générale
F3

ECH 1/20

| Prof. en m | ? | Coupe Lithologique | observations |
|---|---|---|---|
| 0 | 0 | Terre Végétale | |
| 0.5 | 0.2 | | |
| | 0.4 | Limons sablo-argileux fin marron clair à jaune<br>Aspect sec et compact | |
| 1 | 0.6 | | |
| | 0.8 | | |
| | 1 | Molasse marno-sableuse marron jaune moucheté gris<br>Aspect de + en + compact<br>Débit en cailloutis | Eau néant<br>Difficulté pelle mécanique |
| 1.5 | 1.2 | | |
| | 1.4 | | |
| | 1.6 | | |
| 2 | 1.8 | | |
| | 2 | | |
| | 2.2 | | |
| 2.5 | 2.4 | | |
| | 2.6 | | |
| | 2.8 | | |
| 3 | 3 | | |
| | 3.2 | | |
| | 3.4 | | |
| 3.5 | 3.6 | | |
| | 3.8 | | |
| 4 | | | |

ELODIE - Universal Logger 1.03

OBSERVATIONS:
Sondage exécuté à la pelle mécanique

argéo

MEZE
Parcelles CA 108p, 126 et 170
Avis géologique générale
F4

ECH:1/20

| Prof. en m | ? | Coupe Lithologique | observations |
|---|---|---|---|
| 0 | 0 | | |
| | | Terre Végétale | |
| 0.5 | 0.2 / 0.4 | Limons sablo-argileux fin marron clair à jaune<br>Aspect sec et compact | |
| | 0.6 / 0.8 | | Echantillon remanié entre 0.60 et 0.90 m/TN |
| 1 | 1 / 1.2 / 1.4 | Molasse marno-sableuse marron jaune moucheté gris<br>Aspect de + en + compact<br>Débit en cailloutis | |
| 1.5 | 1.6 / 1.8 | | Eau néant<br>Difficulté pelle mécanique |
| 2 | 2 / 2.2 / 2.4 | | |
| 2.5 | 2.6 / 2.8 | | |
| 3 | 3 / 3.2 / 3.4 | | |
| 3.5 | 3.6 / 3.8 | | |
| 4 | | | |

ELODIE - Universal Logger 1.01

OBSERVATIONS:
Sondage exécuté à la pelle mécanique

argéo

# MEZE
## Parcelles CA 108p, 126 et 170
## Avis géologique générale
## F5

ECH 1/20

| Prof. en m | ? | Coupe Lithologique | observations |
|---|---|---|---|
| 0 | 0 | | |
| | | Terre Végétale | |
| 0.5 | 0.2 / 0.4 / 0.6 / 0.8 | Limons sablo-argileux fin marron clair<br>Aspect sec et compact | |
| 1 | 1 / 1.2 / 1.4 | | |
| 1.5 | 1.6 / 1.8 | Sable très fin<br>Aspect meuble | |
| 2 | 2 / 2.2 / 2.4 | | Eau néant<br>Arrêt |
| 2.5 | 2.6 / 2.8 | | |
| 3 | 3 / 3.2 / 3.4 | | |
| 3.5 | 3.6 / 3.8 | | |
| 4 | | | |

ELODIE - Universal Logger 1.05

OBSERVATIONS:
Sondage exécuté à la pelle mécanique

argéo

# MEZE
## Parcelles CA 108p, 126 et 170
## Avis géologique générale
## F6

ECH:1/20

| Prof. en m | ? | Coupe Lithologique | observations |
|---|---|---|---|
| 0 | 0 | | |
| | | Terre Végétale | |
| 0.5 | 0.2 / 0.4 / 0.6 / 0.8 | Limons sablo-argileux fin marron clair<br>Aspect sec et compact | |
| 1 | 1 / 1.2 / 1.4 / 1.6 / 1.8 | Sable très fin<br>Aspect meuble | |
| 1.5 | | | |
| 2 | 2 / 2.2 / 2.4 / 2.6 / 2.8 | | Eau néant<br>Arrêt |
| 2.5 | | | |
| 3 | 3 / 3.2 / 3.4 / 3.6 / 3.8 | | |
| 3.5 | | | |
| 4 | | | |

OBSERVATIONS:
Sondage exécuté à la pelle mécanique

MEZE
Parcelles CA 108p, 126 et 170
Avis géologique générale
F7

ECH:1/20

| Prof. en m | ? | Coupe Lithologique | observations |
|---|---|---|---|
| 0 – 0.5 – 1 – 1.5 – 2 – 2.5 – 3 – 3.5 – 4 | 0 – 0.2 – 0.4 – 0.6 – 0.8 – 1 – 1.2 – 1.4 – 1.6 – 1.8 – 2 – 2.2 – 2.4 – 2.6 – 2.8 – 3 – 3.2 – 3.4 – 3.6 – 3.8 | Terre Végétale<br>Limons sablo-argileux fin marron clair<br>+ argileux en profondeur<br>Aspect sec et compact | Eau néant<br>Arrêt |

OBSERVATIONS:
Sondage exécuté à la pelle mécanique

GRACCHUS LABORATOIRE ROUTIER

Lieu-dit Les Plaines
ZA Les Hauts de Mireval
34 110 MIREVAL
Tél.: 04 67 18 12 84 - Email : labo34@gracchus.fr

AGRÉMENT N° 93-03 LABOROUTE

# CLASSIFICATION DES MATERIAUX UTILISABLES EN REMBLAIS ET COUCHES DE FORME

## NF P 11-300 (Sept. 1992)

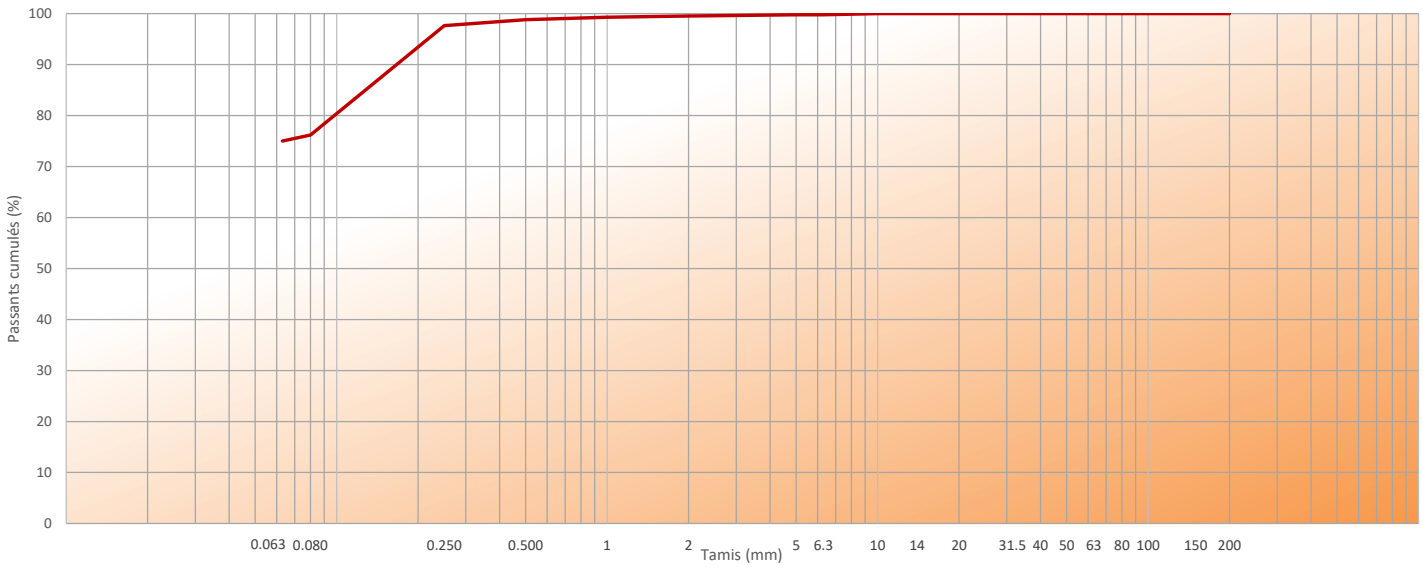
**Rapport d'essais**

| | | | |
|---|---|---|---|
| CHANTIER : | **Mèze - Hectare** | DATE : | **26/10/2021** |
| DESTINATAIRE : | **Argéo** | N° DE DOSSIER : | **D-21-M354** |

| IDENTIFICATION DE L'ECHANTILLON | | | |
|---|---|---|---|
| N° ECHANTILLON : | **M1469-21** | PRELEVE PAR : | **Le client** |
| DATE DE PRELEVEMENT : | **21/10/2021** | DATE DES ESSAIS : | **25/10/2021** |
| NATURE DU MATERIAU : | **Sondage F4** | PROFONDEUR : | **-0.60m à -0.90m** |

**DISTRIBUTION GRANULOMETRIQUE DES PARTICULES - NF EN ISO 17892-4 (Janv. 2018) ***

| Tamis | 0.063 | 0.080 | 0.250 | 0.500 | 1 | 2 | 5 | 6.3 | 10 | 14 | 20 | 31.5 | 40 | 50 | 63 | 80 | 100 | 150 | 200 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Passants cumulés (%) | 75.0 | 76.2 | 98 | 99 | 99 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |




** : essai réalisé sous dérogation (disponible sur demande)*

| | ESSAI | NORME | VERSION | ABREVIATION | UNITE | RESULTAT |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CLASSIFICATION | Eléments < 2 mm - Fraction 0/50 | NF EN ISO 17892-4 | Janv. 2018 | / | % | **99.5** |
| | Eléments < 0.080 mm - Fraction 0/50 | NF EN ISO 17892-4 | Janv. 2018 | / | % | **76.2** |
| | Teneur en eau de la fraction 0/D | NF P 94-050 | Sept. 1995 | **W** | % | **14.6** |
| | Teneur en eau de la fraction 0/20 | NF P 94-050 | Sept. 1995 | **W** | % | |
| | Valeur au bleu rapportée à la fraction 0/50 | NF P 94-068 | Oct. 1998 | **VBS** | g | **2.84** |
| ETAT HYDRIQUE | Indice de portance immédiat | NF P 94-078 | Mai 1997 | **IPI** | % | **33** |
| COMPORTEMENT | Essai Los Angeles | NF E 1097-2 | juin-10 | **LA** | / | |
| | Essai d'usure Micro Deval en présence d'eau | NF EN 1097-1 | août-11 | **MDE** | / | |
| | Couleur | | | | | |
| | Autre essai : Friabilité | NF P 18-576 | Fev. 2013 | **FS** | / | |
| | Autre essai : Fragmentabilité | NF P 94-066 | Dec. 1992 | **FR** | / | |
| **CLASSEMENT GTR** | | | | **$A_2$** | | |

| COMMENTAIRES | VISAS DU LABORATOIRE | |
|---|---|---|
| L'état hydrique du matériaux est entre s et ts. | **Le technicien,**<br>**N. PICHON** | **Le responsable,**<br>**A. SIGNÉ** |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté Égalité Fraternité*

GÉORISQUES
Mieux connaître les risques sur le territoire

# Descriptif des risques

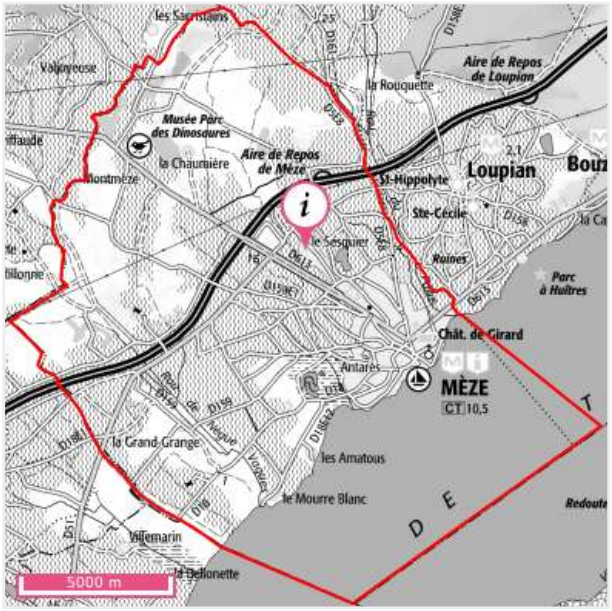
Edité le 10/11/2021 à 11h42

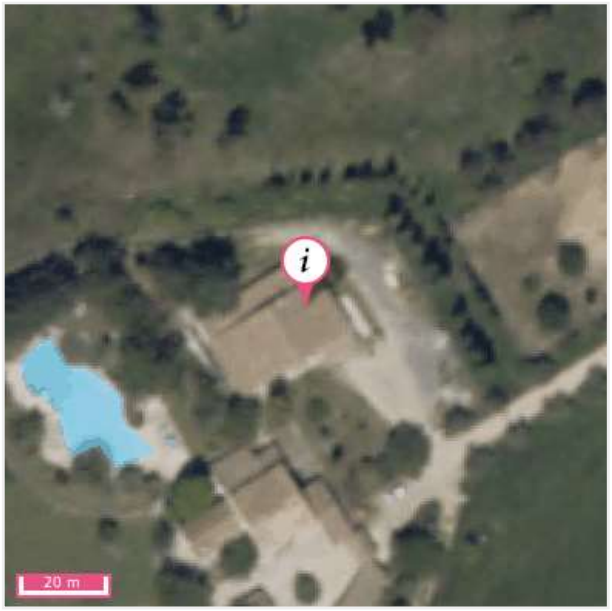
Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques et pollutions (ERP) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

## Localisation

**Adresse :**

871 Chemin des Costes, 34140 Mèze




## Informations sur la commune

Nom : MEZE
Code Postal : 34140
Département : HERAULT
Région : Occitanie

Code INSEE : 34157
Commune dotée d'un DICRIM : Non
Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 16 (*détails en annexe*)
Population à la date du 27/05/2021 : 10523

## Quels risques peuvent impacter la localisation ?

Retrait-gonflements des sols
*Aléa moyen*

Séismes
*2 - FAIBLE*

Installations industrielles

Sites inventaire BASIAS

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

## LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INONDATIONS ?

### Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

**Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Non**

### Atlas de Zone Inondable - AZI

**Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : Oui**

| Nom de l'AZI | Aléa | Date de début de programmation | Date de diffusion |
|---|---|---|---|
| 34DDTM20110443 - AZI de l'Hérault | Inondation, Inondation - Par submersion marine | | 10/08/2010 |

## Informations historiques sur les inondations

**Evènements historiques d'inondation dans les communes limitrophes : 6**

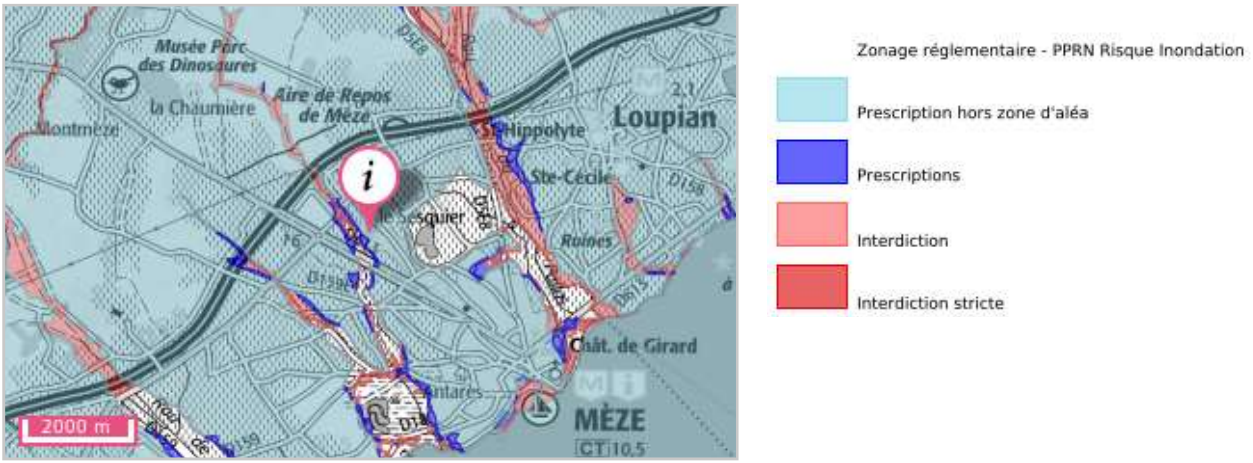
| | | Dommages sur le territoire national | |
|---|---|---|---|
| Date de l'évènement (date début / date fin) | Type d'inondation | Approximation du nombre de victimes | Approximation dommages matériels (€) |
| 16/12/1997 - 19/12/1997 | Crue pluviale (temps montée indéterminé),Action des vagues,Mer/Marée | inconnu | 3M-30M |
| 03/11/1994 - 07/11/1994 | Crue pluviale (temps montée indéterminé),Lave torrentielle, coulée de boue, lahar,non précisé | de 1 à 9 morts ou disparus | inconnu |
| 11/09/1875 - 12/09/1875 | Crue pluviale éclair (tm < 2 heures),Crue pluviale (temps montée indéterminé) | de 100 à 999 morts ou disparus | inconnu |
| 11/09/1875 - 12/09/1875 | Crue pluviale (temps montée indéterminé),Crue pluviale éclair (tm < 2 heures) | de 100 à 999 morts ou disparus | inconnu |

## LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Oui**

?

Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.




Source: BRGM

| PPR | Aléa | Prescrit le | Enquêté le | Approuvé le | Révisé le | Annexé au PLU le | Déprescrit / annulé / abrogé le | Révisé |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34DDTM20110026 - Meze | Inondation, Par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau, Par submersion marine | 12/09/2007 | 04/04/2011 | 25/01/2012 | | 24/10/2012 | - / - / - | |

## RETRAIT-GONFLEMENTS DES SOLS ARGILEUX

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

**Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : Oui**

**Type d'exposition de la localisation : Aléa moyen**

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).




Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : Non**

## MOUVEMENTS DE TERRAIN

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte…) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères… Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

**Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : Non**

## CAVITÉS SOUTERRAINES

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subit, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

**Cavités recensées dans un rayon de 500 m : Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : Non**

## SÉISMES

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

### QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

**Type d'exposition de la localisation : 2 - FAIBLE**

Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.




Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non**

## POLLUTION DES SOLS, SIS ET ANCIENS SITES INDUSTRIELS

Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Différentes bases de données fournissent les informations sur les Sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL), les Secteurs d'information sur les sols (SIS) introduits par l'article L.125-6 du code de l'environnement et les Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE DE SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (BASOL) ?

**Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICE (BASIAS) ?

**Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : Oui**

Sur cette carte, sont indiqués les anciens sites industriels et activités de service recensés à partir des archives disponibles, départementales et préfectorales.... La carte représente les implantations dans un rayon de 500 m autour de votre localisation.




Sites Basias (XY du centre du site)

Sites Basias (XY de l'adresse du site)

Zone de recherche

Source: BRGM

## LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA RÉGLEMENTATION SUR LES SECTEURS D'INFORMATION DES SOLS (SIS) ?

**Présence de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans un rayon de 1000 m : Non**

## INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

**Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 1**

**Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 2.0 km : 1**

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.




Source: BRGM

Installations classées (Grande échelle)

Usine Seveso

Usine non Seveso

Elevage de bovin

Elevage de volaille

Elevage de porc

Carrière

Zone de recherche

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

**Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5.0 km : 0**

## LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRT Installations industrielles : Non**

## CANALISATIONS DE MATIÈRES DANGEREUSES

?

Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales, de sites de stockage ou de chargement.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

**Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 1000 m : Non**

## INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

### LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

**Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10.0 km : Non**

**Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20.0 km : Non**

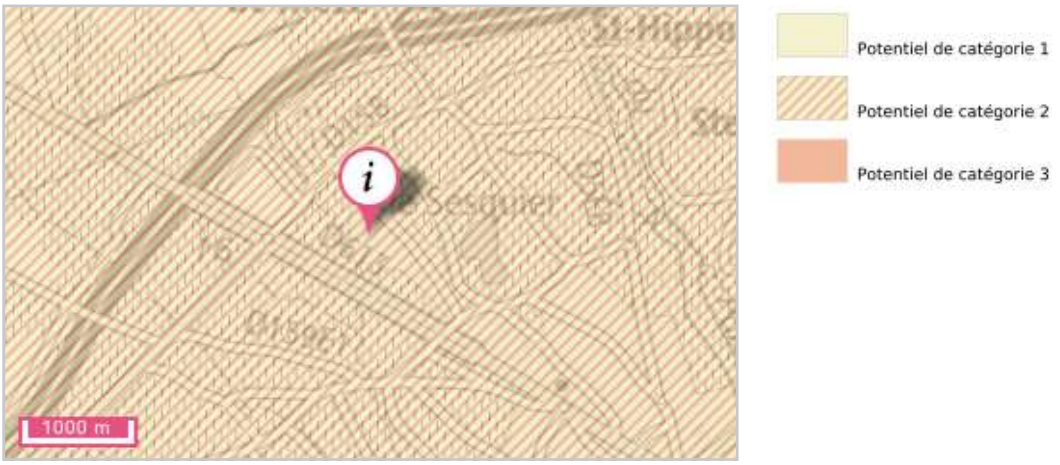
Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

## QUEL EST LE POTENTIEL RADON DE LA COMMUNE DE VOTRE LOCALISATION ?

**Le potentiel radon de la commune de votre localisation est : Moyen**

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).




Source: IRSN

Pour en savoir plus : consulter le site de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire sur le potentiel radon de chaque catégorie.

## Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.
Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

## Catastrophe naturelle

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.
Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

## Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.
Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.
Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.
Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.
Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).
Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire disponible en ligne à l'adresses suivante : https://www.georisques.gouv.fr/glossaire/.

**Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 16**

Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : 1

| Code national CATNAT | Début le | Fin le | Arrêté du | Sur le JO du |
|---|---|---|---|---|
| 34PREF19980038 | 16/12/1997 | 19/12/1997 | 02/02/1998 | 18/02/1998 |

Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : 2

| Code national CATNAT | Début le | Fin le | Arrêté du | Sur le JO du |
|---|---|---|---|---|
| 34PREF20170022 | 12/10/2016 | 14/10/2016 | 20/12/2016 | 27/01/2017 |
| 34PREF20150052 | 27/11/2014 | 29/11/2014 | 03/03/2015 | 04/03/2015 |

Inondations et coulées de boue : 10

| Code national CATNAT | Début le | Fin le | Arrêté du | Sur le JO du |
|---|---|---|---|---|
| 34PREF20190260 | 22/10/2019 | 23/10/2019 | 18/11/2019 | 30/11/2019 |
| 34PREF20180028 | 28/02/2018 | 01/03/2018 | 23/05/2018 | 22/06/2018 |
| 34PREF20170021 | 12/10/2016 | 14/10/2016 | 20/12/2016 | 27/01/2017 |
| 34PREF20030057 | 11/12/2002 | 12/12/2002 | 30/04/2003 | 22/05/2003 |
| 34PREF20000018 | 06/09/1999 | 06/09/1999 | 03/03/2000 | 19/03/2000 |
| 34PREF19980037 | 16/12/1997 | 19/12/1997 | 02/02/1998 | 18/02/1998 |
| 34PREF19950047 | 19/10/1994 | 20/10/1994 | 03/05/1995 | 07/05/1995 |
| 34PREF19910015 | 23/10/1990 | 24/10/1990 | 28/03/1991 | 17/04/1991 |
| 34PREF19910026 | 19/10/1990 | 19/10/1990 | 12/08/1991 | 30/08/1991 |
| 34PREF19870035 | 13/10/1986 | 17/10/1986 | 27/01/1987 | 14/02/1987 |

Mouvements de terrain : 1

| Code national CATNAT | Début le | Fin le | Arrêté du | Sur le JO du |
|---|---|---|---|---|
| 34PREF20170071 | 12/10/2016 | 14/10/2016 | 26/06/2017 | 07/07/2017 |

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1

| Code national CATNAT | Début le | Fin le | Arrêté du | Sur le JO du |
|---|---|---|---|---|
| 34PREF20200142 | 01/07/2019 | 30/09/2019 | 29/04/2020 | 12/06/2020 |

Tempête : 1

| Code national CATNAT | Début le | Fin le | Arrêté du | Sur le JO du |
|---|---|---|---|---|
| 34PREF19820158 | 06/11/1982 | 10/11/1982 | 18/11/1982 | 19/11/1982 |

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

## Description des données

Le site georisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

## Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apportent aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée au cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR et le BRGM utilisent les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercient par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantissent pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peuvent modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

## Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :
- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
    sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

## Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.

Liste des annexes :

- Pouvoirs HECTARE

- Kbis Bel Avenir 131021.pdf

- Bodacc Bel Avenir 13/10/21

- Kbis HECTARE.pdf

- Bodacc HECTARE

- plan DA numéroté

- Plan servitude

- ARRETE PA  avis concessionnaires

- AMIRAL - Constat d'affichage

- CERTIFICAT PA TACITE

- Amiral M1 - Constat d'affichage

- AMIRAL M1 - ANR

- Certificat d'urbanisme

- URBANISME : imprimé demande C.U. (par l'Etude) / Cerfa 13410*04 2

- AR CU

- Déclaration d'intention d'aliéner

- ERP 10/11/21

- Rapport Mèze Hectare Lotissement L'Amiral Mission G1 Loi élan Nom du propriétaire actuel

- GEORISQUES 10/11/21